



HAL
open science

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

Lucie Jouvét

► **To cite this version:**

Lucie Jouvét. Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise. Université de France-Comté (UFC). 2021. hal-04798155

HAL Id: hal-04798155

<https://hal.science/hal-04798155v1>

Submitted on 22 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

**Rapport de recherche-action visant à
« Évaluer la mise en œuvre de
la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise »**

**Lucie Juvet Legrand
Maître de Conférences**

**Laboratoire de Sociologie et d'Anthropologie,
Université de Franche-Comté**



SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	5
INTRODUCTION	7
1. CADRE DE LA RECHERCHE-ACTION PSQ	9
1.1 La Police de Sécurité du Quotidien	9
1.1.1 Contexte de la mise en place de la PSQ	9
1.1.2 Les principes de la PSQ	11
1.2 Les actions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la PSQ	12
1.2.1 Les effectifs dédiés à la PSQ sur Planoise	12
1.2.2 Les axes d’actions	12
1.3 Le quartier de Planoise	14
1.3.1 Spécificité de sa structure démographique	14
1.3.2 Contexte du quartier de Planoise pendant la recherche-action	16
1.4 Contexte structurel et sanitaire de la recherche	17
2. METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE-ACTION	19
2.1 Phase 1 : Campagne de recueil de situations vécues comme problématiques	20
2.2 Phase 2 : 3 scènes d’exposition à l’épreuve de communautés d’enquêteurs	22
3. RESULTATS	31
3.1 Résultats de la première phase	31
3.1.1 Types de problématiques soumises	31
3.1.1.1 Le sentiment de menace	32
3.1.1.2 Les incivilités	33
3.1.1.3 La dégradation de bien matériel	34
3.1.1.4 Le trafic de stupéfiants	35
3.1.1.5 Autres	36
3.1.2 Les représentations de la PSQ	36
3.1.3 L’autorégulation comme mode de résolution des situations troubles	38

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

3.2 Résultats de la deuxième phase	40
3.2.1 Registres d'actions et de représentations propres à chaque catégorie	41
3.2.1.1 "Les commerçants"	41
3.2.1.2 "Les policiers"	45
3.2.1.3 "Les riverains"	52
3.2.1.4 "Les enseignants "	59
3.2.1.5 "Les bailleurs"	65
3.2.1.6 "Le monde social et associatif"	70
3.2.2 Points concordants et discordants de la communauté d'enquêteurs	75
3.2.2.1 Les points de concordance d'actions et de représentations	75
3.2.2.2 Les divergences d'actions et de représentations	79
4. CONCLUSION	85
4.1 Recommandations	85
4.1.1 Par rapport à la thématique des stupéfiants	85
4.1.2 Par rapport à la thématique du rapprochement police-population	87
4.1.3 Par rapport à la question d'une prise en charge partenariale	89
4.1.4 Par rapport à des questions fondamentales sur le quartier de Planoise	90
4.2 Limites de la recherche-action	91
BIBLIOGRAPHIE	92
LEXIQUE DES SIGLES	94
TABLES DES IMAGES	95

REMERCIEMENTS

Le travail de cette recherche-action n'aurait pu avoir lieu sans une forte volonté d'investissement d'acteurs clés. Nous tenons donc tout particulièrement à souligner la participation active de :

Benoit Desferet, qui a permis à ce projet de voir le jour, ainsi que Michel Klein et Yves Cellier d'en avoir assuré la continuité ; Rachid Benazrine, interlocuteur précieux au sein de la Police nationale, qui a énormément œuvré pour que ce projet voie le jour, ainsi que Benilde Moreau qui a pris son relais ; de façon plus générale la DDSP25, pour avoir ouvert ses portes à nos deux stagiaires chargées de recherche, afin de favoriser leur immersion dans le terrain d'étude.

Monsieur le Préfet, M. Joël Mathurin, pour son soutien affirmé tout au long de ce travail ; ses collaboratrices, Marion Aoustin-Roth et Luce Moinecourt, interlocutrices privilégiées. Nous tenons à souligner leur investissement pour organiser les comités semestriels ;

Le Président de l'Université, Jacques Bailli, qui a appuyé ce projet ;

Louise Phillipon et Mélanie Daguet, qui ont effectué leur stage de Master dans le cadre de cette recherche et ont grandement participé aux recueils et au traitement des témoignages ;

Le conseil citoyen et les bailleurs sociaux, très impliqués, et tout particulièrement Jacques Bravo, pour avoir mis à notre disposition la salle de réunion de la SAIMB, lieu idéal pour accueillir les tables rondes lors de la deuxième phase de l'étude ;

Les riverains, commerçants, policiers, membres d'associations, personnels du monde enseignant, personnes travaillant sur Planoise et tous ceux qui ont donné de leur temps pour nourrir cette recherche-action de leurs expériences.

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

INTRODUCTION

La DDSP25 a engagé depuis l'été 2018 une réflexion dans le cadre la mise en place d'un dispositif pilote, la Police de Sécurité du Quotidien (PSQ), dans un des quinze premiers Quartiers de Reconquête Républicaine (QRR) : le quartier de Planoise, situé dans la ville de Besançon. Un partenariat DDSP25, Préfecture du Doubs et Université de Franche-Comté, a vu le jour pour évaluer ce dispositif de PSQ. Cette recherche-action vise à saisir les problèmes que peuvent rencontrer les acteurs locaux vivant et/ou œuvrant dans ce quartier ; comment peut s'actualiser le fonctionnement de la PSQ face à la survenue d'un évènement problématique et quelles sont les attentes des acteurs locaux par rapport aux questions de sécurité et du vivre ensemble à Planoise ?

Dans une première section, on trouvera exposé le cadre dans lequel cette recherche-action s'inscrit : qu'il s'agisse du contexte politique -dans lequel a vu le jour la PSQ dans les QRR-, l'esprit de cette police, les missions qui lui sont confiées. Enfin, compte tenu des spécificités locales dans lesquelles opère ce nouveau dispositif, un aperçu sociodémographique du quartier de Planoise sera présenté.

La méthodologie spécifique à l'évaluation de ce dispositif est exposée dans cette section. L'approche de terrain s'est déroulée en deux temps distincts. En premier lieu, une campagne de collecte d'entretiens et d'observations visant à recueillir les réalités plurielles d'un large panel d'acteurs de Planoise a été conduite. À partir de ces informations multiples, des scènes d'exposition ont été élaborées et soumises à différents groupes, pour saisir, entre autres, les multiples scénarii envisagés pour prévenir ou faire face à ces problématiques.

Enfin, les résultats des deux phases de cette recherche-action seront présentés successivement. D'abord ceux issus de la campagne d'entretiens, puis les conclusions de cette démarche projective permise grâce à la soumission de ces scènes d'exposition à des communautés d'enquêteurs et, enfin, les limites de cette recherche-action.

En conclusion, nous proposerons des pistes d'action à mettre en œuvre sur Planoise pour répondre aux préoccupations de ses acteurs.

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

1. CADRE DE LA RECHERCHE-ACTION PSQ

1.1 La Police de Sécurité du Quotidien

1.1.1 Contexte de la mise en place de la PSQ

Mise en place sous la présidence d'Emmanuel Macron, la PSQ tend à répondre à un sentiment accru d'insécurité vécu dans certains quartiers (quartiers prioritaires de la politique de la ville). L'idée de ce nouveau protocole vise à rétablir un lien de confiance entre les riverains et les différentes institutions en place pour favoriser une coproduction de la sécurité dans ces lieux¹.

Le 8 février 2018, Gérard Collomb, Ministre de l'Intérieur, impulse officiellement l'expérimentation de la PSQ. Quinze quartiers sont déclarés QRR, et bénéficient du dispositif pilote de PSQ² (dont le quartier de Planoise à Besançon). Quelques mois plus tard, 32 autres territoires seront ajoutés à la liste.

Ce dispositif mis en œuvre dans les QRR — à savoir des territoires qui seraient des zones de non-droit — vise, entre autres, à positionner des effectifs spécifiques de policiers sur certaines zones urbaines sensibles. Cette mesure s'inspire, tout en se démarquant, de la *police de proximité*³. Dans l'état d'esprit de ce dispositif, l'Etat n'est plus seul à assumer la sécurité du territoire, mais d'autres acteurs sont invités à œuvrer pour la coproduire dans l'idée d'une « *société de vigilance* »⁴. Afin de parvenir à ce but, en plus de la mise en place de suppléments d'effectifs policiers dédiés spécifiquement à un territoire, ainsi que de moyens matériels supplémentaires, une concertation des habitants et des acteurs locaux est favorisée. Plus que de simples effectifs, la PSQ est avant tout une nouvelle méthode de travail, avec une approche pluri-partenariale.

¹ « Le lien de confiance unissant la population et les forces de sécurité de l'État contribue à assurer la cohésion sociale et la tranquillité publique, mais aussi à diminuer le sentiment d'insécurité, à favoriser la participation des habitants à leur sécurité et à les rapprocher des institutions » [Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation, Commissariat général à l'égalité des territoires, 2017, p.6]

² Liste des quinze premiers quartiers de QRR : Marseille Quartier Nord (3e, 14e et 15e arrondissement), Besançon (Planoise), Toulouse (Mirail), Bordeaux (Bordeaux Maritime), Montpellier (La Paillade, La Mosson), Lille (Fives, Les Moulins), Pau (Ousse des Bois, Saragosse), Strasbourg (Le Neuhof, La Meinau), Lyon (8e arrondissement), Trappes (Les Merisiers), Corbeil-Essonnes (Les Tarterêts), Aulnay-sous-Bois (Gros Saule), Sevrans (Les Beaudottes), Champigny-sur-Marne (Le Bois-L'Abbé, Les Mordacs), Sarcelles (Les Locheres), Garges-lès-Gonesse (La Dame Blanche), Noumea (Montravel - Pierre Lenquette, Tindu).

³ Dispositif en place de 1998 à 2003.

⁴ Discours d'Emmanuel Macron prononcé au Mans le 11 octobre 2006 « La société de vigilance, enfin, c'est la société qui assume que l'État n'est plus l'unique acteur de la sécurité. Chacune et chacun a un rôle à jouer pour identifier la menace. »

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

30 quartiers prioritaires
de « reconquête républicaine »

Horizon

● septembre 2018

● janvier 2019

20 départements « mieux accompagnés »
en zone de gendarmerie

■ départements « mieux accompagnés »

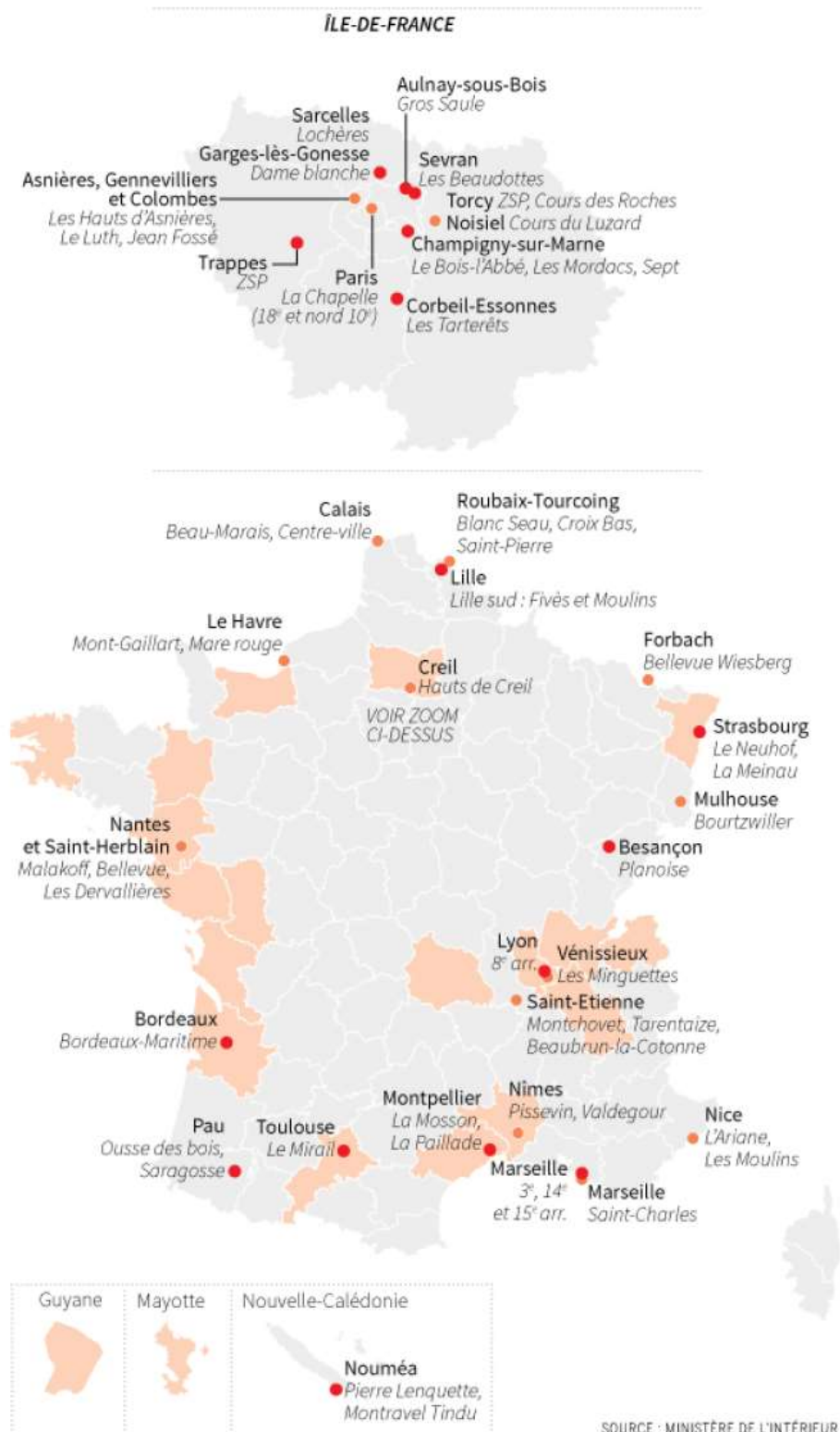


Figure 1 Carte des premiers dispositifs pilotes PSQ

1.1.2 Les principes de la PSQ

La philosophie de la PSQ vise à agir en cœur d'un quartier sensible, avec des missions *sur mesure*, en fonction des *problématiques locales* rencontrées. L'esprit de la PSQ se démarque de ce point de vue du dispositif de la police de proximité, dont elle s'inspire. En plus du fait d'occuper un territoire, avec un commissariat au cœur d'un quartier sensible, la réalité du travail quotidien des agents est revisitée, avec des simplifications et des dématérialisations de la procédure pénale (une priorisation des missions tournées vers les besoins des acteurs est mise en avant).

Les policiers doivent se rapprocher de la population et travailler avec les acteurs locaux (police municipale, bailleurs sociaux, commerçants...). Parmi ses principales missions, on trouve la volonté de réconcilier les rapports public/police et, ainsi, l'amélioration du quotidien des acteurs locaux, en répondant à un besoin de sécurité des concitoyens.

En concertant la population et les acteurs locaux sur leurs besoins, des projets de sécurité du quotidien visent à être mis en œuvre en association avec différents partenaires concernés par cette question. Des plans d'action sont ainsi clairement fixés, avec des résultats attendus et une modélisation de moyens à mettre en œuvre, afin de résoudre les problèmes spécifiques pointés⁵. Une évaluation de la résolution des difficultés est planifiée pour prendre la mesure de l'efficacité d'une action.

La Police de Sécurité du Quotidien ne se résume ainsi pas aux effectifs de policiers dédiés au quartier, mais s'apparente à une *pluralisation du policing*⁶, incarnée par l'ensemble des acteurs locaux, qui ont à résoudre ensemble, chacun à leur niveau, une problématique récurrente. Cette pluralisation vise donc à prendre autant l'éducation parentale ; l'éducation nationale ; les médiateurs ; les associations ; l'application des actions sociales ; les infrastructures locales...

Les agents de la police nationale voués à la PSQ sont donc des acteurs parmi d'autres, à faire front aux difficultés existantes dans un territoire donné. Ainsi, l'ambition de ce nouveau dispositif est d'octroyer à chaque acteur local une place et un rôle à jouer dans la résolution du problème qu'il rencontre.

L'attribution spécifique d'effectifs policiers n'est qu'une composante du principe de la PSQ. C'est également avec un changement en profondeur des mentalités de résolution des problèmes axés sur le partenariat, que repose la conception de l'efficacité du dispositif.

⁵ « La PSQ vise la résolution concrète des problèmes ou besoins de sécurité de la population par l'élaboration, pour chacun d'eux, d'une réponse sur mesure. » [Guion de Méritens I., 2020, p. 25].

⁶ « La notion de *policing* correspond à l'art de policer les espaces collectivement partagés (...) Contre l'idée réductrice d'une privatisation de la sécurité, ces phénomènes de pluralisation donnent à voir une multitude d'agencements possibles entre le niveau central et le niveau local, les acteurs publics et les acteurs privés. (...) La pluralisation du *policing* est un mouvement d'ensemble qui se décline différemment selon les caractéristiques propres à chaque territoire. » [Malochet V., Ocqueteau F., 2020, pp. 10 – 11].

1.2 Les actions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la PSQ

1.2.1 Les effectifs dédiés à la PSQ sur Planoise

Lorsque, au niveau national, 15 quartiers ont été retenus pour installer ces dispositifs pilotes de PSQ, le quartier de Planoise a été sélectionné pour des problématiques spécifiques [Cabinet de M. Gérard Collomb, 2018, p.12].

Un effectif d'une quinzaine de policiers est fixé pour traiter plus particulièrement certaines difficultés récurrentes du quartier, telles que les trafics de drogues, les incendies de poubelles (alors en hausse), ainsi que les rodéos urbains. Dans le rapport qui a précédé la mise en place de la PSQ [DDSP25, 2018, p.3], Planoise est mentionné, en plus de problématiques liées aux trafics de stupéfiants, comme regroupant 40 % des violences urbaines, ces dernières étant pointées en augmentation. Ces violences, tout comme un ensemble d'incivilités, semblent être davantage commises par des individus de plus en plus jeunes, ce qui pourrait être corroboré par une surreprésentation dans les faits de délinquance (entre 25 et 30 %) [DDSP25, 2018, p.4]. Il est noté également une montée des incivilités.

1.2.2 Les axes d'actions

Les 4 axes prioritaires visés par la mise en place de la PSQ sont, pour le QRR de Planoise : la lutte contre les rodéos urbains, contre les trafics de stupéfiants, la fraude économique et sociale, ainsi que les incivilités.

Pour assurer leurs missions, les agents de la PSQ travaillent en partenariat avec la police municipale (en conduisant par exemple des opérations coordonnées anti-rodéo) ; concertent régulièrement des acteurs locaux, tels que les bailleurs sociaux, travaillent avec une cellule de veille pilotée par la ville de Besançon, le conseil citoyen de Planoise, deux délégués à la cohésion police population (DCPP) ; ou en participant au groupe local de traitement de la délinquance (GLTD).

La mise en œuvre du dispositif pilote de la PSQ s'est également concrétisée dans sa première phase à travers le déménagement de son commissariat secondaire au cœur de Planoise⁷. Ce nouveau commissariat est ouvert 5 jours sur 7 et sur une amplitude horaire quotidienne de 8 heures. Par ailleurs, les plages d'ouverture varient d'une saison à l'autre, pour s'adapter aux besoins des usagers⁸.

⁷ Implanté dorénavant au 6 avenue du Parc, il était auparavant excentré de la ZUS, Place Risler à 2,7 kilomètres de sa place actuelle.

⁸ 10 h -18 h pour la période hivernale, 14 h-22 h pour la saison estivale.

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

Au courant de l'année 2019-2020 de nouveaux effectifs de fonctionnaires de police PSQ ont renforcé l'équipe en place sur la zone du QRR de Planoise.⁹



Figure 2 Locaux de la PSQ à Planoise

Le groupe de sécurité de Proximité (GSP) que constituent les PSQ a pour mission, comme évoqué précédemment, le développement quotidien de contacts avec les acteurs de Planoise, tant avec ses riverains, ses commerçants, que ses partenaires institutionnels locaux (police municipale, éducation nationale, bailleurs...). La proximité de ces effectifs vise à lutter contre le sentiment d'insécurité, à mettre fin à des situations récurrentes de nuisance pour la collectivité (squats, conduites motorisées dangereuses, actes d'incivilités et de dégradation du cadre de vie...), de constater et matérialiser des délits (points de deal, infractions à la circulation...). Dans certaines configurations, par exemple, pour combattre le trafic de stupéfiants, la PSQ peut être utilisée en appui à d'autres sections de la police, grâce à sa connaissance du territoire et des acteurs locaux (telle la Brigade Anti Criminalité, la BAC et le GDI).

⁹ Les effectifs de la PSQ sont au nombre de 15.

1.3 Le quartier de Planoise

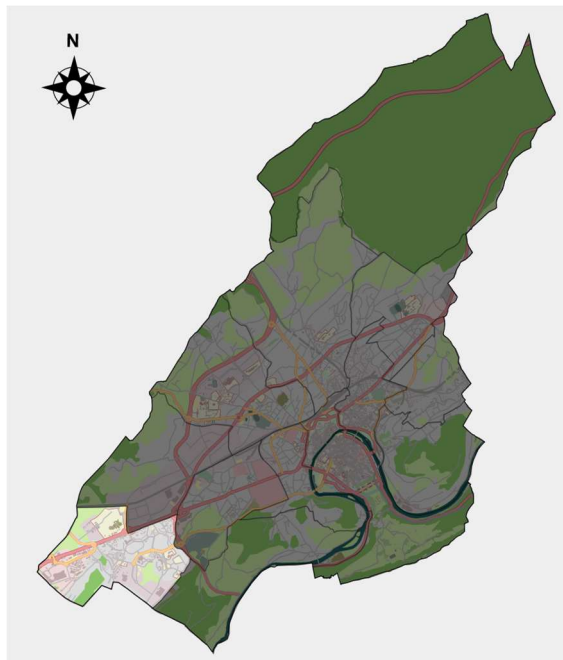


Figure 3 Quartier de Planoise en surbrillance¹⁰

Situé au nord-est de Besançon, Planoise est, parmi les 14 quartiers que compte Besançon, le plus gros de la ville en termes de nombre d'habitants. Construit pendant les 30 glorieuses, à l'image de nombreux autres quartiers de France qui ont vu le jour pendant cette période, sa configuration évoque celle d'une ville dans la ville [Gagneux A., 2004]¹¹.

1.3.1 Spécificité de sa structure démographique

Le quartier avec ses 15 288 habitants comprend 13,1 % de la population bisontine¹². Le profil de ses habitants se démarque à plusieurs titres du profil moyen de la commune de Besançon.

¹⁰ Carte de Besançon comprenant la délimitation des 14 grands quartiers de la ville. Source : Besancon_map_with_districts.svg, Auteur : Pethrus, based on a Wikipedro map and OpenStreetMap data/.

¹¹ C'est d'ailleurs une description récurrente donnée par ses habitants, « on a construit Planoise comme on a construit dans les années 60 ce qu'on a appelé les villes nouvelles » témoignage d'une riveraine. Le nombre de 20 000 habitants, et la comparaison avec l'importance de la population municipale de Pontarlier, sous-préfecture du Doubs, sont avancés de façon récurrente, que ce soit dans la première phase de l'enquête, ou encore lors des tables rondes.

¹² Données démographiques Insee, Allocations familiales mises à jour le 16 juin 2020.

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

- Son indice de jeunesse est le double de celui de la commune¹³ ;
- les ménages de 6 personnes et plus sont surreprésentés (5,1 % des ménages contre 1,4 % pour la moyenne bisontine)¹⁴ ;
- le pourcentage d'étrangers est plus important (23,4 contre 8,9 % pour la moyenne communale)¹⁵ ;
- au niveau de l'éducation, le retard scolaire en 3^e des élèves de Planoise est près de 2,5 fois plus élevé¹⁶ que sur la commune ;
- les jeunes âgés de 16 à 25 ans sont près de 3 fois plus nombreux à être sans emploi et non scolarisés¹⁷ ;
- le taux d'emploi des 15-64 ans est de 39,6 %, dont près d'1/4 sont précaires¹⁸ ;
- la part des ménages imposés est plus de 2,5 fois plus faible que dans le reste de la commune¹⁹ ;
- la moitié des ménages de Planoise vit en dessous du seuil de pauvreté²⁰.



Figure 4 Vue de Planoise

¹³ Sources : Insee, Recensement de la Population 2016, Estimations démographiques, 2016

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ En 2017, selon les données Depp du ministère de l'Éducation nationale, 17,2 % des élèves à leur entrée en 3^e accusaient un retard scolaire contre 7 % pour la commune.

¹⁷ Ils sont en 2015 29,4 % sur le quartier de Planoise contre 11,4 % sur la commune de Besançon à ne pas être scolarisés et sans-emploi (Sources Insee recensement de la population 2015).

¹⁸ Besançon compte 55 % de taux d'emploi, dont 1/5 d'emplois précaires. Sources : Insee, Recensement de la Population 2015, Estimations Démographiques 2015.

¹⁹ 18,5 % des ménages de Planoise, contre 48,2 % pour les ménages bisontins, et 53,4 % pour les habitants du grand Besançon, sources Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) 2016.

²⁰ Plus précisément 51,6 % pour Planoise en 2017. Ce taux s'élève à 21,4 % pour la commune en 2016 et 14,9 % pour la circonscription du grand Besançon (en 2019).

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

Les caractéristiques de la population de Planoise se distinguent assez nettement du reste de la ville. Les indicateurs laissent entrevoir un territoire de faible mixité sociale, avec des résidents dans l'ensemble marqués par la précarité (scolarité difficile, faibles revenus, chômage...). C'est d'ailleurs bien sur ces spécificités que repose le classement du quartier de Planoise comme quartier prioritaire.

1.3.2 Contexte du quartier de Planoise pendant la recherche-action

Si Planoise a été sélectionné comme quartier prioritaire, pour la mise en œuvre du dispositif PSQ, en tant que QRR, sa stigmatisation de *quartier sensible* n'a fait que s'accroître cette dernière décennie, avec des événements survenus sur le territoire qui ont connu un retentissement national.

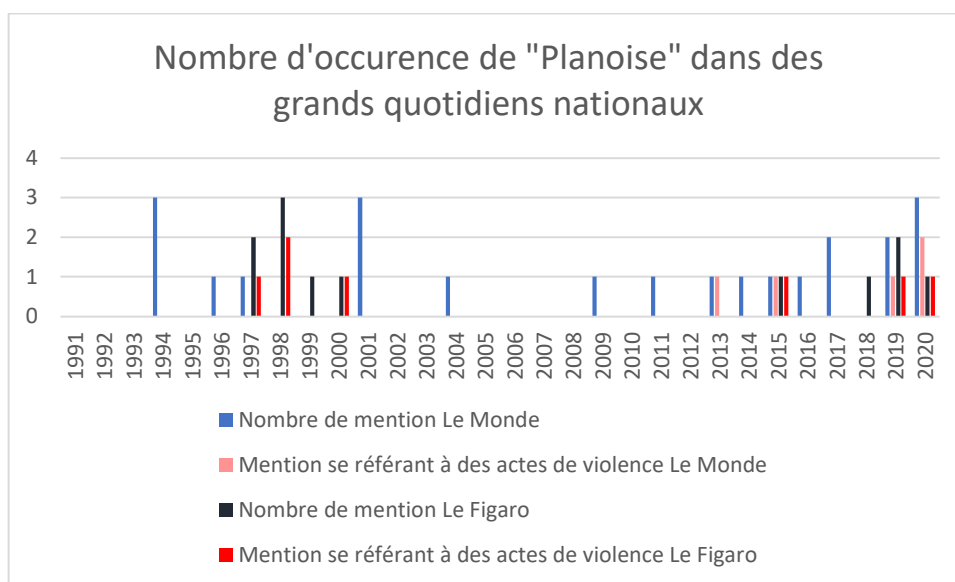


Figure 5 Mentions de Planoise dans la presse nationale

Ce contexte particulier, qui semble s'aggraver, dans l'écho médiatique qu'il donne à voir, est largement évoqué tout au long de cette recherche-action. Quelle que soit l'origine avancée de ces incidents (guerre de territoires entre trafiquants de drogues, règlement de compte pour d'autres motifs...), le sentiment d'insécurité s'est sans doute accru ces 2 dernières années pour les riverains. Ce type d'inquiétude transpire, que ce soit lors de la première phase de cette recherche-action, ou encore lors des tables rondes où ces problèmes ont systématiquement été soulignés.

Il est à noter que, dans le quotidien régional « l'Est républicain », la mention récurrente de Planoise comme lieu où se déroulent des incidents a probablement un effet sur les représentations que l'on peut nourrir sur ce quartier de Besançon. En effet, ces 2 dernières années durant cette étude, une requête lexicale de la récurrence du nom du quartier montre

que 67,74 % des articles de journaux mentionnant Planoise dans leur titre relatent des faits à tonalité négative (agression, homicide, trafics de stupéfiants²¹...), si l'on étudie le cas de Besançon sur une période d'un an²², les articles comportent plus que 10,32 % de tonalité négative. De la même manière, si l'on effectue une requête Google vidéo en navigation privée, les 10 premières apparaissant sur « Planoise » portent à 9/10 sur des faits de violence contre 1/10 avec le mot clé « Besançon ».

1.4 Contexte structurel et sanitaire de la recherche

La recherche-action, initialement programmée de janvier 2019 à janvier 2021, s'est finalement déroulée de janvier 2019 à juin 2021. Compte tenu de la crise sanitaire liée à la Covid 19 survenue au cours de l'année 2020, lors de la deuxième phase de la recherche-action, des tables rondes programmées en mars 2020 ont dû être annulées puis reportées à septembre et octobre 2020. Ce contexte austère a retardé l'exploitation des données recueillies et donc l'achèvement de l'enquête. Par ailleurs, deux stagiaires avaient été recrutées pour effectuer ce terrain. Ayant dépassé les délais initiaux, seule la responsable de l'étude, Lucie Juvet Legrand a pu achever cette tâche sans l'appui de ces collaboratrices.

En ce qui concerne le contexte structurel de la recherche-action, des mutations au sein de la police nationale ont entraîné des changements d'interlocuteurs lors de cette même période²³.

Compte tenu des protocoles sanitaires en place et du retard de la recherche-action, les comités semestriels n'ont pas été maintenus à partir de septembre 2020.

²¹ Du 15 février 2019 au 15 février 2021 sur les titres de l'Est Républicain comportant Planoise, soit 281 articles

²² Du 15 février 2020 au 15 février 2021 sur les titres de l'Est Républicain comportant Planoise, soit 959 articles

²³ Ainsi, Benoit Desferet initiateur de cette recherche-action, qui était Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Doubs, a été muté et remplacé par Michel Klein au cours de l'année 2020, puis lui-même remplacé en mars 2021 par Yves Cellier. Rachid Benazrine, Commandant Divisionnaire Fonctionnel et interlocuteur privilégié a lui aussi été muté lors de cette même année et c'est désormais Bénilde Moreau, Directeur départemental adjoint de la sécurité publique du Doubs qui a pris le relais.

2. METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE-ACTION

Préalablement à la synthèse des résultats, il convient de mettre en lumière la méthodologie qui a été retenue pour évaluer la mise en œuvre de la PSQ dans le QRR de Planoise.

Compte tenu du contexte sensible de cette recherche-action, nous nous sommes particulièrement attelés à anonymiser les individus interrogés, que ce soit dans la première phase de la recherche ou lors des tables rondes. En effet, nombreuses sont les personnes qui ont clairement exprimé leur crainte de témoigner sur les difficultés qu'elles ont pu, par le passé, rencontrer à Planoise et redoutent des représailles. Aussi, avons-nous pris le parti de restituer leur témoignage en floutant volontairement leur statut professionnel ainsi que leur lieu d'habitation. Pour ce faire, les éléments susceptibles d'identifier le locuteur ont été effacés dans les dialogues et l'âge n'est pas mentionné.

L'ensemble des entretiens (à une exception près) et tables rondes réalisés ont été enregistrés et intégralement retranscrits. L'analyse de ces données s'est essentiellement faite avec l'utilisation de Nvivo. Ce logiciel a permis de conduire une analyse qualitative de données d'entretiens grâce à leur codage, et à la possibilité de restitution thématique croisée [Averseng C., 2011, pp. 369-386]. Ainsi, les extraits ont donc été codés dans des catégories d'environ une centaine d'items (nœuds). Afin de donner une structuration à ce travail aux lecteurs de ce rapport, nous avons recouru à un logiciel de cartographie heuristique, Mind Mup®, pour restituer et hiérarchiser sous forme de carte mentale, des cartes schématiques, faisant ressortir les logiques d'action et représentations des participants.

La campagne d'entretiens de la première phase a été réalisée par Mélanie Daguët, Louise Philippon et Lucie Juvet Legrand.

Les tables rondes ont été dirigées par Christian Guichard, Lucie Juvet Legrand et Louise Philippon.

2.1 Phase 1 : Campagne de recueil de situations vécues comme problématiques

Dans une première phase, si plus spécifiquement une campagne d'entretiens exploratoires et semi-directifs a été conduite auprès d'acteurs vivant ou travaillant sur le quartier de Planoise, d'autres actions pour appréhender les réalités de Planoise ont été conduites. Ainsi, deux membres de l'équipe ont effectué un stage d'observations au sein de la police nationale²⁴ afin de rencontrer les différentes branches que comporte l'institution et suivre parfois les agents dans leurs pratiques quotidiennes. Nous avons également procédé à des repérages du terrain, en nous rendant au cœur même du quartier, afin de nous imprégner de l'atmosphère de ce dernier (nuitées, courses dans les différents commerces, restaurations, repérage de lieux évoqués...). Enfin, lors d'un comité semestriel organisé au sein de la préfecture et réunissant une petite vingtaine d'acteurs (commerçants, policiers, personnels de l'éducation nationale, bailleurs sociaux, responsables associatifs, élus...), visant à présenter les modalités de la recherche-action, nous avons pu également, lors des échanges, voir des problématiques récurrentes spécifiques à Planoise évoquées par les participants²⁵.

Afin de recueillir des représentations et des expériences perçues comme problématiques par les acteurs de Planoise, nous avons procédé dans un premier temps à des conduites d'entretien pour saisir les enjeux de *définition de la situation*²⁶ des interviewés. En questionnant des individus, qui ont une implication diverse dans le quartier de Planoise (tenue d'un commerce, accueil de publics, lieu de vie...), nous avons recueilli des expériences multiples de situations vécues comme critiques, ainsi que des modalités mises en œuvre ou moyens d'action sollicités ou pas pour faire face à ces dernières. En effet, là où certains acteurs donneront comme solution de résolution de crise un comportement particulier (dénoncer un délit aux forces de l'ordre par exemple), d'autre pourront au contraire, comme nous le verront, éprouver des réticences à agir de façon similaire, en projetant une sortie de crise aux effets plus préjudiciables à long terme (anticiper des représailles pour avoir collaboré avec la police). Pour permettre aux personnes sondées d'exprimer pleinement leur expérience, nous avons veillé à leur offrir un cadre de discours le plus ample possible, en les invitant à parler librement avec leurs propres mots. Nous avons pu saisir, tout au cours de ces expériences, tant des projections, des sentiments, des émotions, un certain sens des valeurs... en plus des situations problématiques qui nous ont été relatées. La place des enquêteurs en charge de ces

²⁴ Mélanie Daguët, chercheuse stagiaire en Master II de Sociologie et Louise Philippon, chercheuse stagiaire en Master I de Sociologie ont pu réaliser un stage d'un mois au sein de différents services de la police nationale en janvier février 2019.

²⁵ Note du 7 juin 2019 sur la première phase de la recherche-action visant à « *Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise* »

²⁶ Concept de la sociologie compréhensive. Cette notion permet d'appréhender la manière dont les individus définissent une situation, tout en prenant en compte des définitions parfois contradictoires de ces mêmes situations. Selon Herbert Blumer et R. K. Merton, un individu va adopter un comportement spécifique face à une situation en fonction de la signification qu'il va donner à la situation, « *Et cette situation, une fois donnée, détermine le comportement qui en résulte avec ses conséquences* » [Merton R.K., 1997, p. 137].

entretiens, qui sont extérieurs à Planoise, a favorisé la verbalisation d'évidences à travers leur « définition de la situation », exercice qu'il n'aurait pas effectué avec une personne partageant un même cadre de travail ou de vie.

De la sorte, chaque acteur a été interrogé sur son vécu concret du quartier de Planoise et questionné sur les moments de « crise » auxquels il a pu être confronté dans le périmètre géographique de Planoise, tant comme témoin, responsable ou encore victime. Ces entretiens ont été également l'occasion de recueillir les représentations que se fait la population de Planoise vis-à-vis des forces de l'ordre, des dispositifs de sécurité (patrouille, vidéosurveillance, PSQ...). Ces entretiens ont été réalisés pour 27 d'entre eux individuellement, en groupe pour les autres. Ils ont, pour la quasi-totalité, été enregistrés²⁷ sous couvert d'anonymat. Chacun d'entre eux a été retranscrit et a permis de mettre en lumière des situations subjectivement vécues comme problématiques sur Planoise.

En tout, ces entretiens ont permis d'interroger 65 personnes lors des 6 premiers mois de la recherche-action. Parmi elles, on compte plus d'une quinzaine de résidents de Planoise, une quinzaine travaillant dans l'éducation nationale (enseignants, surveillants, CPE, Directeurs de structures institutionnelles, inspecteur...), une quinzaine de représentants des forces de l'ordre appartenant à divers corps de police, une quinzaine de commerçants (supermarché, banque, restaurant, responsable de structure sportive...), des médiateurs, des bailleurs sociaux, un responsable du transport, des représentants d'association, des employés.... Lors de ce travail de terrain, nous avons veillé à interroger des acteurs avec une proportion d'hommes et de femmes sensiblement équivalente.

Au total, nous avons pu relever, pendant ces entretiens, plus de 174 situations de « crises » qui se sont déroulées sur Planoise. Nous avons, pour chacune de ces situations, fait ressortir des actants impliqués tels que des personnes (auteurs, victimes, témoins...), des objets centraux dans les scènes relatées (armes, présence de systèmes vidéoprotection, véhicules...), et autant que possible les causes évoquées (altercations passées, climat de voisinage hostile, problèmes psychiques...), et le dénouement éventuel de ces épisodes (dépôt de plainte, sans issue, autorégulation...). Les circonstances qui sont évoquées par les acteurs interrogés sont multiples et font mention de faits extrêmement variés, tant dans leur gravité que dans leur nature : on trouve autant des agressions physiques et verbales, des vols, des destructions de matériels, des incendies, des rodéos urbains, des actes d'incivilités, des nuisances générées par les trafics de stupéfiants, des squats, des tirs à balles réelles...

Les résultats de cette première phase, qui sert de matériau pour la suite de la recherche, comportent des enseignements dignes d'intérêt qui seront également présentés dans une partie à part entière²⁸.

²⁷ Excepté un entretien.

²⁸ Se référer à la section 3.1 Résultats de la première phase, pages 31 et suivantes.

2.2 Phase 2 : 3 scènes d'exposition à l'épreuve de communautés d'enquêteurs

C'est à partir de l'étude de l'ensemble de ces « crises » qu'ont été élaborés 3 scènes d'exposition. D'une perspectives rétrospectives de l'action²⁹ la recherche adopte désormais une démarche projective d'exploration de l'action.³⁰

Le choix de la fabrication d'un scénario pour cette phase de l'enquête repose sur plusieurs préceptes sociologiques. Nous avons retenu des scènes d'exposition se basant sur une *reconstruction utopique*³¹ des réalités évoquées lors de la première phase. Il s'agit de situation reconstruite à partir d'acteurs, de lieux, ou de problématiques régulièrement invoquées lors de la première phase. La *méthode des scénarii*³² vise à présenter une situation dans laquelle va être amené à se projeter un groupe d'individus.

Le déroulement de cette scène d'exposition, que constitue un scénario, est assez ambigu, afin que tous les acteurs en présence puissent s'en imprégner, et imaginer une finalité qui est, lors de la présentation de la situation, incertaine. Chaque participant ne va pas s'identifier de la même manière : certains se reconnaîtront dans le protagoniste victime, d'autre comme spectateur, ou encore comme personne-ressource susceptible d'intervenir avant, pendant ou après la scène présentée. La conception de la scène d'exposition est donc une modélisation basée sur des réalités quotidiennes stimulantes, mais fictives, afin de restituer des situations complexes vécues par un certain nombre d'acteurs en présence. Chaque intervenant est invité à se projeter et à jouer un rôle, celui qu'il endosserait selon ses attributs et s'il se retrouvait au cœur de la problématique qui lui est soumise.

La conception de chaque scène d'exposition a été murement réfléchi. Elle devait à la fois permettre à chaque acteur d'évoquer des situations où il puisse s'impliquer, éclairer ses actions en se référant et en justifiant le recours ou non à certaines pratiques personnelles, professionnelles, à certaines institutions ou réseaux disponibles pour éviter, appréhender ou réguler la problématique exposée.

Les scènes ont donc été conçues de telle manière à susciter chez les participants des réactions différenciées en allant de la reconnaissance de ces dernières comme familière au scepticisme. Nous avons ainsi retenu pour cette approche projective et participative trois scènes se déroulant dans des lieux, temporalités, avec des degrés d'urgence différents.

²⁹ Des acteurs sont invités à témoigner « racontez les problèmes que vous avez pu rencontrer en vivant/travaillant sur Planoise », « décrivez des situations problématiques auxquelles vous avez été confrontés »...

³⁰ Des personnes ressources sont encourager à anticiper une situation incertaine « que se passerait-il si... », « que pourrait-il arriver à... ».

³¹ « La "reconstruction utopique" constitue à la fois une réaction du discours reconstituant le jeu interne des rôles, des attitudes, des comportements observés et notés et une hypothèse globale ou si l'on veut un pari sur la réalité elle-même que l'on découvre. » [Duvignaud J., 1973, p. 190].

³² « La méthode des scénarios : un outil d'analyse et d'expertise des formes de communication dans une organisation », [Meyer V., 2008, pp. 133-156].

Scénario 1 Le squat d'immeuble



Figure 6 Vue sur une entrée d'immeuble à Planoise

Claudio, 35 ans est technicien chez GDF. Il doit vérifier au deuxième étage d'une HLM le circuit de gaz, car une odeur suspecte a été relevée par un locataire et le risque d'explosion n'est pas à écarter. Cet immeuble connaît un fort taux de vacance. Alors qu'il arrive en bas de l'immeuble sur le coup de 17 h, Claudio constate que les communs sont squattés par des dealers. En plus de ce trafic, l'état des lieux est insalubre (odeur d'urine, de matière fécale). Alors qu'il souhaite prendre l'ascenseur, un homme lui barre le passage et l'empêche de monter en lui disant de faire demi-tour.

Scénario 2 Le commerce



Figure 7 Vue sur une rue commerciale de Planoise

Gina a un salon de coiffure. Il y a quelques mois, elle a aidé la PSQ en leur signalant un trafic de stupéfiants qui avait cours au coin de la rue. Les trafiquants ont dû avoir vent de sa collaboration, car elle a vu les vitres de son commerce fracturées 5 fois depuis. Elle a bien porté plainte, mais ces dernières n'ont pas abouti. Si lors du premier dégât, les assurances ont fonctionné, elle est désormais radiée de cette dernière. N'ayant pas l'argent pour remplacer la vitre, elle se contente de renforcer sa vitrine avec une plaque de bois. Depuis 15 jours, ce sont ses clients qui font les frais de ce règlement de compte en retrouvant leur voiture endommagée. Sa dernière cliente lui a fait savoir qu'elle changerait de salon désormais suite à la dégradation de sa voiture.

Scénario 3 L'école



Figure 8 Vue sur un établissement scolaire de Planoise

Au milieu du mois de juin à l'heure de la récréation de l'après-midi, l'équipe enseignante surveille la cour quand des élèves se mettent à crier, d'autres se regroupent alors que des détonations résonnent. Rapidement, Jacques un adjoint se rend compte que des pétards sont lancés par des inconnus dans la cour de récréation. La semaine précédente, c'était une barre à mine qui a été lancée au milieu de la cour de récréation alors que les enfants jouaient dans ce même lieu. L'équipe enseignante est inquiète pour la sécurité des enfants. Cette fois-ci comme la précédente, ils n'ont pas le temps d'intervenir avant que les auteurs de ces troubles ne s'éclipsent.

Le choix de 3 scénarii visant à appréhender les modalités de résolutions ou de régulation de crise a été retenu par l'équipe de recherche parmi 6 initialement élaborés à partir de la première phase. Différentes problématiques sont régulièrement apparues lors de la première phase. Il n'était pas possible de soumettre l'ensemble de ces scènes aux tables rondes, afin que chacune de ces rencontres puisse s'approprier pleinement les situations troubles. Des situations ont donc été écartées : une mettant en scène un scooter³³, une relatant un conflit routier³⁴ et enfin une se passant dans la rue³⁵. En effet, tout comme la problématique du scénario 1 sur le squat d'entrée d'immeuble, ces scènes d'exposition étaient toutes basées sur une temporalité de risques imminents, contrairement au scénario mettant en scène les difficultés récurrentes rencontrées par un commerce (scénario 2) et celui se déroulant dans une école (scénario 3). Par ailleurs, la diversité des protagonistes convoqués dans les 3 scènes retenues nous est apparue comme plus heuristique à l'élaboration de scénarii pour nos participants. Ces situations ont été présentées auparavant lors du deuxième comité semestriel de septembre 2019.

En ce qui concerne le déroulement des tables rondes, leur durée moyenne était de 2 heures, avec une appropriation collective d'une demi-heure par scénario. Après la lecture des situations aux participants, plusieurs questions leur étaient successivement posées pour appréhender ce dernier :

Selon vous, que va-t-il se passer ?

Que peut-il arriver ?

Quel comportement devrait emprunter le protagoniste ?

Que faudrait-il faire pour que cette situation ait la régulation la plus juste possible ?

Est-ce que la situation aurait pu se dérouler autrement ?

³³ Sophie est animatrice d'un centre socioculturel du quartier. Cette jeune femme âgée de 25 ans a une coupe de cheveux à la garçonne. Cette après-midi-là, elle est accompagnée d'une collègue pour une sortie culturelle à 1 kilomètre de l'établissement. Alors que le groupe est en train de traverser un passage piéton, un individu la bouscule et commence à l'insulter de sale gouine. Sophie ne peut pas s'arrêter et doit gérer à la fois la sécurité des enfants, qui si elle s'arrête, risquent de se disperser...

³⁴ Samir 27 ans est parti 7 ans de Planoise pour travailler sur des chantiers dans le midi, comme il a été licencié 3 mois plus tôt, il est revenu vivre à Planoise. Alors qu'il se rend au supermarché, il prend la file de droite du rondpoint pour se rendre sur le parking du commerce qui se trouve en face. Un individu qui roule sur sa gauche et qui tente d'emprunter la même sortie essaie de forcer le passage pour accéder au parking. Samir se fait klaxonner. Alors qu'il se gare, la voiture qui l'a serré dans le rondpoint s'arrête à côté de lui. Deux individus d'environ 18 ans en descendent avec une attitude agressive et l'insultent. Samir, qui ne se démonte, pas déclare au conducteur qu'il devrait réviser le Code de la route.

³⁵ Par une matinée automnale, Fatine 40 ans qui n'habite pas Planoise marche avec son cabas à roulette dans une rue piétonne pour se rendre au marché de Planoise. Alors qu'elle arrive au croisement, un jeune sur un scooter la percute. Fatine tombe et est blessée superficiellement (contusions). Le jeune qui est sur le scooter la traite de « sale pute » et l'accuse d'avoir abimé le phare de son scooter avec le cabas. Le jeune se fâche contre Fatine et lui demande de lui donner 50 euros pour le défrayer. Entre temps, le jeune en scooter est rejoint par 3 de ces connaissances qui approuvent sa revendication. Alors que Fatine sort son portable, les jeunes lui demandent ce qu'elle compte faire en adoptant une attitude plus menaçante.

Les participants ont incarné ensemble une *communauté d'enquêteurs*³⁶. Il s'agissait pour les membres de ce groupe de s'identifier à ou d'identifier des personnages des scènes exposées. Ils ont ainsi, chacun à leur manière, apporté des définitions de la situation, caractérisé les protagonistes en replaçant leurs actions dans le cours signifiant de leurs propres représentations. Cette configuration d'une situation virtuelle mais réaliste a permis à chaque enquêteur de se projeter « *dans un cadre protégé et donner à voir de la sorte son déroulement possible sans avoir à le subir.* » [Zaccaï-Reyners N., 2005]

Cette approche s'avère féconde pour générer, auprès des participants, l'adoption de posture dynamique et interactive par la mise en présence de tiers aux attitudes parfois concurrentes ou dissonantes. La confrontation d'acteurs, aux possibilités d'actions et implications contrastées, permet de modéliser une négociation collective des possibles sorties de situation trouble. Les individus en présence ont des prises de positions parfois antagonistes, faisant ressortir des arguments pour certains se rapportant à une expertise, une pratique professionnelle convenue, pour d'autre à une rhétorique indigène, à un ensemble d'expériences passées vécues. Cette approche par scénario en coprésence incite les participants à adopter des postures nouvelles, les invitant à se projeter dans des décisions parfois discutées, ce qui les force à reconsidérer leurs interactions ainsi que la situation.

Ces tables rondes, au nombre de quatre, ont regroupé en tout 37 personnes aux caractéristiques sociologiques variées³⁷. Les tables rondes se sont déroulées à quatre reprises³⁸ dans les locaux de la SAIMB³⁹. Le fait d'organiser ces projections au cœur de Planoise, dans un lieu neutre, s'est avéré particulièrement fécond pour cette recherche-action, car la parole des participants en a été grandement facilitée (lieu non intimidant).

³⁶ Le principe de la « communauté d'enquêteurs » de John Dewey est ainsi défini par J. Zask : « *puisque les intérêts et les visées de chacun varient, il conviendrait aussi que le commun émerge au titre d'une composition de ces derniers, comme le point auquel ils se rencontrent et convergent, sans être supprimés. L'interobjectivation désigne ainsi une relation d'enquête telle que les membres d'une société produisent par leurs efforts respectifs et leur coopération, quelle qu'en soit la nature, une nouvelle situation sociale dans laquelle s'inscrivent leurs intérêts pluriels.* » [Zask J. 2004, p.17]

³⁷ 14 femmes et 23 hommes dont des responsables associatifs, agents de police nationale, agent de police municipale, employés de structure publique et privée, riverains, commerçants, agents de l'éducation nationale, médiateurs, bailleurs sociaux...

³⁸ Les 11 janvier 2020, 11 février 2020, 21 septembre 2020 et 20 octobre 2020. Deux autres tables rondes ont dû être reportées, une prévue en présentielle le 17 mars 2020, remise en cause par le premier confinement lié à la crise sanitaire Covid19. Cette dernière devait finalement se dérouler en distanciel le 24 mars 2020, cependant, une majorité de participants ne se sentait pas techniquement prête à participer à une table dématérialisée.

³⁹ Nous tenons à remercier particulièrement Jacques Bravo, son directeur qui nous a proposé et accueilli dans les locaux.



Figure 9 Locaux Loge GBM anciennement SAIMB

Parmi les acteurs recrutés, certains sont représentants d'une institution, et ont eu davantage tendance à adopter un discours lissé et stéréotypé sur les événements qui leur ont été soumis. Cette attitude s'apparente à ce que l'on appelle plus spécifiquement en sociologie, la *doxa*⁴⁰. Il s'agit de produire un discours tout en obéissant à un certain devoir de réserve propre à sa profession. D'autres membres ont produit une rhétorique plus endogène, fruit de leurs expériences concrètes passées, que peuvent leur rappeler les scènes d'exposition présentées. Il s'agit également de récolter des lieux communs, des cultures de métiers. On voit ainsi convoquer des personnages typiques aux traits stéréotypés (dealer, policiers, nouveaux arrivants...), des configurations matérielles (vidéosurveillances, portes blindées, dégradations) se révéler à travers les projections des membres en présence pour expliquer un scénario ainsi que pour proposer son possible déroulement futur.

Cette méthode projective ne se fait pas forcément que dans une temporalité à venir, elle invite également les acteurs en présence à expliquer les éléments qui ont favorisé l'avènement de la situation exposée.

Chaque table ronde a été organisée en veillant à convoquer autour d'une même table autant des travailleurs issus d'institutions différentes (publiques, privées), des membres d'association (culturelles, sportives, de vie de quartier), des riverains (de différents îlots de Planoise, propriétaires ou locataires, étudiants, actifs ou retraités), des commerçants (avec des entreprises de taille diverses, des employés comme des chefs d'entreprise...). Il s'agissait

⁴⁰ « Ensemble de présupposés inséparablement cognitifs et évaluatifs dont l'acceptation est impliquée par l'appartenance même (à un champ). » [Bourdieu P., 1997, p. 121]

de confronter des personnes aux horizons, intérêts et possibilités d'actions variés, afin d'évaluer leurs capacités à s'engager dans un travail d'ajustement réciproque sur la situation.

Cette communauté d'enquêteurs représente une *intelligence collective* : elle est capable à travers des échanges de transformer une situation incertaine en situation problématique⁴¹, puis par l'engagement d'un processus d'enquête, tout en tenant compte des personnes présentes et de leurs ressources propres mobilisables, de tenter collectivement de résoudre, voire de prévenir la crise qui leur est soumise.

Dans la restitution de cette recherche-action, nous avons fait le choix dans un premier temps de restituer les représentations propres à chaque type d'acteurs, que ce soit dans les solutions proposées ou encore dans les problématiques soulevées en réactions aux scènes d'exposition qui leur ont été soumises. Pour illustrer ces dernières, des cartes schématiques ont été élaborées (à l'image des cartes mentales)⁴², mettant en exergue (occurrences à plus gros caractères) les propos récurrents ressortant par catégorie d'acteur, et permettant de saisir des logiques d'actions et représentations. Lorsque certaines paroles sont rapportées à titre illustratif, les critères sociologiques des locuteurs ne sont pas mentionnés afin de préserver leur identité (on trouve juste la catégorie d'acteur qui s'exprime ainsi que la scène d'exposition lors de laquelle ces propos sont tenus). Comme il y a eu 4 tables rondes, cela permet de leur réserver un certain anonymat. Il en va de même avec des mentions qui sont censurées afin que le locuteur ne puisse pas être reconnu. Dans un second temps, a été mis en exergue les registres d'actions et représentations partagées par l'ensemble des communautés d'enquêteurs ainsi que les points cristallisant des tensions, généralement liées à des représentations ou modes d'action concurrents.

⁴¹ « Découvrir ce que sont le ou les problèmes qu'une situation problématique pose à l'enquête, c'est déjà être bien avancé dans l'enquête. » [Dewey J., 1993, p. 172]

⁴² Les cartes mentales permettent d'illustrer synthétiquement des perceptions de situation en introduisant des liens de corrélation entre des idées.

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

3. RESULTATS

3.1 Résultats de la première phase

Dans cette section sera exposé un aperçu général des préoccupations des acteurs de Planoise. Cette première phase, qui visait à récolter des définitions de situations problématiques dans l'optique de concevoir des scènes d'exposition, permet également de se faire une idée du vécu ordinaire ou extraordinaire des individus qui vivent et/ou travaillent à Planoise. Ainsi, des catégorisations des 174 « crises » relevées seront présentées dans un premier temps ; les discours et représentations exprimés propres à la PSQ seront également abordés ; enfin, sera évoqué un mode de régulation de ces crises récurrentes, emprunté par de nombreux acteurs qui se passent des services de l'ordre pour trouver une solution, alors même que les situations décrites sont susceptibles d'être sanctionnées pénalement.

3.1.1 Types de problématiques soumises

Lors de la première phase d'enquête, les individus interrogés ont spontanément exposé en priorité des problématiques qu'ils ont pu subir eux-mêmes, ou qui ont pu toucher un de leurs proches. Dans la lecture du graphique qui suit, cela ne vient pas révéler pour autant la réalité objective des personnes interrogées, mais davantage la priorisation de leurs inquiétudes par rapport à des situations auxquelles elles ont pu, par le passé, être confrontées plus ou moins directement.

Dans les principales thématiques abordées, on peut relever 4 grands registres : ceux impliquant une situation de *menace pour l'intégrité* des individus, en bleu sur le schéma qui suit ; ceux mentionnant des *dégradations matérielles* en vert, ceux qui se rapportent à des épisodes *d'incivilités* en marron et enfin, la problématique de *trafic de stupéfiants* en gris. En ce qui concerne la section *autre*, elle sera abordée plus spécifiquement à la fin.

Certains faits sont comptabilisés dans plusieurs catégories : par exemple, un fait sera aussi apparenté à une arme et à une menace, dans le cas de figure où un individu s'est vu personnellement menacé par une arme.

Première phase : problématiques soumises

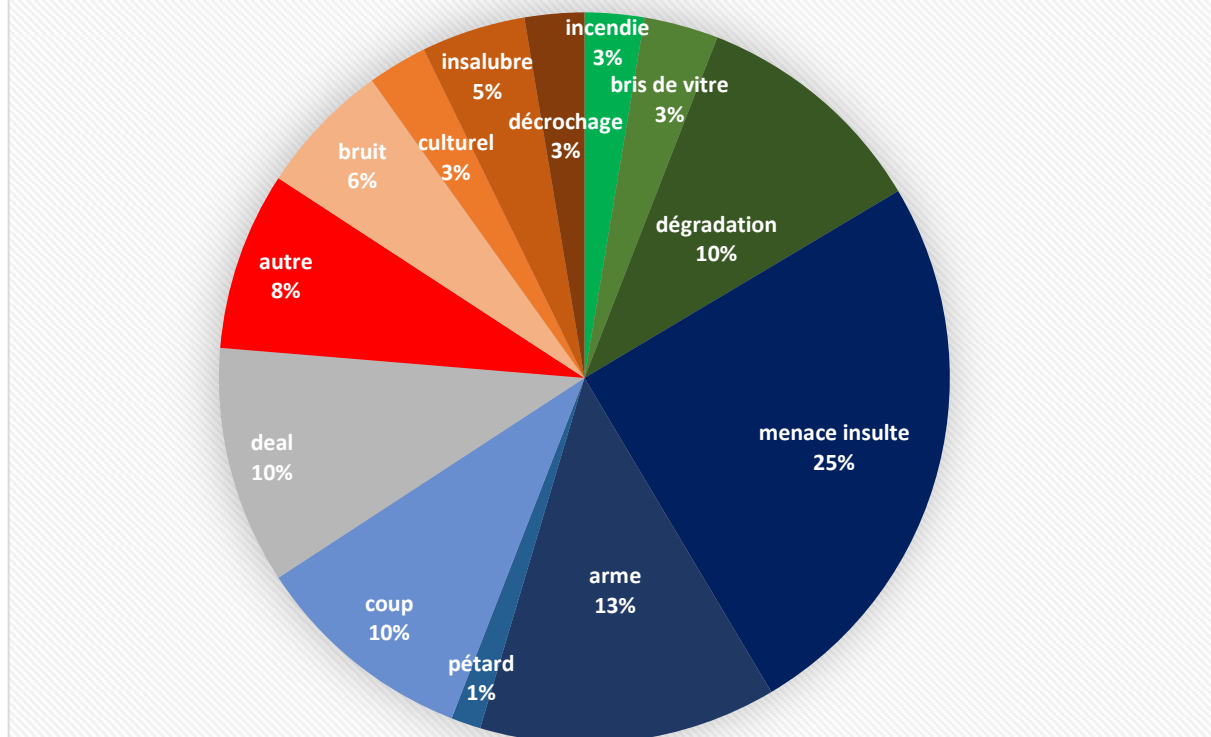


Figure 10 Répartitions par thématique des crises livrées dans la 1ere phase

3.1.1.1 Le sentiment de menace

Dans cet item sont regroupés autant des mentions relatives à des insultes ou menaces graves, de l'intimidation, la confrontation à des armes, des coups reçus. Ce sentiment de menace est très majoritairement évoqué par les personnes consultées lors de la première phase de l'enquête.

Cela peut se rapporter à des faits bénins, comme la projection de pétards, qui cependant est équivoque, à cause du climat où pèse la menace terroriste, et donc peut déboucher sur une réponse forte.

« Quand on a eu les pétards, on a quand même eu la police municipale ou police nationale qui est venue avec la BAC. La BAC est arrivée quand même sur place en faisant la remarque (...) qu'ils s'étaient déplacés pour rien du tout. » Riveraine, travaille à Planoise

Lorsque des armes sont évoquées, c'est en majorité pour expliquer le sentiment décomplexé ou de banalisation qui émane de leur détenteur. Cela se traduit par des situations où des armes de type kalachnikov sont retrouvées abandonnées dans un lieu, ou encore par des scènes où l'arme est ostensiblement montrée, voire utilisée en public.

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

«Le gars, et il se trouve qu'il avait son machin, son arme, et comme cette andouille il avait un jogging qui se porte comme ça là (fait un signe pour montrer que ça descend) (...) Et il perdait son arme, mais il y avait du monde! On était en plein midi, et au bout d'un moment, le gars, il a vu celui qui l'intéressait, il a sorti son arme, là, comme ça! devant nous! il y avait des gosses, il y avait des poussettes, c'est extraordinaire quoi! Après ils disent "oh, mais on sait sur qui on tire! t'inquiètes, je vise..."(...) et toi tu es là, de toute façon, tu ne les intéresses pas, le but, c'est le gars-là, qui passe avec son scooter, il faut dire qu'il l'avait quand même un peu touché à la jambe et tout, et tout ça, ça s'est passé en plein midi, avec des poussettes, des gosses qui sortent de l'école.» Riveraine, travaille sur Planoise

Si la menace évoquée est davantage verbale, elle s'accompagne dans un tiers des cas de violences, souvent sur la personne qui représente une institution (école, commerce, bailleur...). Les violences sont également attribuées à plusieurs reprises à des individus souffrant de troubles mentaux.

«C'est arrivé l'année dernière (...) (une hôtesse d'accueil) qui s'est faite... heu mais vraiment une claque. Elle a pris une sacrée, 'fin, de vous à moi hein, mais elle a pris une sacrée tarte pour parler vulgairement elle a pris quand même une sacrée tarte.» Non riverain, travaille sur Planoise.

3.1.1.2 Les incivilités

La deuxième source d'ennui évoquée, qui regroupe 17 % des problématiques soulevées, s'apparente à ce qui relève des règles de vie et ne tombe pas forcément dans le domaine d'actes pénalement répréhensibles. Il s'agit pour la plupart de ces cas de manque de savoir-vivre qui empiètent sur le bien-être d'une majorité.

«On le voit, on constate et on parle avec les résidents. Les gens balancent par les fenêtres ce dont ils n'ont plus envie, souvent après des déménagements et s'en fiche de ce que ça devient.» Riverain, travaille à Planoise

On y trouve quelques cas de nuisances sonores (dont les rodéos urbains lors de nuits estivales, mais aussi de voisinage à l'année, dont la promiscuité exacerbe les tensions).

«J'ai eu quelques problèmes avec mes voisins. Tous les jours, pendant un an, ils mettaient la musique à fond. J'ai appelé la police plusieurs fois du coup.» Riveraine, retraitée

Des ajustements culturels à mettre en œuvre pour certains immigrés qui ne disposent pas encore des codes locaux, notamment en matière de gestion des déchets, ou d'activités non déclarées telles que les garages sauvages.

«C'est ça. On a des XXXX ben dans chaque immeuble en fait, qui se font du pognon au black, en changeant des... je sais pas moi, des moteurs, des machins.»

Riveraine, travaille sur Planoise

3.1.1.3 La dégradation de bien matériel

Juste après les incivilités viennent les faits de dégradation de bien matériel, qui représentent 16 % des cas invoqués. On retrouve dans les témoignages quant à ce type de problème, des dégradations d'habitation liées à des impacts de tirs, des actes gratuits, ou encore, comme dans l'extrait qui suit, des règlements de compte pour être suspecté d'avoir coopéré avec les forces de l'ordre.

«C'était tous les 2-3 jours. Moi j'avais pris l'habitude tous les matins j'arrivais je regardais toutes les vitres pour voir s'il y en avait une nouvelle, "Ah oui! Allez hop on va au commissariat"». Non riveraine, commerçante

Les incendies, qui sont mentionnés dans cette phase de l'enquête, ne touchent des habitations que de façon accidentelle, suite à des installations défectueuses. En ce qui concerne des actes avec intention de nuire, on compte des feux de poubelle, de boîtes aux lettres, mais également de voitures, actes qui sont cités de façon récurrente.

«On a vu quand même souvent les voitures d'en face brûler, la mienne a été volée et brûlée il y a un moment, ce n'était pas dans notre rue, c'était dans la rue du lycée, sur le parking de tout le monde, on me l'a volée, ils ont fait la course avec, enfin, c'est ce que m'a dit la police, ils m'ont dit, ils ont fait la course sur le boulevard et elle a été encore brûlée à Chailluz.» Riveraine, travaille sur Planoise

Tout comme pour les incendies, les vandalisations concernent surtout des biens qui sont situés en dehors du regard de leur propriétaire, comme les boîtes aux lettres dans les communs ou les voitures lorsqu'elles ne sont pas dans des garages fermés.

«Donc moi j'ai retrouvé ma voiture en sortant un soir complètement enfoncée. J'ai mon collègue (...), il a eu ses 4 pneus crevés. Et mon autre collègue, deux fois de suite les rétros cassés.» Riverain, travaille sur Planoise

3.1.1.4 Le trafic de stupéfiants

Un quart des acteurs interrogés abordent à un moment de l'entretien la thématique des stupéfiants. Cela représente 10 % de l'ensemble des situations problématiques. L'évocation de ce commerce illégal tend à rendre compte de la banalisation de cette pratique à laquelle les riverains se sont accoutumés.

« Justement, dans le parc en face de chez moi, ils vendent de la cocaïne, de l'héroïne et tout le monde le voit. » Riveraine, inactive

Si la vente de stupéfiants semble faire partie du quotidien de nombre d'habitants, leur proximité dérange et est associée à un ensemble de nuisances liées aux consommateurs, telle l'intendance nécessaire aux trafiquants pour tenir ce commerce, ou l'absence de lieux d'aisance.

« Mais la zone pue très franchement : t'as tous les dealers, tous les consommateurs, ça pisse et ça chie dans les halls. » Non riveraine, travaille sur Planoise

Le phénomène de squat, propre à la pérennisation d'un point de deal, est une problématique régulièrement abordée. Faute de pouvoir être entendus par les dealers, la plus courante des régulations pour les riverains lorsqu'un point de deal s'installe vise à déménager, ce qui peut amplifier le phénomène de vacances dans un immeuble et donc de rendre les lieux d'autant plus propices à ce commerce illicite.

« Moi, ma sœur, où elle habite, tout est écrit, les grammes et les prix. Elle habite au X, (...) elle n'a jamais eu de problème, mais elle a déménagé. Elle en avait marre que tous les jeunes occupent le hall de son immeuble. » Riveraine, Inactive

La non-dénonciation de ceux qui souffrent du trafic repose avant tout sur la crainte de représailles qui peut survenir en cas de -prétendue- collaboration avec les forces de l'ordre.

« Ils planquaient leur matos, leur pognon, je voyais les jours, mais je me suis jamais approchée d'eux, j'ai jamais communiqué avec eux. Mais d'après les gendarmes, eux m'ont repérée sans que moi je les repère. (...) Ils dealaient pas dans l'immeuble, mais ils planquaient leur matos et leur pognon dans l'immeuble, mais eux ils étaient dehors. (...) Et (...) ils se sont fait choper. (...) Et... on pense qu'ils ont dû croire que c'était moi qui les avaient balancés. Alors que pas du tout. » Riveraine, travaille sur Planoise

3.1.1.5 Autres

Dans cette catégorie hétérogène qui ne regroupe que 8 % des situations troubles citées, on trouve entre autres des incidents plus anecdotiques, comme la fuite d'un jeune enfant d'une structure dédiée à la petite enfance, deux courses-poursuites entre des jeunes et des policiers, des jets de projectiles, des querelles de voisinage multiformes, des crises de personnes touchées par des troubles mentaux...

3.1.2 Les représentations de la PSQ



Figure 11 Enseigne de la PSQ

Bien qu'au moment de la première phase de l'étude (année 2019), la PSQ venait d'être mise en œuvre, une majorité des personnes interrogées a connaissance du dispositif de police de sécurité du quotidien, que ce soit à travers la presse ou encore à la vue des policiers en uniformes dans la rue. Nombreux sont ceux, notamment les commerçants, qui apprécient avoir eu la visite de représentants de la PSQ.

« Concernant la PSQ, moi je l'ai vu arriver d'un bon œil, je trouve que l'on a réussi à prendre contact avec eux (...), ils viennent instinctivement, maintenant de leur propre initiative, dire bonjour, etc., et donc on arrive à créer le lien, pas encore comme je voudrais, mais c'est déjà pas mal ». Non-riverain, commerçant

Leur présence sur le quartier de Planoise est visible. Les partenaires privilégiés de la PSQ soulignent leurs contacts avec la population. La présence quotidienne des agents est perçue comme un moyen efficace pour lutter contre le sentiment d'insécurité.

« Les gens à Planoise sont contents, il y a plus de policiers visibles et ça les rassure, on le voit et ils nous le disent tous. » Police municipale

« On les voit c'est bien. Et c'est vraiment apprécié par la population qui considère Planoise comme un No man's land. » DCP

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

Si leur travail est salué, leurs interventions influenceraient la dynamique de certains phénomènes de déviance sur le quartier. Les dealers semblent mettre en place des *adaptations secondaires*⁴³ face à la présence et aux rondes de la PSQ, occasionnant une gêne des trafics de stupéfiants qui ont cours sur Planoise. Selon certains acteurs interrogés, le trafic de stupéfiants ne cesse pas pour autant, il se transforme et se déplace.

«Les mobilités des personnes qui occupent les parties communes, c'est-à-dire que aujourd'hui, c'est l'effet PSQ. L'effet PSQ c'est que l'on a moins, en fait on avait 5 adresses de point de deal, maintenant c'est éclaté de partout, on a une mobilité de tout le monde, est pratiquement partout, c'est-à-dire que vous avez, quoi, un dealer... et avant c'était essentiellement basé dans les halls d'entrée et maintenant, c'est dans tous les étages et dans les sous-sols... et du coup ça demande plus de temps pour les équipes, puisque le ménage doit se faire partout.» Bailleur

Si le service de proximité, que ce nouveau dispositif procure, est vu comme un avantage, les modalités pour recourir à ces policiers ne sont pas encore clairement perçues par ces acteurs (ces derniers regrettent qu'il n'y ait pas de permanence le soir et le week-end, des questions se posent sur le numéro de téléphone à composer si l'on veut spécifiquement s'adresser à la PSQ...), et les effectifs policiers dédiés à Planoise sont estimés comme insuffisants.

«On a un peu moins de 20000 habitants à Planoise, et notre poste de police ouvre de 9 h passé, ferme entre midi et deux, et ferme vers 17 h. C'est une ville 20000 habitants, c'est Pontarlier.» Riverain, retraité

Par ailleurs, deux sentiments de défiance vis-à-vis de ce nouveau dispositif sont exprimés lors de cette première phase. Le premier porte sur l'aspect politique de la mise en œuvre de la PSQ. Certains citoyens suspectent ce dernier de n'être qu'illusoire et de se révéler être qu'une caution éphémère du pouvoir en place.

«Et si on parle des 15 policiers mis en place, tout au début, on les a vus circuler jusqu'à ce que monsieur le Ministre vienne à Planoise, et depuis, on ne les voit plus du tout.» Riveraine, travaille sur Planoise

D'autres reproches à la PSQ sa proximité avec certains acteurs douteux de Planoise, et de tolérer des situations évidentes d'infractions et préjudiciables pour une majorité de Planoisiens, afin de répondre à des objectifs de démantèlement de réseaux de stupéfiants.

«Pour eux, il n'y a pas d'intérêt d'arrêter les "petits poissons" comme ils disent, pour eux, il vaut mieux arrêter des "gros poissons". Donc on laisse quelque part

⁴³ « Disposition habituelle permettant à l'individu d'utiliser des moyens défendus, ou de parvenir à des fins illicites et de tourner ainsi les prétentions de l'organisation relatives à ce qu'il devrait faire ou recevoir, et partant à ce qu'il devrait être. » [Goffman E, 1968, p. 245]

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

pourrir le quartier tout simplement, et moi, c'est ce que je lui avais dit "vous êtes bien gentils, mais vous ne vivez pas là, moi je peux vous dire que ce n'est pas les gros poissons qui nous enquiennent, c'est les petits là!" » Riveraine, travaille sur Planoise

Enfin, étant donné que les agents de la PSQ ont différentes missions et sont rattachés au territoire de Planoise, des problèmes d'ordre communicationnel sont mis en lumière par des acteurs qui regrettent qu'il ne semble pas y avoir de continuité de l'information entre le commissariat central et l'antenne de Planoise.

« Moi si je les appelle, le gros problème c'est la communication qui peut y avoir entre la PSQ et le commissariat, si vous voulez, on a retrouvé aux abords du bâtiment, parce qu'on nettoie tous les matins, et j'ai un agent qui effectivement a retrouvé de la drogue dans des petits sachets et il y avait une interpellation, je crois, la semaine d'avant par la PSQ et le jeune s'était déchargé en courant et puis en lançant ce qu'il avait dans les poches dans les buissons j'ai appelé la police, j'ai appelé la police, mais quand j'ai discuté avec la PSQ effectivement de tout ça, il n'était au courant de rien ». Non riverain, travaille sur Planoise

3.1.3 L'autorégulation comme mode de résolution des situations troubles

De nombreux acteurs, surtout non institutionnels, verbalisent un certain scepticisme quant aux recours aux forces de l'ordre pour dépasser leurs difficultés. Des conduites illégales et ostensibles dans le quartier entretiennent un sentiment de défiance vis-à-vis des forces de l'ordre.

« Pis quand c'est l'été (...) avec la moto qui passe sans cesse... Mais c'est surtout ça, on les voit partout rouler sans casque, passer aux feux rouges, voilà ils font ce qu'ils veulent sur la route et effectivement on se demande "Que fait la police?" » Riveraine, commerçante

Certains assurent appeler la police et ne pas avoir d'agents qui se déplacent, d'autres font carrément part d'attitudes de la part de policiers les dissuadant de déposer plainte, ou d'exprimer leur incapacité à traiter leur problème.

« Et puis au total, je vois la police, ça, c'est un samedi, le lundi, ils sont très cordiaux, je leur en parle, et c'est là que le bât blesse : je leur en parle et j'ai le nom des jeunes, parce que pas de chance, mais en étant ici depuis 28 ans, on les connaît, et bien on n'en fait rien! Pas du tout, il ne faut rien dire... Je n'ai pas porté plainte (...) ils m'ont dit ça ne servira à rien, et c'est des messieurs que l'on connaît très bien. » Riveraine, travaille sur Planoise

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

« Il y a jute un coup j'avais mes gosses, il y en a un qui s'est mis dans les buissons et qu'a tiré à la carabine dans le carreau. (...) Je suis allé là-bas, à la gare d'eau. À la gare d'eau (...) les flics s'en sont pas occupés hein. "S'il faut qu'on s'occupe de toutes ces conneries-là " qu'ils m'ont dit, "comment voulez-vous qu'on fasse?" ».
Riverain, retraité

Sceptiques quant à la possible résolution de leurs préoccupations, certains plaignants mettent en avant des stratégies d'autorégulation⁴⁴. On trouve notamment parmi ces acteurs une large majorité de particuliers ainsi que de petits commerçants. Ayant par le passé appelé en vain les services de police pour diverses raisons, ils optent dorénavant pour une gestion personnelle de la situation trouble rencontrée.

« Mais là pareil j'ai fait marcher le quartier en fait. (...) Je me suis adressée aux gens que je connaissais dans le quartier. (...) Le coup où je me suis pris la patate, je parlais avec quelqu'un et il me dit "t'as quoi là?", j'avais pas fait exprès en plus, donc je lui raconte la scène et tout. Et "Oh!" (...) Et il m'a dit "t'inquiètes ". Et une fois très longtemps après j'ai vu le jeune passer devant il était comme ça (mime quelqu'un qui marche tête baissée). (...) Mais voilà, j'ai dit aidez-moi. Et derrière on a été tranquille. Donc c'est triste à dire, mais effectivement des fois le réseau du quartier marche beaucoup mieux que la justice. » Riveraine, travaille sur Planoise

Ces autorégulations peuvent prendre différents aspects selon qu'il s'agisse d'une institution ou de particuliers : recours à un médiateur, à un service de sécurité, mise en place de clôture avec contrôle des entrées, sollicitation de son réseau d'interconnaissance... Cette tendance à passer par des circuits annexes pour résoudre des crises, mêmes si ces dernières peuvent relever d'un traitement pénal, s'explique à différents niveaux : pour certains, il s'agit d'avoir une réaction plus immédiate pour arrêter la "crise", de les prévenir, pour d'autres c'est le manque de retours et d'informations par rapport au traitement de précédentes situations problématiques qui les incite à avoir recours à un circuit parallèle.

« On n'a pas beaucoup de jeunes du quartier (à propos du personnel) ils connaissent la population, les connaissent, savent que c'est le petit frère d'un tel, parce qu'il travaille ici depuis plus de 30 ans, sur Micropolis ils connaissent presque maintenant les grands-parents j'exagère un tout petit peu, mais voilà c'est ça, ils connaissent, et c'est vrai que le fait que le personnel soit stable sur la structure (...) c'est que l'on a l'historique des familles et des enfants qui grandissent, et ça permet toujours de calmer les choses, parce qu'on se dit, tiens, je vais voir avec le grand frère, et de savoir qu'ils se connaissent effectivement ça calme les choses. » Non riverain, travaille sur Planoise

⁴⁴ L'autorégulation se rapporte au sens littéral du terme, à la résolution par les acteurs eux-mêmes de la situation problématique rencontrée, sans recourir aux institutions classiques dédiées à cet effet (organisme judiciaire, médiation, bailleurs sociaux...).

3.2 Résultats de la deuxième phase

Les quatre tables rondes de communautés d'enquêteurs ont mis en présence à chaque fois des acteurs de Planoise différents. Aussi, la dynamique de chacune de ces communautés a connu des projections et des interprétations de scénarii qui ont pu varier.

Si la première et la deuxième scène ont été investies par tous, qui ont reconnu des situations courantes au cœur du quartier (squats, représailles), la troisième elle n'a pas rencontré le même investissement de l'ensemble des catégories, mais a été surinvestie, par rapport aux deux premières, par ceux dont le lieu scolaire était familier (police, enseignement, riverains qui sont parents d'élève). Les scénarii proposés n'ont pas toujours trouvé de résolution acceptable pour le protagoniste mis en scène. Tel a été le cas par exemple du scénario 2, avec "Gina", pour laquelle une seule conclusion s'imposait finalement : celle de la fermeture définitive du commerce accompagnée d'un déménagement. Cependant, il ne faut pas lire ce résultat comme un échec de la communauté d'enquêteurs à appréhender cette situation, car *l'intelligence collective*, si elle ne permet pas de résoudre, peut réfléchir à anticiper et éviter la survenue de troubles, ce qui a été particulièrement le cas avec cette scène d'exposition.

Dans un premier temps, seront évoquées les conceptions spécifiques aux catégories mises en présence. Des "cartes mentales", réalisées à partir des échanges issus des quatre tables rondes, permettent pour chacune de ces catégories de visionner leurs représentations, ressources mobilisées, ainsi que les obstacles anticipés, lors des situations troubles soumises. Sur ces schémas, plus une occurrence est grande, plus cela traduit une idée remportant un important nombre d'adhésions parmi les représentants d'un groupe. Six catégories ressortent avec des logiques d'appréhension plus spécifiques des situations troubles proposées :

- "Les commerçants"
- "Les policiers"
- "Les riverains"
- "Les enseignants"
- "Les bailleurs "
- "Les acteurs du monde social et associatif"

Ensuite seront confrontés les représentations, logiques d'actions, ressources et réflexes professionnels des différentes catégories qui peuvent tour à tour se révéler profitables ou concurrents, et donc préjudiciables pour faire face à une situation trouble.

Enfin, nous mettrons ces résultats en perspective avec la première phase de la recherche-action, tout en présentant les limites à accorder à ces enquêtes.

3.2.1 Registres d'actions et de représentations propres à chaque catégorie

3.2.1.1 "Les commerçants"

Dans cette catégorie, on ne trouve que des hommes, autant des commerçants indépendants, des employés de commerce que des directeurs de magasins franchisés, tournés vers la vente de biens ou encore de services. Leurs localisations se situent dans différents lieux du quartier. La plupart des interlocuteurs habitent à l'extérieur de Planoise. Il s'agit plus souvent de gérants, mais on trouve aussi des employés en charge de la sécurité des lieux. Si les deux premières scènes proposées ont bien été investies par ce groupe-là, en revanche, il s'est peu impliqué dans le 3^e scénario.

Aucun des acteurs de cette catégorie n'a fait mention, comme première solution, du *recours aux forces de l'ordre*, face aux situations troubles présentées. Cette *réticence* s'explique soit parce que cela ne rentre pas dans un protocole d'un employé, ou par crainte des répercussions que cela pourrait engendrer.

« Et je ne pense pas qu'il contactera le 17, car ça ne fait pas partie de sa procédure de travail. Je pense qu'il va plutôt dire qu'il n'a pas pu agir à l'adresse indiquée pour telle ou telle raison, mais je pense que ça s'arrêtera là. » Scénario "Le squat d'immeuble"

« Parce qu'après, si la personne appelle la police, et si c'est quelqu'un du quartier, les représailles. Pourquoi les concierges ils veulent pas parler? Parce que si demain ils appellent la police, c'est des balances... » Scénario "Le squat d'immeuble"

Le recours aux forces de l'ordre, lorsqu'il est mentionné comme solution, est préconisé de manière indirecte. Le protocole conseillé au technicien est celui de s'en référer à son *responsable hiérarchique*, en lui relatant la situation. C'est seulement le superviseur de l'intervention qui devrait faire appel à la police.

« Je rentre, je fais demi-tour et j'appelle mon chef, c'est lui qui trouvera les solutions, donc appeler la police. Parce qu'après, si la personne appelle la police, et si c'est quelqu'un du quartier... les représailles. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Cette conduite s'appuie surtout sur une *crainte des représailles* que pourraient entreprendre les mis en cause.

« Effectivement, les gens ne portent pas plainte, car les gens ont peur des conséquences. Les gens n'osent pas, car ils habitent le même quartier, le même immeuble que ces gens qui ont fracassé la bagnole, qui se sont tapés dessus, même si ces gens essaient de résister pour le bien-vivre ensemble dans le quartier. » Scénario "Le commerce"

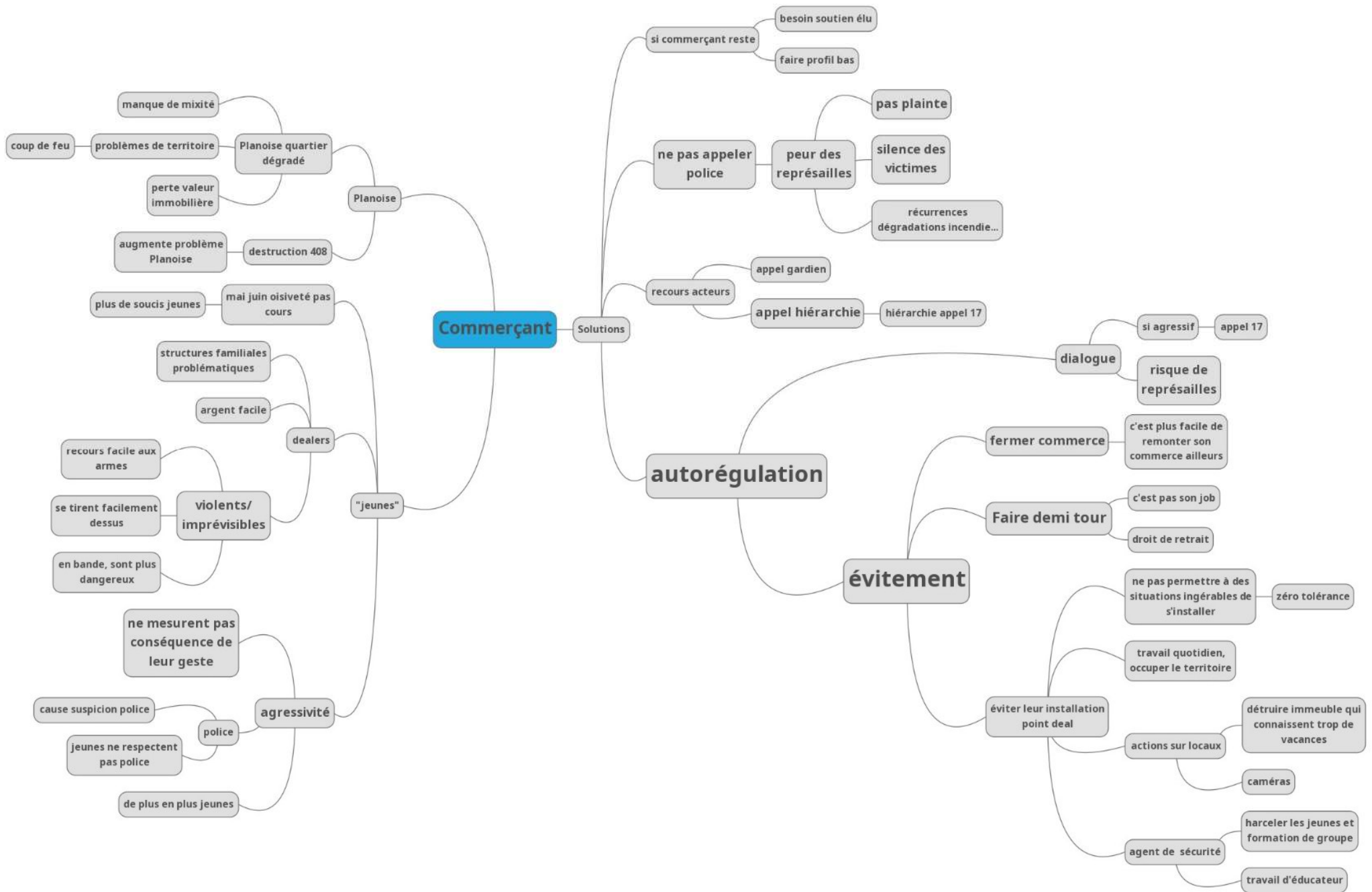


Figure 12 Carte schématique de la catégorie « Commerçant »

Face aux scénarii présentés, dans les logiques d'acteurs des représentants des "commerçants", prédomine celle de *l'autorégulation*.

La première manière de faire face au scénario consiste à recourir à *l'évitement*. Il s'agit d'esquiver, au moment de la situation trouble, le problème rencontré. Cela peut se faire, soit par la *fuite* dans le cas du scénario "Le squat d'immeuble", soit il s'agit d'inviter l'employé à *ne pas intervenir* dans le cas du scénario "Le commerce" ; il est préconisé que la commerçante ferme boutique :

«Après en tant qu'employé il peut faire jouer son droit de retrait, il doit se mettre en sécurité lui-même.» Scénario "Le squat d'immeuble"

«Alors après, la seule chose à faire, c'est de fermer son salon et de partir.»
Scénario "Le commerce"

Cela peut également s'effectuer *en amont* des situations présentées, en anticipant la tenue d'un point de deal. Dans ce cas-là, il s'agira de tout faire pour que la configuration de situation trouble ne se concrétise pas, en aménageant les locaux (avec par exemple un dispositif de vidéoprotection, ou la destruction des immeubles présentant un fort taux de vacances), ou en multipliant les passages d'acteurs dissuasifs ou préventifs (comme des gardiens, des éducateurs). Il s'agit, dans l'esprit mis en avant, d'*occuper le terrain*.

«Je ne vois pas de solution hormis la caméra que l'on va mettre devant son immeuble.» Scénario "Le commerce"

«Après sur la partie sécurisation et reprise du territoire, moi je pense qu'il y a un truc qui est... (...) et bien on a mis de la présence, on a mis de la sécurité et je peux vous dire que la technique du harcèlement, elle marche, et ça à 100 %. (...). Et on ne laisse pas s'installer quelque chose que l'on ne sera pas capable de maîtriser derrière.» Scénario "Le commerce"

L'autre manière de réguler soi-même la situation problématique invite notre employé au dialogue avec les auteurs de trouble des scénarii "Le squat d'immeuble" et "Le commerce". Cependant, cette suggestion n'a été faite que de façon minoritaire, car un risque de dégradation de la situation est invoqué.

«En expliquant effectivement les choses, je pense que tous les gens sont en capacité de comprendre ce qu'est une explosion de gaz déjà. Donc dans le bon sens, on laisse intervenir l'agent s'il se passe quelque chose de très grave dans le bâtiment.» Scénario "Le squat d'immeuble"

Au niveau de l'imaginaire, on voit que les jeunes, ainsi que les dealers, sont perçus comme agressifs, incapables de mesurer la portée de leurs gestes, imprévisibles et violents.

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

« Il a plutôt intérêt à baisser la tête, car si il tient tête, il risque de repartir avec quelques ecchymoses. » Scénario le squat d'immeuble

« Pour moi, la personne doit faire demi-tour, ne pas prendre de risque, appeler son chef, car maintenant les gamins ils rigolent plus. Si il cherche un truc, il va soit prendre un couteau et même si vous dites qu'ils sont seuls, les dealers ils sont quand même en bande, ça veut dire qu'ils vont tomber dessus à 10 et ça peut être risqué. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Les représentants de l'ordre sont eux-mêmes perçus comme n'étant pas en mesure de se faire respecter.

« Même la police, ils se font insulter. La police municipale qui se fait casser la vitre, voilà. Moi je trouve que c'est compliqué d'intervenir, pour sa santé. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Au niveau des représentations qui ont cours sur les jeunes de Planoise, on trouve un discours portant sur les armes à feu que détiendraient les dealers, leur absence de faculté à imaginer la portée de leurs gestes, ainsi que leurs suspicions envers toute personne non connue pouvant être perçue comme une menace à leur commerce illicite.

« Effectivement, ils vont voir un uniforme arriver, parce qu'en effet, c'est comme ça, EDF c'est un uniforme, la Poste c'est un uniforme, la Police c'est un uniforme, tout ce qui est représentant de l'État en uniforme est contestataire par ces jeunes-là. C'est une crainte, c'est une peur : est-ce que c'est pas un agent que l'on a envoyé infiltré/déguisé pour aller voir ce qu'il se passe dans la cage d'escalier ? Après ils sont capables de tout. » Scénario "Le squat d'immeuble"

3.2.1.2 “Les policiers”

Tous comme pour les “commerçants”, l’ensemble des acteurs de cette catégorie sont des hommes. Il s’agit de gradés, donc le discours émanant de ces derniers se trouve davantage lissé dans l’ensemble que le reste des enquêteurs participant aux tables rondes⁴⁵. Ces enquêteurs, quelle que soit leur fonction, se sont projetés de façon similaire dans l’ensemble des scénarii élaborés.

On peut classer leur appréhension des situations troubles sur trois niveaux.

1) Premièrement, dans la phase aigüe de la crise.

Les “policiers” invitent les protagonistes des scénarii à ne pas rester seuls et à *faire appel à la police*. Il y a unanimité sur ce point pour l’ensemble des participants.

« Composez le 17, police secours, et à partir de là, puisqu’il va composer le 17 police secours, il aura affaire à la chaîne de commandement et de traitement et logiquement le 18 va être aussi appelé. » Scénario “Le squat d’immeuble”

Cependant, en sollicitant ce service, des *précautions* sont à prendre, afin de ne pas risquer de voir la situation se dégrader davantage et ainsi de mettre le plaignant en danger. Il est fortement recommandé que le recours à cette assistance se fasse discrètement, en *distanciel* et qu’il n’y ait pas d’amalgame possible entre l’intervention de la police et le plaignant. La voie d’une information par mail ou par téléphone est préconisée, pour qu’un individu ne soit pas cible de suspicion en étant vu en train d’échanger avec des policiers. En effet, dans les représentations qui sont apportées par ces acteurs, on voit resurgir un discours fréquent reposant sur les *stigmates de leur uniforme*.

« C’est sûr il faut faire attention, et puis nous, c’est vrai que même pour eux, on va faire attention, s’ils veulent nous dire quelque chose on va se mettre dans un milieu où on ne pourra pas être vu ni par les trafiquants ni par les jeunes du trafic. » Scénario “Le commerce”

« Alors moi ce que je conseille quand c’est comme ça, c’est d’avoir des contacts plutôt par mail, et nous on sait en général, on arrive à garder l’anonymat des gens, notamment sur les appels du 17. » Scénario “Le commerce”

« Il faut passer un soir (...), mais jamais devant eux, jamais! Un nom sur un procès-verbal c’est mort, ils le savent au bout de deux jours, c’est mort! (...) Il y a toujours des fuites, au niveau justice, au niveau police... il y a des fuites, peut-être, au niveau avocat, peut-être. » Scénario “Le commerce”

⁴⁵ Pour chaque table ronde, nous avons sélectionné des acteurs policiers issus de différentes branches de l’organe policier : PSQ, Police municipale, de la régulation ou encore appartenant à la brigade des stupéfiants.

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

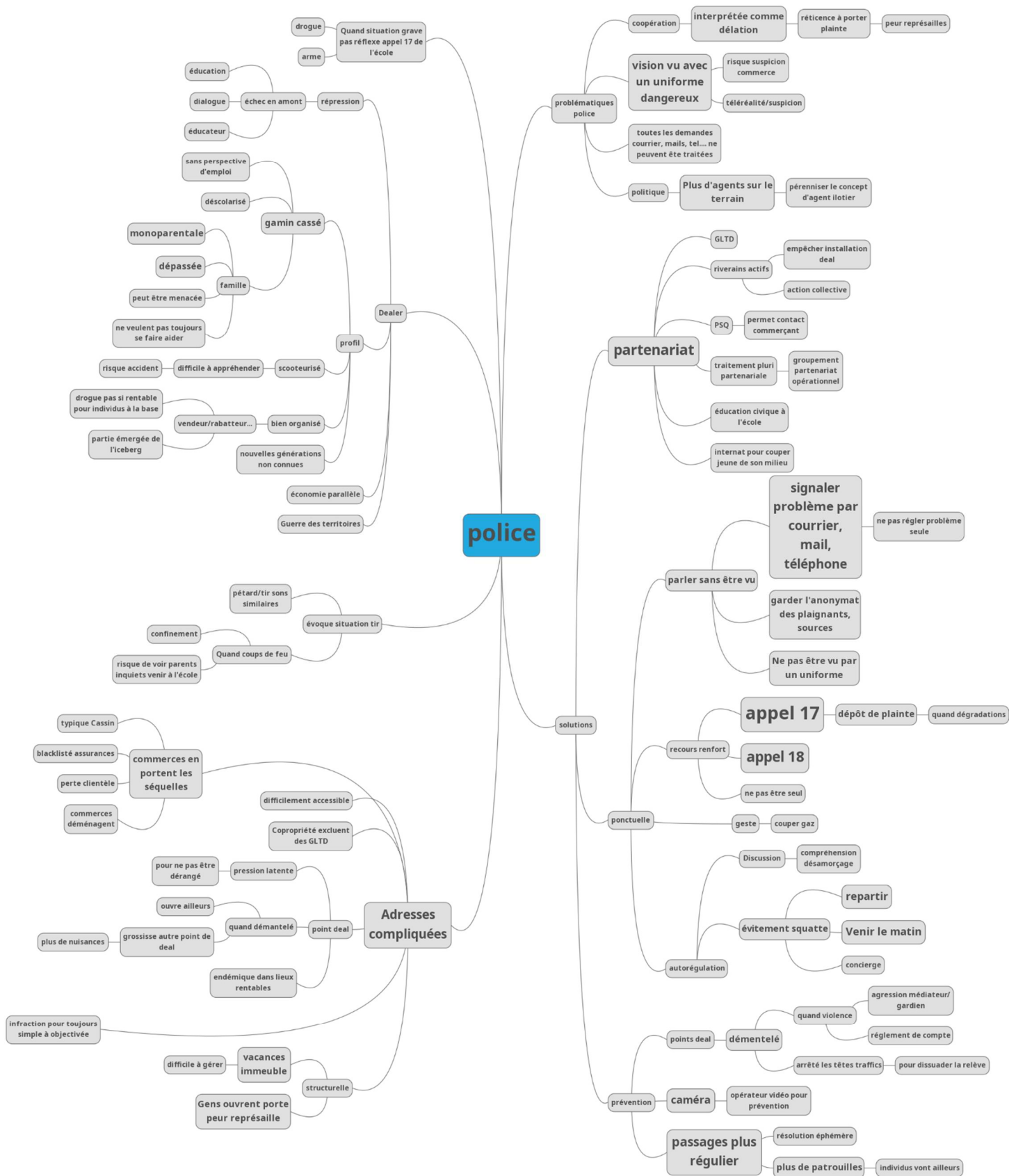


Figure 13 Carte schématique de la catégorie « Police »

Plus que la discussion avec les auteurs de trouble, qui est conseillée de façon isolée, la tactique de *l'évitement* de la situation trouble est envisagée.

Cela peut se traduire avec une intervention du technicien à organiser davantage le matin dans le scénario "Le squat d'immeuble".

«Généralement les ascenseuristes interviennent assez tôt le matin, heure généralement à laquelle les points de deal ne sont généralement pas actifs, et en faisant ce contour, on évite déjà la rencontre.» Scénario "Le squat d'immeuble"

L'autre solution dans l'évitement consiste à faire demi-tour ou fuir la situation menaçante.

«Le monsieur ne peut pas faire son constat, à partir de là il doit rebrousser chemin» Scénario "Le squat d'immeuble"

«Moi je me dis que c'est mal barré pour elle, au niveau professionnel, elle est mal barrée. Je pense qu'elle va liquider son affaire et elle va partir ailleurs, malheureusement.» Scénario "Le commerce"

2) À un deuxième niveau, des stratégies de *prévention* peuvent être adoptées pour empêcher la situation trouble de survenir. Il peut s'agir d'effectuer des rondes plus régulières avec des patrouilles pour dissuader la tenue de point de deal ou la dégradation d'une institution ou d'un lieu. Mais cette solution n'est pas pérenne.

«Ce que je veux dire là, du point de vue de la police nationale, c'est qu'à part faire des passages à des moments spécifiques, mais dès qu'on sera parti, vous savez tous autour de la table que ça va se remettre en place.» Scénario "Le commerce"

La prévention peut également s'opérer par le recours à des dispositifs matériels tels que la « vidéoprotection » palliant le passage de patrouille

«Après le gros avantage du quartier de Planoise, c'est quand même les caméras, tout est filmé quasiment partout, notamment aux abords des établissements scolaires pour sensibiliser. On a aussi les opérateurs caméra... qui préviendront les services de police s'ils voient quelque chose de suspect...» Scénario "L'école"

Ou encore, en procédant à des arrestations sur des points de deal. Mais cette tactique n'est que provisoire et ne fait que déplacer souvent le problème.

« On a fait changer ces points de deal d'endroit en fait. Ils ont changé d'endroit donc ça veut dire qu'ils ont fait respirer à un moment donné des personnes qui respiraient plus et ils se sont déportés sur d'autres endroits. » Scénario "Le commerce"

« Il y a eu des guerres de territoires parce que quand on a démantelé un réseau complet, après d'autres ont essayé de les reprendre, etc., et c'est en tapant dans la fourmilière que tout le monde sort et maintenant c'est sûr qu'ils se méfient, ils regardent. » Scénario "L'école"

3) Enfin, à un niveau plus global, revient le principe de la *coopération*, principe qui est au cœur de la politique de la PSQ. Ces logiques de partenariat s'inscrivent davantage en amont des situations troubles présentées.

Les agents n'hésitent pas à citer les partenaires institutionnels privilégiés qui les sollicitent pour agir sur les situations problématiques du quartier. Le signalement suivi de patrouilles permettra souvent de dépasser le problème rencontré.

« On a quand même des structures qui existent (...) des groupes partenariats opérationnels et qui regroupent les bailleurs sociaux, l'Éducation nationale, le CCAS, on va dire pas mal de monde quand même, et quand on a ce genre de situation généralement, le chef d'établissement (...) nous signale à nous la Police nationale, et généralement ce qu'on fait, c'est qu'on passe à du harcèlement sur ce secteur-là, en multipliant les passages, parce qu'en effet, ça marche avec beaucoup de choses. » Scénario "L'école"

« Et on travaille aussi en collaboration avec le GLTD, le groupement local du traitement de la délinquance, dans lequel il y a une réunion mensuelle, où il y a plusieurs adresses qui sont citées, avec des problématiques on va dire momentanées, vraiment très spécifiques pour lesquelles on va plus intervenir à un moment donné sur une période et faire le point au bout d'un mois, pour voir ce qu'il s'est passé. » Scénario "L'école"

Cependant, le partenariat peut se faire également au niveau du partage de la surveillance d'un lieu. Cela peut revenir à solliciter d'autres acteurs chargés de veiller sur une zone.

« Et aussi avec les opérateurs du CSU, ce sont les opérateurs qui sont derrière les caméras de vidéoprotection avec lesquels on est en lien direct par radio... » Scénario "L'école"

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

Enfin, il y a par ailleurs, en dehors des partenaires institutionnels, une attente de participation active des citoyens, premiers concernés par une situation problématique telle que les squats ou points de deal.

«La police peut régler le problème, mais c'est juste une partie du problème. Là, si ils se sont installés là, c'est que les gens du quartier les ont laissés s'installer. Si un immeuble entier se ligue contre des dealers, c'est sûr qu'ils vont se barrer, ils ne vont pas rester.» Scénario "Le commerce"

En dehors de ces solutions, différents points sont mis en lumière pour expliquer la survenue des situations troubles exposées lors des tables rondes.

La prise en compte d'une problématique doit être traitée de façon plurielle. Plusieurs agents regrettent une certaine *omerta* qui semble régner à Planoise et qui vise à ne pas dénoncer des situations parfois graves.

«Découverte d'armes, découverte de drogues, des choses comme ça, des fois on est appelé tardivement... C'est le même problème à l'hôpital, les gens ils essaient de gérer localement.» Scénario "L'école"

«Y en a même qui gardent la main sur des choses graves, on est surpris d'apprendre ça le lendemain, le surlendemain en se disant "Vous pouviez pas garder ça pour vous!". Et pourtant si, ils l'ont gardé et quand ça arrive chez nous...» Scénario "L'école"

Un des problèmes récurrents qui est pointé se retrouve lorsque des acteurs essaient de régler seuls les conflits qui les opposent à d'autres.

«Moi je pense que là, il y a un souci : c'est le règlement individuel. Elle (Gina) essaie de régler la situation à titre individuel et ça, c'est pas possible, c'est une impasse!» Scénario "Le commerce"

Cependant, des explications de la tendance à cette loi du silence sont mises en avant par certains policiers.

«Je ne vous apprends rien : les impacts de balles, de kalachnikov, dans certains commerces là, l'intimidation et tout, il y en a eu!» Scénario "Le commerce"

«Après il y a des gens qui ont peur aussi, ils ouvrent parce que justement ils ont peur, ils ont peur de ce qui va se passer s'ils disent non.» Scénario "Le squat d'immeuble"

Concernant les facteurs pouvant générer les situations troubles exposées, l'ensemble des policiers participants soulignent, pour les *causes structurelles*, la présence à Planoise d'adresses délicates, notamment lorsque les immeubles connaissent un fort de taux de vacances.

« C'est vrai que cet immeuble connaît un fort taux de vacance, et bien c'est vrai que sur Planoise, on est confronté dans le cadre du PNRU à des immeubles dans ce style-là : avec des appartements qui sont vacants, à tous les étages, avec très très peu de locataires à l'intérieur... et c'est clair que ça crée des zones difficiles à gérer, autant pour nous, que pour les malheureux qui y résident encore, en attendant d'être relogés. Ça gangrène le centre du quartier à proprement parler, qui lui est habité normalement. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Quant aux causes sociales avancées pour éclairer les *carrières*⁴⁶ de dealers, les acteurs évoquent un contexte de vie difficile souvent présent, avec des familles monoparentales, des mères dépassées, avec décrochage scolaire concomitant au travail informel de rue.

« On a des structures monoparentales, et c'est généralement la maman toute seule, on a 7, 8, 9 gamins, je ne dis pas tout le temps, mais c'est souvent comme ça, et on a la grande sœur qui a 16 ans, qui s'occupe de toute la fratrie ! » Scénario "L'école"

L'arrestation des adolescents qui tombent dans une organisation de stupéfiants est perçue comme un ultime échec dans des prises en charge successives défailtantes de leur éducation. Il y a un réel pessimisme quant à l'avenir de ces jeunes.

« L'éducation, la scolarité, les médiateurs, et à la fin, ça nous échoue, et nous, c'est pareil, c'est trop tard ! Les gamins sont déjà... C'est très péjoratif ce que je vais dire, mais ils sont déjà déformés ! » Scénario "Le commerce"

« La répression, nous, on devrait pas avoir beaucoup de travail, enfin je pars de ce principe-là. On devrait être là en tant que gardien de la paix publique, on devrait être très peu occupé, mais en fait, c'est tout le contraire. C'est-à-dire que tout ce qu'il y avait avant, ça a tout échoué... » Scénario "Le commerce"

⁴⁶ La notion de carrière comprend « aussi bien les faits objectifs relevant de la structure sociale que les changements dans les perspectives, les motivations et les désirs de l'individu » [Becker H. S., 1985, p.47]

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

Par ailleurs, le nombre de policiers sur le terrain est considéré comme insuffisant, d'une part compte tenu de l'importance de la population de Planoise, mais aussi à cause du profil sociologique spécifique de ses habitants.

« C'est 10 fonctionnaires qui sont en permanence sur le quartier de Planoise, qui sont à pied, en vélo, en moto (...), mais (...) Planoise c'est 20000 habitants. » Scénario "L'école"

« Après il y a les BAC, on serait 30 voilà c'est toujours un problème d'effectif parce qu'on est vite limité. » Scénario "L'école"

« On entasse des gens entre eux, s'instaure une politique un peu spéciale, une économie un peu spéciale et on arrive à ça : des squats, des trafics, l'insalubrité. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Face à un *manque d'effectifs* et à une politique spécifique de l'organisation des forces de l'ordre, le type de travail effectué par ces policiers n'apparaît pas pleinement satisfaisant.

« Il y avait des policiers partout, mais pas des policiers comme maintenant, des îlotiers. C'est des gens qui prenaient contact avec les gardiens d'immeuble, avec les commerçants, avec les jeunes, mais c'est une question politique. Tout ça, ça a un coût important en humain, et ce n'est plus la politique actuelle malheureusement. » Scénario "Le squat d'immeuble"

« C'est vrai que nous, on reçoit beaucoup de courriers comme ça au commissariat, alors on le traite, mais c'est vrai que des fois on n'apporte pas tout le temps une réponse. » Scénario "Le squat d'immeuble"

« Nous on agit à hauteur de ce qu'on peut agir, mais derrière, on arrive toujours au même constat et ça fait des années que ça dure. On ne peut pas s'en cacher. » Scénario "Le squat d'immeuble"

3.2.1.3 “Les riverains”

Les représentants des citoyens comptent une légère surreprésentation d’hommes. On trouve chez eux davantage de retraités, mais aussi des actifs travaillant pour une majorité sur Planoise, ainsi que des étudiants. Il s’agit de la catégorie regroupant le plus de participants. Parmi ces citoyens, on compte des locataires, comme des propriétaires. Tous habitent Planoise depuis plus de 10 ans. Si les participants ont échangé lors des 3 temps de tables rondes, c’est surtout le scénario “Le squat d’immeuble” qui a rencontré chez eux davantage d’identification.

Face aux situations troubles qui leur sont soumises, les premières réflexions qui sont émises et de *trouver seul la solution*, sans pour autant recourir à des partenaires.

« On est obligé de se débrouiller tout seul, c’est nous qui faisons un peu tout... malheureusement. » Scénario “Le squat d’immeuble”

« Si vous ne vous mettez pas en avant, vous êtes foutus, et dans ces cas-là, il n’y a personne qui vient ni police, c’est-à-dire que c’est à nous-mêmes de nous débrouiller et donc personnellement, c’est moi qui me mets en avant. » Scénario “Le squat d’immeuble”

En se projetant dans cette situation et en l’assimilant à des réalités personnelles, les participants optent pour contourner le problème.

« La première réaction que j’aurais moi, si on m’empêchait de rentrer dans un immeuble pour faire mon travail, c’est, il y a des vanes de sécurité, donc on coupe le gaz » Scénario “Le squat d’immeuble”

Ils peuvent également agir autrement, en évitant la source de menace.

« Ma femme (...) quand elle doit descendre de la crèche là-haut elle me dit je ne passe plus par là, je fais le tour là-bas. » Scénario “L’école”

« On ne sortait plus par l’entrée parfois, on sortait par les garages pour être sûr de ne pas tomber sur les dealers, ils étaient très, très méchants. » Scénario “Le squat d’immeuble”

« C’est clair que le soir on sort plus, on évite, il y a des gens qui ne sortent plus, ils ont peur. » Scénario “L’école”

Enfin l’éventualité de ne pas intervenir arrive également de façon récurrente.

« Je pense qu’il devrait faire demi-tour. » Scénario “Le squat d’immeuble”

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

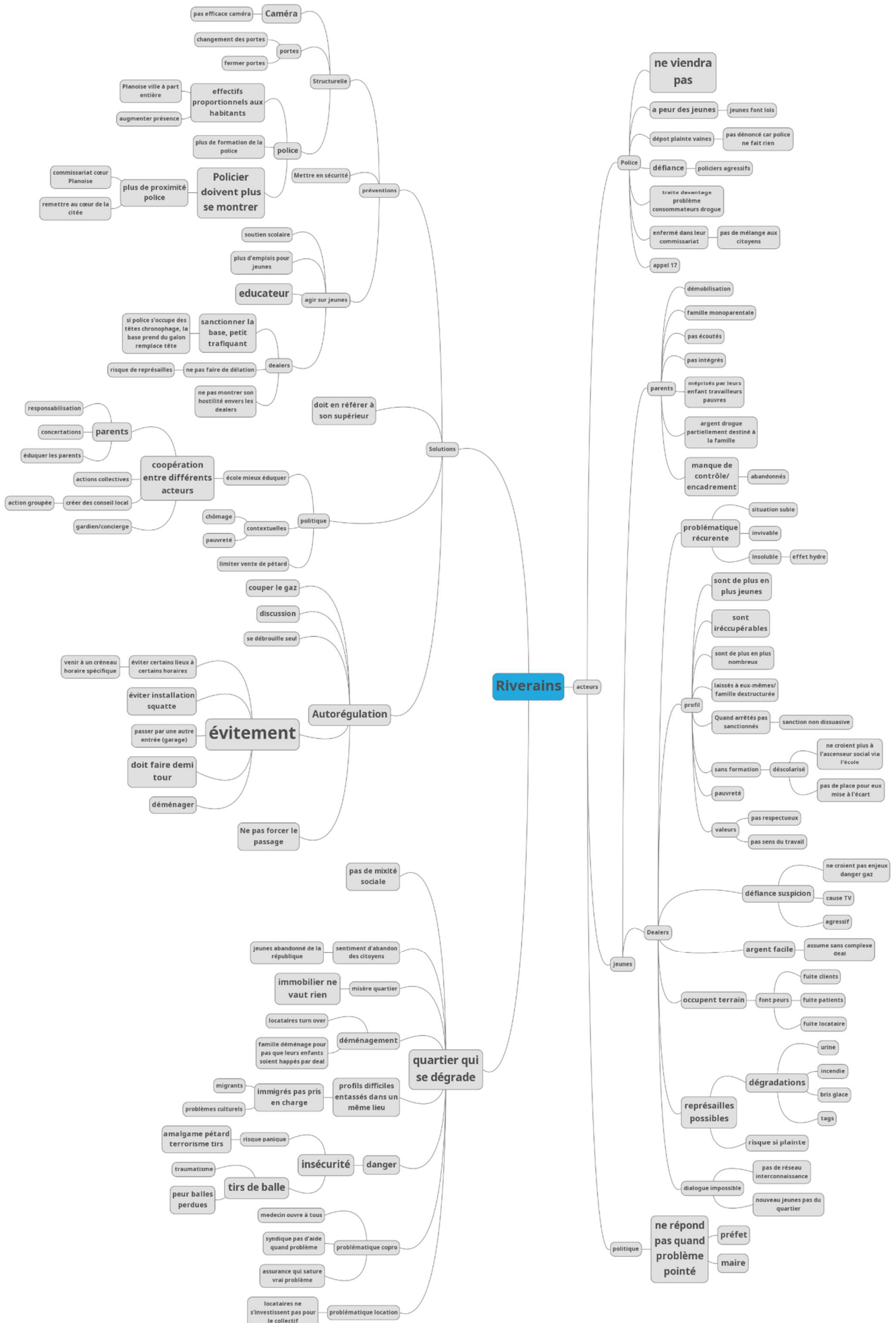


Figure 14 Carte schématique de la catégorie « Riverain »

L'évitement peut prendre d'autres voies, la solution la plus radicale allant jusqu'au déménagement.

« Il n'y a pas besoin de cette situation pour faire fuir les clients, nous on l'a vécue en direct (...). Les usagers et les patients qui allaient au cabinet de radiologie, parait-il, n'osaient plus y aller, parce que tout simplement les clients du café, qui étaient bien entendu principalement masculin, étaient au milieu du passage, buvaient leur café à l'extérieur et que donc, les gens n'osaient plus y passer. »
Scénario "Le commerce"

Lorsque les individus de cette catégorie abordent les réactions ordinaires face à ces situations, il s'agit surtout d'éviter l'affrontement en ménageant les responsables du trouble.

« Il y a des gens, enfin je fais le parallèle, il y a des gens, je veux dire on n'a pas de problème, il y a des gens qui ne regardent pas, ils rasent les murs, il y a du monde ils ne cherchent pas à savoir, ils ferment leurs portes, c'est fini, ils n'ont rien vu, ils savent rien en permanence, et ça se comprend... » Scénario "L'école"

Comme autre mode de résolution de la situation est avancée celle du *dialogue* dans les scénarii "Le squat d'immeuble" et "Le commerce".

« Alors les jeunes qui squattent les halls, en fait, il ne faut pas les prendre de front. Parce que là c'est le clash. Moi je sais que, à plusieurs reprises, on a instauré un dialogue, ça s'est très, très bien passé, ils sont sortis, d'eux-mêmes, sans qu'on ait eu besoin, ils ont compris. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Toujours dans les leviers mobilisables mis en avant pour ces acteurs, il s'agit de *prévenir* ces situations en jouant sur le contexte. Il peut s'agir d'aménager ses locaux ou l'environnement en concevant des portes empêchant les squats.

« Alors que maintenant, on a des portes renforcées, avec des serrures magnétiques. Il y a le badge, on attend 2 secondes pour traverser, sinon la 2e porte se verrouille, il y a des caméras partout dans le sous-sol. » Scénario "Le squat d'immeuble"

« Maintenant j'ai mis un petit peu les holà, mais je vais te dire... j'ai ramassé les seringues, j'ai dû enlever les haies, les espaces verts autour de l'immeuble, parce qu'ils venaient se piquer derrière, je veux dire voilà, j'ai empêché les jeunes de rentrer dans l'immeuble l'année dernière. » Scénario "L'école"

Il peut être question encore d'installer son propre système de surveillance, même si cette solution ne fait pas l'unanimité.

«D'où l'importance des caméras dans tous les lieux scolaires pour retrouver après les auteurs, pour avoir des traces, avoir vraiment un maillage avec les caméras de tous les accès. Je pense que c'est l'arme actuellement la plus efficace pour retrouver les auteurs et pour dissuader aussi peut-être certains.» Scénario "L'école"

«Il y a un moment, même dans les HLM ça ne sert à rien. Parce que les caméras, ça n'a rien changé, ils n'en ont rien à foutre des caméras.» Scénario "L'école"

Si l'autorégulation est tant plébiscitée par ce type d'acteur, cela s'explique par une certaine *défiance* vis-à-vis du monde politique, ainsi que ses représentants de l'ordre que constitue la police.

«Ça fait des mois et des mois que je demande à ce que les véhicules soient enlevés et ça ne change pas... et vérifier avec la police nationale, municipale, les élus, le préfet, il y a rien qui bouge» Scénario "Le squat d'immeuble"

«Il y a eu des émeutes au mois de juin quand ils ont foutu le feu en Île-de-France derrière et tout (...) on n'en a pas parlé, on a fait une réunion avec une pétition avec le maire, on a fait une lettre qui aurait dû être envoyée à la préfecture, et on n'a jamais eu de nouvelles.» Scénario "L'école"

«La police, elle est pas tout le temps là, elle n'intervient pas toujours non plus, il faut dire ça aussi. Ce n'est pas : on les appelle ils arrivent... c'est pas ça du tout !» Scénario "Le squat d'immeuble"

Ainsi, composer le 17 n'est presque jamais mentionné comme solution réflexe. Dans cette *réticence de recourir aux forces de l'ordre*, il y a également une crainte ou des expériences passées malheureuses. Le coût de cette démarche pouvant s'avérer plus grand que le bénéfice d'une régulation ponctuelle.

«Mais juste, je ne fais pas délation, je ne donne pas de nom, je ne fait rien du tout, parce que je sais que ça sert à rien, et ça va me tomber dessus et c'est tout.» Scénario "Le commerce"

«Après il y a eu des vengeances quand même, quand on appelait les forces de l'ordre on pouvait être sûr que après, ça y est, on y avait droit.» Scénario "Le commerce"

«Les jeunes ils ont su qu'on avait appelé la police pour un trafic de drogues et il y a eu un moment donné... notre hall d'entrée a été incendié, les boîtes aux lettres défoncées, tous les soirs. Il y avait des litres d'urine dans les halls, dans les escaliers, et lorsque je dis urine je suis gentil... On avait des belles glaces, elles

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

avaient été cassées. Ça a été la folie, et ça a duré quelques semaines, voire quelques mois.» Scénario “Le commerce”

«Vous savez, je parlais de la personne qui avait eu 8 jours d’ITT qui a porté plainte, elle a retiré sa plainte deux jours après, on ne sait pas pourquoi... Elle a retiré sa plainte, elle veut plus en entendre parler, c’est fini! Alors je ne sais pas ce qui s’est passé... je ne sais pas... elle a retiré sa plainte...» Scénario “Le commerce”

Si pour résoudre les situations, dénoncer les faits est présenté comme non souhaitable, la *visibilité* et la présence des forces de l’ordre apparaît comme un bon moyen pour prévenir les scènes d’exposition proposées en tables rondes.

«Je crois qu’il faut que les policiers se montrent, qu’ils passent de temps en temps voir, discuter avec les gens. Ils doivent vivre avec les citoyens, les côtoyer tous les jours, vivre avec eux à l’extérieur.» Scénario “Le commerce”

«En bas de la place Jean Moulin on avait la gendarmerie, la police, on en a plus! (...) Mais pourquoi on a tout enlevé? Et puis maintenant c’est sûr qu’ils font la loi, ils sont plus là!» Scénario “Le commerce”

Certains discours tiennent à souligner la distance qu’entretiendraient volontairement les forces de l’ordre⁴⁷, de par leur organisation, avec la réalité de la rue, comme s’ils restaient dans une “tour d’ivoire” et n’en redescendaient que ponctuellement.

«Parce que moi je sais, les policiers quelques fois, ils n’arrivent pas à agir parce qu’ils ont un petit peu peur, il faut le dire. (...) Moi je ne vois pas la police dehors.» Scénario “Le squat d’immeuble”

«La première fois que je vois le nombre de policiers, c’est quand l’assistant du ministre est venu (...), il y avait des policiers partout. Mais la police devrait sortir dehors, faire peur aux gens désagréables, qui font des histoires, c’est important et ça manque. Ils sont enfermés, pour les voir il faut sonner, ils ferment et après ils sortent pas.» Scénario “Le squat d’immeuble”

Pour sortir des situations troubles exposées, les riverains eux aussi abordent la question d’un travail en *partenariat* avec différentes institutions.

«Je pense que l’on ne travaille pas assez en commun.» Scénario “L’école”

⁴⁷ Ce discours rejoint les constatations de l’équipe de recherche de l’ENSEP recueillies sur le QRR de Planoise où 62.2% des sondés regrettent une trop grande distance de l’institution Police. [E.N.S.E.P., 2018, p. 11]

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

Pour les locataires, la multiplication des gardiens dans les HLM pourrait permettre de venir à bout des rassemblements et de leurs nuisances.

« Donc à propos de (...) la question du nombre de gardiens : à partir du moment où l'on a un gardien pour X centaines de logements à Planoise, il est évident que ce soit difficile pour eux de faire leur travail, et là c'est encore plus difficile, parce qu'il n'y en a pas... » Scénario "Le commerce"

Si les locataires peuvent disposer d'un gardien comme personne-ressource, pour dépasser des situations troubles au sein d'un immeuble, les modalités d'habitation en location apparaissent comme un obstacle à l'investissement des individus dans la coproduction de leur tranquillité.

« Et quand on leur parle de la problématique, ils disent "Oh non, non, je suis locataire moi, je m'en fous, je suis là pour quelques années seulement et après je me casse". » Scénario "L'école"

Alors que l'implication de tous les habitants d'un même lieu est vue comme primordiale pour le bien commun.

« C'est surtout donc la situation la sensibilisation des gens, ça c'est le primordial. On a beau mettre tous les systèmes qu'on veut, si les gens ne font pas gaffe, s'ils laissent les portes ouvertes, ça sert à rien. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Dans les représentations récurrentes que l'on trouve chez les riverains, il y a le visage ambivalent de Planoise. Perçu comme idyllique dans le passé :

« Dans les années 70, c'était le paradis ici, c'était le paradis ! » Scénario "Le squat d'immeuble"

« On traversait Planoise dans les années 80 à 3 h du matin, il n'y avait pas de problème, c'était bon enfant. » Scénario "L'école"

Il y a une quasi-unanimité, excepté chez les jeunes, pour décrire le quartier comme s'étant considérablement dégradé depuis, comme étant abandonné.

« Il aurait fallu tout de suite, je pense, mettre déjà à l'époque des caméras, essayer de voir avec des éducateurs qui viennent tout de suite (...) et puis à un moment donné, on était délaissé... il y a un sentiment d'abandon. » Scénario "Le commerce"

« J'ai l'impression qu'ils se sont dit, on va mettre une partie de la société de côté, et puis terminé, on ne leur parle plus. » Scénario "L'école"

En plus de la dégradation matérielle du quartier qui est décrite par les riverains, c'est aussi une ambiance *d'insécurité* quotidienne qui est désormais dénoncée par ses habitants.

«Moi j'avais grandi là, j'avais confiance. Les gens de ma famille, les amis venaient... On était bien, c'est vrai que mon appartement est beau (...), Maintenant, il y en a qui veulent plus venir dans le quartier. (...) J'ai des photos d'il y a 30 ans... parce que j'ai fait beaucoup de photos, je les mets maintenant à côté, je reprends la même maintenant : c'est tout cassé, le carrelage tout tombe, c'est dégueulasse, ça n'a plus rien à voir !» Scénario "L'école"

«J'ai ma femme qui est terrorisée, parce qu'elle était dans la rue il y a 3, 4 ans : il y a eu une fusillade (...). Elle a eu le temps de se glisser sous le rideau d'un commerçant qui l'a fait rentrer, mais elle a vu les tireurs, ça tirait (...). Elle par contre, quand elle entend une détonation, elle se sauve tout le temps, même si c'est un pétard.» Scénario "L'école"

Certains riverains expliquent qu'ils se font contrôler de façon informelle par des groupes de jeunes dealers.

«On m'a contrôlé et à peu près 3 fois déjà : on m'a demandé ce que je foutais là. C'était donc pas un policier, absolument pas ! Je rentre chez moi et je traversais au plus court, et il a fallu que je me justifie !» Scénario "L'école"

Le contexte hostile fait fuir de nombreux habitants, ce qui n'aide pas à stabiliser le quartier. Toujours par rapport à la dégradation du cadre dans lequel ils se trouvent, nombreux sont ceux qui invoquent la problématique de l'immobilier qui ne vaut plus rien à la revente, et participe, selon eux, au cercle vicieux de l'absence de mixité sociale dans le quartier.

«Les locataires partent, mais nous qui sommes résidents en copropriété, on ne peut pas s'en aller. Nos appartements, on ne peut pas les vendre, parce que les gens n'en veulent plus, c'est invendable.» Scénario "Le commerce"

On trouve une véritable *lassitude* chez ses acteurs. Si la participation à cette recherche-action a été verbalisée par une large majorité comme une opportunité de faire remonter leur voix, on perçoit une défiance vis-à-vis du dispositif de la PSQ, ainsi qu'un certain fatalisme sur le peu de crédit accordé à cette nouvelle mesure.

«Donc je disais, on fait des réunions, j'ai fait des réunions avec (...) le conseil citoyen, avec les élus, avec tout le monde... Les réunions, ça n'aboutit à rien, comme là : vous dites qu'on va parler entre nous, mais on peut parler pendant des siècles entre nous !» Scénario "L'école"

3.2.1.4 “Les enseignants”

Les représentants d’enseignants qui ont participé à ces tables rondes assument autant des responsabilités dans des établissements scolaires primaires, secondaires voire du supérieur. Ils occupent des postes tant d’enseignement, d’éducation, que de direction dans différents établissements de Planoise. L’ensemble des membres à ces tables rondes sont des femmes. Le scénario dans lequel il y a eu le plus d’implication se trouve logiquement le troisième, avec une scène d’exposition qui se déroule dans une école. Si aucune des participantes ne réside à Planoise, les problématiques qui leur sont soumises sont connues, notamment avec les conséquences que cela peut entraîner comme le départ d’un élève de l’école.

« Et moi j’ai une famille qui a déménagé l’année dernière de ce secteur. Parce que voilà, je sors de l’exemple du technicien gaz, je ne sais pas si... Mais justement, il y avait des dealers régulièrement dans la cage d’escalier, le papa avec ses enfants passait, il leur a dit un jour : “C’est pas très bien de faire ça devant les enfants”, et les dealers n’ont pas accepté la remarque. Il a été menacé, il a pris peur, et une semaine après il déménageait, et changeait de secteur, parce qu’il a peur, face à ces menaces, elles l’ont impressionné... » Scénario “Le squat d’immeuble”

Dans l’ensemble, il ressort que les mis en cause dans les scènes d’exposition ont pour les représentants du monde de l’enseignement deux visages, à l’image du dieu grec *Janus*⁴⁸, avec des comportements acceptables au sein des établissements scolaires, et dès leur sortie, avec leur passage à l’extérieur, adoptent d’autres gestes et paroles, causes de nombreux maux du quartier.

« Vous les encadrez du mieux que vous pouvez, ça c’est clair, donc ils sont à peu près raisonnables, et dehors ils se lâchent et là, on a des fois des situations... » Scénario “Le squat d’immeuble”

Dans l’approche des problématiques qui sont soumises à ces professionnels, on voit très nettement s’imposer une culture de la *prévention* ressortir de leurs discours.

Ce réflexe s’inscrit tant dans le court terme, avec la mise en place de personnels à des heures stratégiques :

« On a une consigne, c’est d’être toujours sur le terrain, c’est-à-dire qu’il y a la récréation — le principal est clair et on le fait — on est toujours dehors ou dans les couloirs ou sous le préau, etc. Les assistants d’éducation ils ont des postes bien précis, il y a toujours des adultes qui circulent. » Scénario “L’école”

⁴⁸ Janus est entre autres le dieu romain du passage et des portes, bifronts on lui prête deux visages.

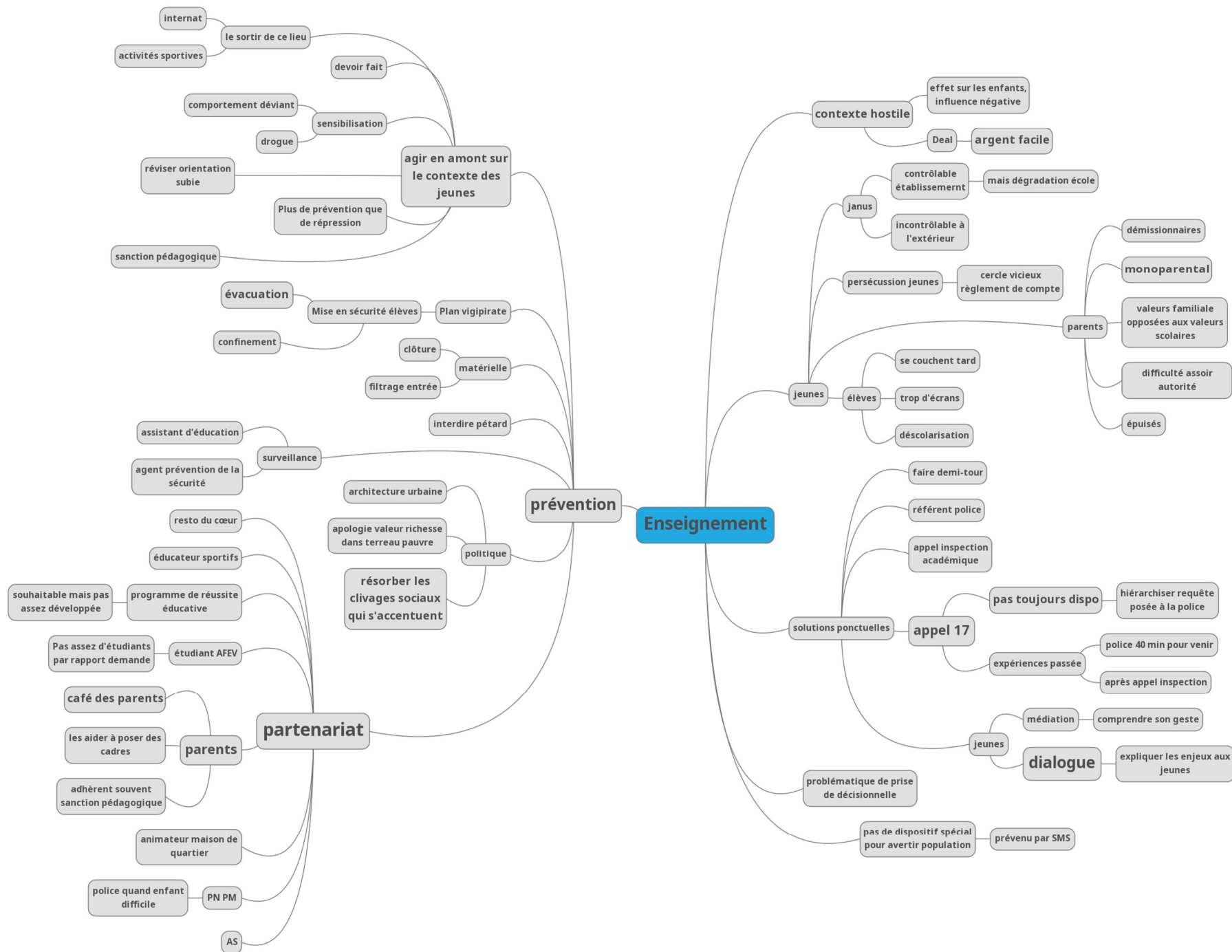


Figure 15 Carte schématique de la catégorie « Enseignant »

Ou encore, dans le recours à des dispositifs matériels pour les plus grosses structures, permettant d'éviter des situations troubles, comme celles exposées.

« Il y a quand même eu cette clôture de sécurité, le nouveau parvis, on a obtenu du rectorat un APS, un Agent de Prévention de Sécurité qui filtre aussi les entrées. » Scénario "L'école"

« Ceci dit, il y a des caméras dans la cour, sur le parvis, et puis les inconnus ne sont jamais bien inconnus... » Scénario "L'école"

Le travail de prévention s'effectue également sur le long terme, à travers des campagnes de *sensibilisation* à des problématiques récurrentes pour les usagers ou d'aide à la réussite.

« Alors effectivement on essaie la prévention, pour qu'ils ne consomment pas (de drogue), on fait un travail de fourmis. » Scénario "Le squat d'immeuble"

« On a un dispositif qui s'appelle "Devoirs faits". (...) Ils ont la possibilité de rester 3 soirs par semaine pour faire leurs devoirs. » Scénario "Le commerce"

« Donc au-delà de ça, il y a quand même tout le travail de prévention aussi à effectuer au niveau des pétards. » Scénario "L'école"

Dans la culture de métier du monde enseignant, le *partenariat* est fréquemment évoqué pour illustrer la prise en charge de problématiques diverses. En ce sens, le personnel enseignant se trouve souvent un maillon central entre "les jeunes", leurs parents et les institutions partenaires.

Il peut s'agir de partenaires institutionnels classiques.

« Il ne faut pas l'oublier non plus, le partenariat avec la Région, la Ville avec la Police municipale et la Police nationale. » Scénario "L'école"

« Après c'est tout le travail en commun. Il faut s'entraider et l'Éducation nationale fait son job avec la police, avec les habitants, avec tout le monde... Et je pense sincèrement que le problème est beaucoup plus global. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Ou encore des partenaires du tissu associatif local.

« Il faut tisser des liens : les entraîneurs de foot, de hand... Tous ces gens-là, dès qu'il y a un souci, aller hop, et ça, ça marche, franchement. » Scénario "Le commerce"

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

« Les animateurs de la maison de quartier et bien, eux, ils connaissent toutes les structures du quartier, et ils peuvent entrer en contact avec les gamins, leur faire faire des stages pendant les vacances. » Scénario "Le commerce"

« Je préfère passer par les éducateurs sportifs, éventuellement les éducateurs de prévention, quoi que j'avoue que j'ai un peu de mal à comprendre le travail qu'ils font... (...) on devrait pouvoir travailler avec le PRE (Programme de Réussite éducative) de la mairie, mais c'est franchement... C'est loin quoi, ça marche pas du tout! On travaille aussi parfois avec un organisme qui s'appelle l'AFEV — Association Française des Étudiants en Ville — ce sont des étudiants bénévoles qui accompagnent nos élèves, et ça, c'est très bien, même si il y a pas assez d'étudiants. » Scénario "L'école"

L'acteur famille dans le partenariat est perçu comme une clé essentielle dans la résolution ou les causes des situations troubles exposées. Elle est donc tantôt vue comme un atout, tantôt comme un frein à l'épanouissement des élèves.

« Avec à l'école, par exemple un matin par mois, il y a le café des parents avec une assistante sociale. Il y a des discussions sur l'éducation des enfants et des choses comme ça, qui sont à mon sens vraiment à développer, pas seulement à l'école, mais tout ce qui tourne autour de l'enfance... » Scénario "Le commerce"

« On a des parents, mais nous on a du mal à toucher certaines communautés. (...) Notamment dans les communautés maories. J'en ai certaines qui sont venues et c'était pour moi une victoire. En revanche, on a beaucoup de mal avec les gens de l'Est, beaucoup, beaucoup de mal à faire venir les parents... Pour eux, l'école n'est pas une priorité. » Scénario "Le commerce"

« Moi je pense... il y a deux choses que j'ai en tête. Je pense qu'il y a des gamins, il faut qu'on travaille l'idée de l'internat. C'est ce qu'ils font actuellement sur la cité éducative. Moi j'ai en tête une famille qui habite sur le quartier, c'est le septième gamin que j'ai, qui arrive et moi je me dis, il est en sixième hein, et bien dans 2 ans, il est comme certains de ses frères. Il travaille, et là je me dis ce gamin, si on le sortirait et on lui proposait l'internat, on pourrait le sortir du quartier. » Scénario "Le commerce"

Le partenariat peut également se faire, en plus de la prévention, dans une optique *pédagogique*, pour sanctionner une conduite passée.

« Et on a des élèves, et je peux vous dire pas les plus gentils, des gamins très difficiles, on les envoie avec un policier. Ils font des activités sportives. » Scénario "L'école"

« Mais un gamin qui commet un acte au sein du collège, quel qu'il soit, et qui mérite une sanction, nous on a des conventions, notamment avec les Restos du Cœur. Quand on a des élèves qui posent problème, alors on l'envoie faire des boîtes, c'est-à-dire que les Restos du cœur accueillent les enfants une journée ou deux journées pour travailler. » Scénario "L'école"

Le comportement déviant des jeunes s'explique par la mise en perspective d'un terreau de pauvreté, confronté à un idéal de réussite sociétal. Ce regard s'apparente à l'analyse de R. K. Merton avec la typologie qu'il dresse des *innovateurs*⁴⁹.

« On a des gamins de sixième qui sont déjà dans des milieux ou effectivement c'est l'argent facile et il faut se battre contre ça. » Scénario "Le commerce"

« Je pense que là on est dans un vrai paradoxe, avec des familles... On côtoie la très grande pauvreté et puis on va vers l'utopie de la très grande richesse. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Dans les recommandations pour résoudre une situation trouble, on trouve très souvent le *dialogue* mis en avant, pour désamorcer une configuration critique. Il s'agit de raisonner le fauteur de trouble, de l'inviter à l'empathie, ou de mieux saisir les contours d'une problématique, en prenant en compte le cadre de vie des jeunes impliqués.

« Moi je me mets à la place, moi je me resitue dans le contexte du collègue on va dire, euh... Alors, ça peut porter à discussion, on est d'accord, mais moi, je vais voir les gens, je vais voir les gars. Moi il m'est arrivé, il m'arrive de dialoguer avec des gars qui, sans pour autant qui trafiquent, passent en scooter devant le collège sans casque, sur le parvis et à toute allure. J'arrive généralement à savoir de qui il s'agit et je vais voir le gars, oui, je l'appelle. » Scénario "Le commerce"

« Je pense que c'est à force de dialogue, parce que c'est vrai que quand on discute on sent l'épuisement chez les parents, ils y arrivent plus. » Scénario "L'école"

Le recours à la *police* est cité par la moitié des participantes dans les crises aigües, lorsque la discussion n'est plus possible, ou qu'un danger imminent est prévisible.

« Il s'agit de mettre en sécurité tout de suite bien évidemment les élèves, les enfants. Se mettre en sécurité, le réflexe bien-sûr, et avant même d'appeler le chef Éducation nationale, c'est tout de suite la police. » Scénario "L'école"

« Si on a vent d'une bagarre qui va se faire, de parents qui vont venir ou de quelqu'un de très agressif, alors on va prévenir la Police municipale pour qu'ils soient sur le parvis à telle heure. » Scénario "L'école"

49 « La grande importance que la civilisation accorde au succès invite les individus à utiliser des moyens interdits, mais souvent efficace pour arriver ne serait-ce qu'à un simulacre de réussite richesse et pouvoir. Cette réaction a lieu lorsque l'individu a accepté le but prescrit, mais n'a pas fait siennes les normes sociales et les procédures coutumières. » [Merton R. K., 1953, p.146].

On sent cependant des réticences parmi certaines de ces professionnelles, qui n'intègrent plus à leur bibliothèque de ressources l'appel du 17, notamment à cause d'expériences passées malheureuses.

« On intervient en règle générale. Parce que franchement, c'est vrai que si on appelle la Police municipale, généralement ils sont pris ailleurs! Et la Police nationale on en parle même pas, parce que je pense que c'est plus du ressort de la Police municipale. » Scénario "L'école"

L'exposition des situations troubles soumise est l'occasion, pour certains membres de la profession, de les lire comme des conséquences de la dégradation des conditions de vie des habitants de Planoise.

« Est-ce qu'on a réussi à ne pas renouveler les inégalités sociales? Non. On est mauvais, on n'y arrive pas! On va fêter les 40 ans des ZED, le plus triste anniversaire hein? Ça a été monté en 1981 par Alain Savary en disant, plus vite on aura réglé le problème de la reproduction des inégalités sociales et plus vite on pourra arrêter. 40 ans plus tard, on a creusé les inégalités sociales... » Scénario "Le squat d'immeuble"

Ou encore de regretter la *disparition d'acteurs clés* capables d'endiguer ce type de problématique.

« Après c'est vrai que c'est compliqué. Sur le quartier on est censé aussi avoir des éducateurs. » Scénario "Le commerce"

« Il y avait malheureusement des correspondants de nuit, des gens qui étaient sur le terrain et c'est vrai que ça manque énormément. » Scénario "Le commerce"

3.2.1.5 “Les bailleurs”

Dans cette catégorie, on trouve autant un responsable d’agence, des gardiens que des médiateurs. Cette population comprend une seule femme et près de la moitié de ce type d’enquêteurs habite Planoise. Bien que ce soit le scénario “Le commerce” qui corresponde le plus à leur réalité de travail, les participants de ce groupe se sont investis dans l’ensemble des situations troubles qui leur ont été présentées. Si leur emploi diffère, ils sont tous pour autant engagés à œuvrer, à différentes échelles et à des temporalités diverses (durée de location, responsabilité d’un immeuble ou d’un quartier, travail de jour ou de nuit...), pour le bien-être des locataires.

Dans les solutions ponctuelles à mettre en œuvre, le *recours direct aux forces de l’ordre*, malgré la situation critique, *n’est presque jamais évoqué* par les acteurs de terrain comme réflexe des protagonistes mis en scène.

En effet, appeler le 17 est perçu parfois comme inefficace, voire comme une prise de risque et susceptible d’engendrer une aggravation de la situation.

« Gina elle a manifesté le dégoût de les voir et c’est pour ça qu’elle a été soupçonnée, et je doute que la police aille donner le nom de la personne qui a appelé sauf si... Et ça aussi c’est un problème pour beaucoup de gens aujourd’hui dans les immeubles, ils n’acceptent pas beaucoup à cause de la police, ils se disent... ça sert à rien. » Scénario “Le commerce”

« On a un problème de fuite, ouais, on ne sait pas d’où ça fuit, on peut bien vouloir travailler, on peut bien vouloir dire qui fait quoi, mais quand on a nos voitures cassées, on a nos enfants menacés, on a, ça devient compliqué de travailler (...) à Planoise. » Scénario “Le commerce”

À cause d’expériences passées aux résultats stériles, l’évocation même de recourir aux forces de l’ordre n’est plus forcément vue comme une menace dissuasive pour mettre fin à des nuisances.

« Et du coup, même cette peur que l’on faisait aux jeunes avant : je me rappelle en 2010, je me vois encore dire à certains jeunes “Arrêtez le bruit, sinon j’appelle la police!” et ils partaient... Aujourd’hui, tu leur dis et ils ne bougent pas, parce que même, au bout d’un certain temps, oui c’est vrai, ils ne viennent pas et tu te retrouves tout con... » Scénario “Le commerce”

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

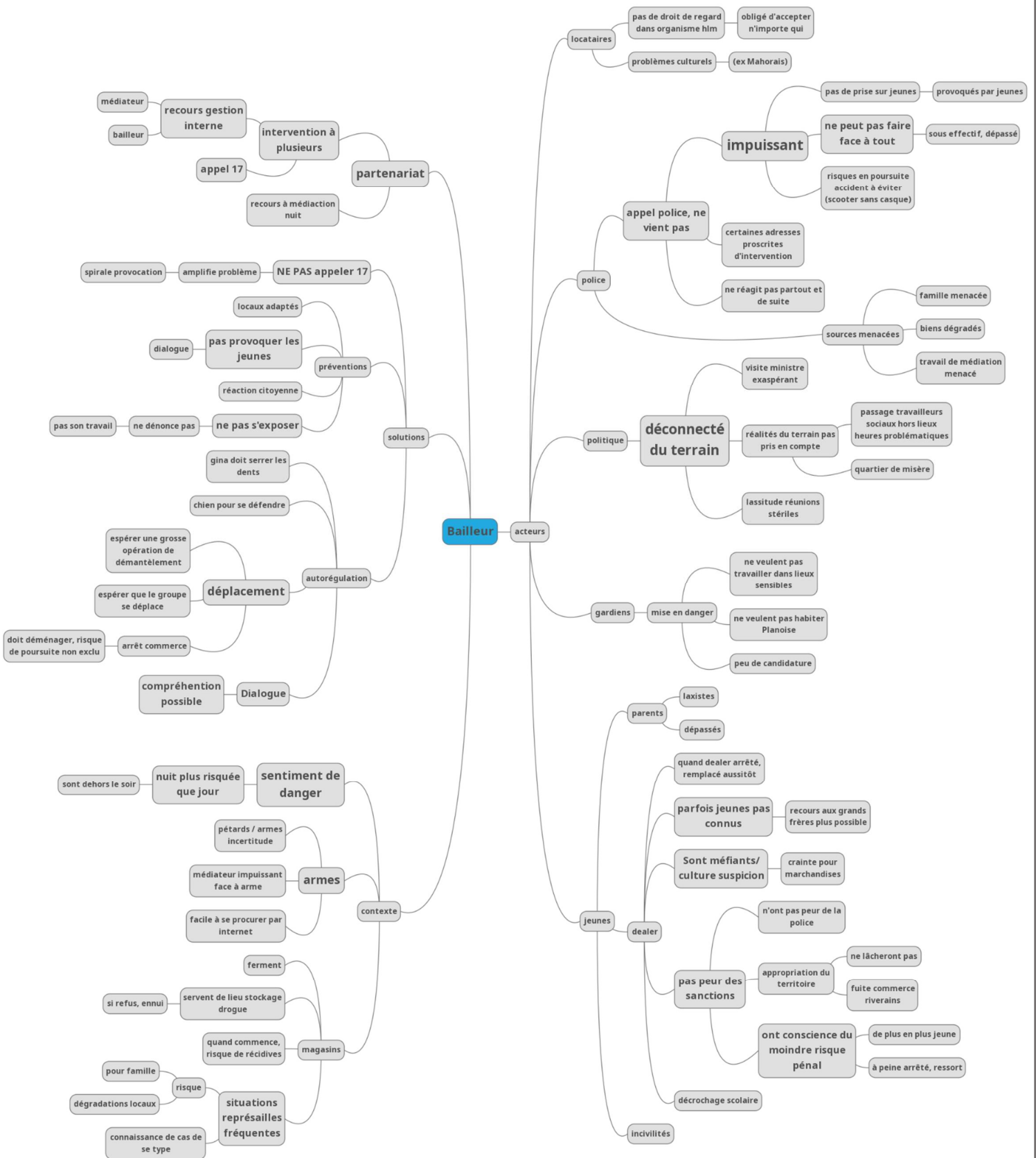


Figure 16 Carte schématique de la catégorie « Baillieur »

Certaines adresses seraient cataloguées, selon un acteur, comme hors du champ d'intervention des forces de l'ordre ou d'autres assurent que les forces de l'ordre ne sont pas en mesure, de par leurs faibles effectifs, de répondre à l'intégralité des doléances.

« Quand vous demandez des interventions et que l'on vous répond par la police qui vous dit "Nous sur cette rue, on a ordre de ne pas intervenir"... et bien moi, je suis en civil, lui, il a une arme... moi je dois y aller, lui il ne peut pas y aller ! Je ne comprends pas... » Scénario "Le commerce"

« Parce que là aujourd'hui, on tape un peu sur la police, mais enfin, c'est pas leur faute, les effectifs qui manquent, aujourd'hui il y a 20000 habitants au plus, alors que il y a 10 ans en arrière c'était moins. » Scénario "Le commerce"

Pour faire face à une situation trouble, le recours à *l'autorégulation* est davantage abordé.

Il peut s'agir d'engager un *dialogue* avec les responsables. Cette solution est évoquée pour la moitié des acteurs, il s'agit de sortir de l'impasse sans empirer la situation.

« On est bien sûr une problématique, il faut discuter avec, il faut comprendre ce que eux pensent, c'est notre lieu de travail. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Le fait de prendre sur soi, « en attendant que la situation se passe » ou en déménageant, est aussi abordé comme alternative.

« Donc pour Gina, soit elle a les nerfs et elle persiste, sinon la vraie solution, je pense, ne pourra venir que sur une grosse intervention des forces de l'ordre de nos amis les stups. » Scénario "Le commerce"

« Gina, si elle a perdu ses clients, son commerce est mort, je pense qu'elle va déjà changer quartier. » Scénario "Le commerce"

Le *partenariat* apparaît comme une logique d'action bien présente chez ce type d'acteurs.

La résolution de crise peut se faire à une échelle locale, entre réseaux d'interconnaissance.

« Les gamins sont avec des scooters, et on pense entre voisins que le fait de les avoir sollicités, ils viennent en paix ces gens-là, quand ils viennent demander un peu de calme, ils viennent pas comme euh... ils arrivent pas en force⁵⁰. On pense

⁵⁰ Références faites dans des échanges aux recours aux forces de l'ordre.

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

que c'est une mauvaise idée, parce que les jeunes reviennent plus souvent, de plus en plus nombreux, avec plus de provocations. Ça amplifie le problème, alors que peut être, si on avait réglé en interne le problème, si on était descendu à plusieurs voisins pour aller leur parler gentiment... Peut-être qu'on aurait pu régler le problème, on ne sait pas. Avec des "si" on refait le monde. » Scénario "L'école"

Le recours à un partenariat entre un technicien amené à intervenir et un personnel du bailleur peut permettre d'officialiser une intervention, sans que la situation se dégrade.

« Nous on a mis en place, à un moment donné, pour certains agents qui ne devaient plus se déplacer rue XX tout seul, par exemple, on a eu des techniciens qui auraient été contrôlés en quelque sorte, "Monsieur vous êtes qui?" C'était un jeune technicien, il a rebroussé chemin, et du coup, on avait mis en place avant chaque intervention dans certains immeubles qu'ils soient accompagnés par le gardien. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Ou tout simplement, opter pour un partenariat d'institutions arrivant en nombre et faisant masse, tel que les pompiers et la police, pour incarner le risque encouru pour une fuite de gaz dans le cas du scénario "Le squat d'immeuble".

« Il faut appeler les pompiers, lorsqu'ils voient toute cette équipe-là débarquer, les pompiers, des possibles voitures de flics, ils vont se tirer, ils vont quitter le deal. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Les représentations dominantes vis-à-vis des *jeunes*, et plus spécifiquement des dealers, sont emplies de *défiance*.

Il ressort à travers le discours un sentiment de menace latente, avec une situation qui peut très vite échapper aux protagonistes. La principale explication évoquée est la mise en péril du commerce illicite, entraînant un climat de perpétuelle suspicion.

« Il ne va pas forcer, c'est là qu'ils... qu'ils attaquent... mais pour eux c'est gênant, des fois, dans leur domaine, ils soupçonnent tout le monde, "Peut-être c'est un flic, un civil qui vient espionner?" C'est pour ça qu'ils sont méfiants... » Scénario "Le squat d'immeuble"

« Le seul problème c'est que, dans ces lieux-là, il y a du cash et tout et tout, et du coup, leurs barrières de passage, c'est pour protéger leur commerce, leurs marchandises. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Il est évoqué par une majorité de ces acteurs que certains adolescents de Planoise sont en possession d'armes, et de ce fait, peuvent avoir des réactions d'autant plus dangereuses, auxquelles ils ne sont pas en mesure de faire face.

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

« Ils achètent des armes sur internet, parce que là on se plaint, mais là vous ne le dites pas dans vos histoires, il y a 10 jeunes qui ont 11 ans 13 ans ils sont armés, et c'est pas que les couteaux, mais où est-ce qu'ils trouvent tout ça ? » Scénario "L'école"

« Quand je suis gardien comme ça, il sort un pétard je ne peux pas le désarmer »
Scénario "L'école"

Les personnes qui ont, par le passé, représenté l'autorité, les adultes responsables d'un lieu, ou encore ceux qui pouvaient être mobilisés par réseau interposé, ne seraient plus respectées.

« Il y a un bonhomme qui m'a dit carrément "Mais Monsieur, vous me demandez de quitter, moi on m'a demandé de rester là." Je lui dis, voilà, le poste était attribué ! » Scénario "Le commerce"

« Ils n'ont même pas peur des grands frères. » Scénario "L'école"

Les mineurs, selon ces enquêteurs, ont conscience des faiblesses de la Justice et exploiteraient sans vergogne cette faille liée à leur âge et la relative irresponsabilité pénale qui en découle.

« Moi je vois même, les 11 ans, les jeunes, ils savent "Comme j'ai 11 ans, je reste pas longtemps en garde à vue et on va rien me faire..." », lui il le sait... » Scénario "Le commerce"

Cette catégorie d'acteurs ayant à gérer en HLM les populations les plus démunies est aussi la plus critique avec celle des riverains vis à vis du monde politique et sa capacité à changer les choses. Les réalités du terrain ne sont pas connues, selon ces acteurs, par les décideurs politiques.

« Qu'est-ce qu'on fait ? On reçoit le Ministre, qui vient de Paris (...) il vient d'atterrir, il prend du champagne, il est là, il vient en province, il pense au paquet de fromage qu'on va lui faire... Il saura pas détailler tous les problèmes qu'il y a. »
Scénario "L'école"

« Et je pense que je fais des réunions chaque mois (...) avec la Mairie et la Préfecture, les bailleurs, ce genre de réunion, ça serait intéressant s'il y avait quelque chose de concret, après parce que moi, je vous dis franchement, ça me saoule d'aller dans des réunions en groupe (...) c'est pareil, on revient, on connaît les gars on répète toujours la même chose. » Scénario "L'école"

« Après ce genre de recherche, et c'est vraiment notre souci, c'est bien d'en parler c'est bien de chercher, mais si c'est toujours les mêmes personnes qui sont dans les bureaux, toujours thématiser, il ne voit pas ce que c'est que notre vie. » Scénario "L'école"

3.2.1.6 “Le monde social et associatif”

Cette dernière population regroupe un ensemble d’acteurs travaillant dans le monde social (en tant que travailleur social ou personnel d’accueil dans un organisme social), ou dans le monde associatif (dans le domaine social, culturel et sportif). Il y a une légère surreprésentation de femmes. La quasi-totalité de ces enquêteurs n’habite pas Planoise. Cette catégorie comporte ceux qui ont à prendre en charge les habitants de Planoise, dans une démarche d’accompagnement social, de promotion de la culture ou de pratiques de loisir. Sur certains sujets les acteurs issus du monde social et ceux du monde associatif peuvent s’opposer, dans le cas échéant, la mention spécifique de leur appartenance à l’un ou l’autre domaine sera alors précisée⁵¹.

D’une façon générale, c’est dans ce groupe que l’on retrouve davantage de *discours positifs sur les habitants* et le quartier de Planoise. Les représentations liées à l’immigration sont majoritairement lues comme source de richesse et non de problème.

« Si les gens se plaisent autant dans le quartier, c’est parce que il y a des choses à faire même avec les populations immigrées ». Scénario “Le squat d’immeuble”

« En tant que travailleur ici à Planoise, je rencontre des personnes qui m’enrichissent au quotidien, des êtres humains, des hommes, des femmes de toutes les origines, de toutes les parties du monde ». Scénario “L’école”

Le discours sur les trafiquants eux-mêmes, pour un des enquêteurs, est avancé, par certains côtés, comme un avantage, et ces derniers référencés par leurs actes comme citoyens.

« On a eu un départ de feu, et je veux dire, c’est par l’intervention citoyenne malgré tout de ces trafiquants qui nous a permis malgré tout d’alerter les forces de l’ordre ainsi que les services de pompier. » Scénario “Le squat d’immeuble”

⁵¹ Surtout dans les sections qui suivent.

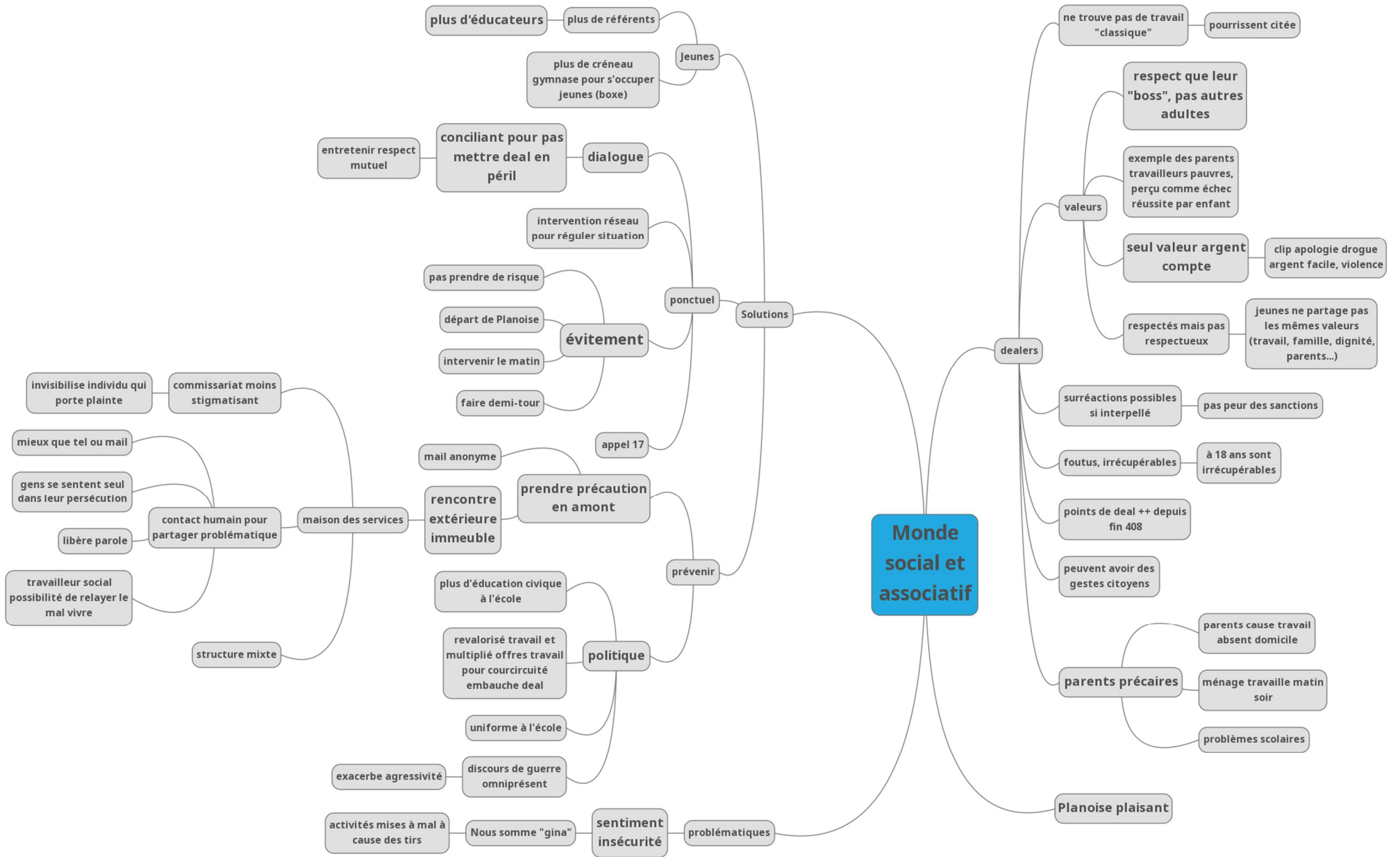


Figure 17 Carte schématique de la catégorie « Monde social et associatif »

La *coopération* avec les responsables des situations troubles est souvent envisagée pour réguler ces dernières.

On retrouve dans les usages professionnels la parole comme un outil efficace.

« À un moment donné, ils squattaient devant nos portes d'entrée, donc ça bloquait l'entrée des citoyens, citoyennes qui venaient, qui avaient besoin d'accéder à leurs droits sociaux, de faire des démarches... Nos responsables ont entamé une discussion pour justement déplacer un petit peu leur commerce, afin qu'ils ne nuisent pas à notre entrée. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Ou par le recours à un réseau d'interconnaissance pour influencer sur une situation, ou encore la sollicitation de professions spécifiques.

« S'il y a un gardien, il peut faire appel au gardien, en lui demandant d'intervenir. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Il y a une certaine confiance par rapport à la résolution de la crise, car aucun des protagonistes en présence n'a intérêt à ce que la situation dégénère.

« Ils savent bien si il y a un grand souci avec l'agent, leur lieu de commerce est mort. » Scénario "Le squat d'immeuble"

La *prévention* d'une situation trouble peut passer autant par l'anticipation d'un lieu pouvant poser problème.

« Les points de deal, ils sont connus, donc il n'y a pas besoin de... si on se déplace, on sait très bien que ça, cet endroit, c'est un endroit à risque, donc on prend des précautions à l'avance. » Scénario "Le squat d'immeuble"

L'évitement du conflit est encouragé.

« Je pense que je ferai demi-tour : déjà, parce que c'est vrai que déjà, on n'est pas mandaté, en tout cas moi je ne le suis pas dans le cadre de mes missions. » Scénario "Le squat d'immeuble"

Pour recourir d'ailleurs à cette stratégie qui permet d'esquiver une situation trouble, des professionnels évitent de se retrouver dans des lieux problématiques en adaptant pour ce quartier leurs modes opératoires.

« On propose de recevoir les familles au sein de la MSAP de Planoise. Par exemple (...) quand les unes ou les autres on a eu des mésaventures (...) alors c'est vrai qu'on a ce... on fait un peu ce repli aussi, voilà, quand on se dit, on se dit voilà, on

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

ne connaît pas, on n’y va pas forcément volontiers, on attend de connaître la famille avant d’y aller et d’un peu expliquer quel est le contexte.» Scénario “Le squat d’immeuble”

Des propositions de démarches similaires sont mises en avant pour les éventuels plaignants, afin de les préserver d’éventuelles représailles.

« C’est comme la maison des services, parce que, si effectivement il y a plusieurs, si effectivement c’est dans un même lieu, la personne, la personne ne sera pas forcément repérée comme allant au commissariat.» Scénario “Le commerce”

Leur regard porté sur la *jeunesse* s’intéresse à de potentielles *causes sociétales* pour expliquer les comportements problématiques, avec la diffusion de modèles allant à l’encontre de la morale, ou encore des discours politiques emprunts de rhétoriques guerrières.

« Quand on voit des clips vidéos, des clips de musique, ça parle de quoi ? Ça parle de prise de risque ; ça parle de trouver la femme ; ça parle des grosses montres ; des grosses voitures ; des villas ; des voyages... et quand il y a un jeune qui prend exemple sur eux, il va faire comment pour arriver à tout ça ? Voir ses parents qui travaillent pour payer encore des crédits, se retrouver encore dans un logement social, pas de voiture... » Scénario “Le commerce”

« Il faut aussi s’interroger sur la société dans laquelle on vit, notre gouvernement ne parle que de guerre, si vous écoutez bien, il ne parle que de guerre ! » Scénario “Le squat d’immeuble”

Certains acteurs imputent au *contexte sociologique* de Planoise la cause des problèmes du quartier.

« Le logement oui, et puis la mixité de la population, on revient à la mixité dans la... dans les écoles, qui a son importance aussi... » Scénario “L’école”

Ils sont également majoritaires à penser que le contexte familial fragile peut avoir une influence négative sur l’évolution des enfants.

« Après il y a des parents qui sont plus précaires aussi, et c’est plus compliqué. » Scénario “L’école”

« La monoparentalité (...) ça crée un problème, et ça pose un problème donc, la mère toute seule, elle ne peut plus tout gérer : les enfants sont laissés à l’abandon. Si la mère a de la chance de travailler, elle va travailler dans les ménages, le ménage c’est tôt le matin ou tard le soir, et les enfants, ils sont à

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

l'abandon, il ne faut pas mettre la responsabilité sur les parents non plus. »
Scénario "L'école"

Pour faire face à ce contexte parental problématique, des solutions d'accompagnement sont invoquées ou regrettées.

«Le problème aussi c'est que, à un moment dans le social, il y avait des éducateurs. Ces éducateurs, ils prenaient le relais auprès des parents qui n'arrivaient pas justement à gérer. On a tout fait pour les éliminer ces éducateurs, il y en a de moins en moins.» Scénario "L'école"

«C'est quand même des moyens qui s'amenuisent, il y a de moins en moins de travailleurs sociaux et c'est vrai que je me dis, il faudrait quand même qu'il y ait des moyens humains, qu'il reste au moins les mêmes, voire qu'ils soient renforcés pour porter plus... parce que le contexte est compliqué.» Scénario "L'école"

Les valeurs ambivalentes auxquelles la jeunesse est confrontée sur le quartier, où sévit le trafic de stupéfiants, entraînent une perte de repères.

«Ils ne respectent même pas leurs parents, ils respectent celui qui va les mettre dans la place, qui va lui dire "tu restes là, tu ne bouges pas de telle heure à telle heure", et quand son père lui dit "tu rentres" et tout ça, il ne le respecte pas... ça, c'est pourquoi ? C'est parce qu'il y a des valeurs qui se sont inversées.» Scénario "Le commerce"

3.2.2 Points concordants et discordants de la communauté d'enquêteurs

Au-delà de typologies d'acteurs, cette section s'intéresse aux convergences et divergences que les communautés d'enquêteurs font surgir : que ce soit dans le recours à des tiers ou non ; le contexte temporel pointé (anticipation, au moment de la crise, la projection de son évolution) ; la mise en œuvre de solutions matérielles ; leurs représentations des protagonistes ou encore les causes et conséquences relatives aux situations troubles.

3.2.2.1 Les points de concordance d'actions et de représentations

Parmi les consensus que l'on trouve chez l'ensemble des enquêteurs, on repère plus de *tactiques*, pour faire face aux situations troubles, que de *stratégies*⁵².

La plus affirmée consiste à l'*autorégulation* de la situation trouble à travers deux façons d'agir diamétralement opposées à mettre en œuvre, au moment de la scène d'exposition.

Il peut s'agir d'adopter une tactique d'*évitement* de la situation trouble. Cette dernière se retrouve dans les deux premiers scénarii travaillés par les communautés d'enquêteurs⁵³. Il s'agit soit d'inciter un opérateur à faire demi-tour, afin qu'il ne se mette pas en danger, ou encore d'inviter la victime à déménager.

« Je pense que lorsque l'on est seul face à plusieurs... il vaudrait mieux faire demi-tour. » Enseignant, Scénario "Le squat d'immeuble"

« Et alors elle est mal barrée, il faut qu'elle change de crèmerie, qu'elle aille ailleurs... C'est d'ailleurs ce que tous les gens de l'immeuble commencent à faire... ça part... » Riverain, Scénario "Le commerce"

Dans le deuxième scénario, il y a une quasi-unanimité des participants sur la situation insoluble et intenable à laquelle doit faire face « Gina ». Le mal est fait, une dynamique périlleuse est initiée, qui a peu de chance d'être contrée. L'évitement préconisé plus

⁵² Selon De Certau, la stratégie est un processus, un ensemble d'actions qui se capitalisent dans le temps permettant d'anticiper des agissements futurs. Le stratège connaît de ce fait une certaine indépendance aux variations de circonstances. La tactique à l'inverse n'est pas calculée et ne profite pas d'acquis préalables. Le tacticien n'a pas de maîtrise sur les configurations qu'il rencontre, imposées par l'extérieur. Il agira de façon opportune en créant des occasions face à un événement. [De Certau, M, 1990]

⁵³ Dans une moindre mesure chez les enseignants ou seule une mention de ce type est évoquée lors d'une table ronde pour le 1^{er} scénario.

spécifiquement par la catégorie “police”, “monde social associatif” et “riverain” peut prendre une autre forme. À propos du de la scène “Le squat d’immeuble”, cela peut revenir à éviter le moment critique en venant le matin (ce qui semble adopté par nombre de professionnels devant effectuer une maintenance dans ce type de lieu), ou à contourner le problème, en passant par un autre itinéraire pour accéder au lieu d’intervention (par les garages, par exemple, comme font certains riverains pour gérer cette problématique au quotidien).

« Mais c’est sûr qu’on n’aura pas une intervention à 17 h sur des halls d’immeubles sensibles, c’est surtout fait en matinée, plutôt le matin... » Policier, Scénario “Le squat d’immeuble”

La deuxième tactique mise en avant par la communauté d’enquêteurs⁵⁴, toujours dans les deux premiers scénarii, vise à l’inverse de rencontrer les causeurs de troubles, en engageant le *dialogue*. Il s’agit de compter sur la raison des dealers pour débloquer la situation et les convaincre de mettre un terme aux blocages ou représailles en les persuadant que c’est la solution la moins coûteuse pour les protagonistes en présence. Il s’agit de les inviter à opérer une *conversion du regard* [Bourdieu P., 1993, p. 912], pour prendre la mesure du danger encouru par eux-mêmes ou leurs proches, ou à l’empathie pour le tort causé dans le cas « Gina ».

« Et je lui explique que, bon, dans le cas présent, cette femme, elle vit de son commerce, et c’est pas à elle de dire aux gars d’arrêter de dealer, c’est pas son boulot, mais en même temps qu’ils comprennent aussi que c’est son gagne-pain à elle. » Enseignant, Scénario “Le commerce”

Dans la tactique de la *gestion partenariale envisagée au moment de la crise*, le recours à un tiers est abordé par presque toutes les catégories d’acteurs de façon importante⁵⁵ : qu’il s’agisse de solliciter les pompiers ou un gardien dans le cadre du scénario “Le squat d’immeuble” ; de mobiliser un réseau d’interconnaissance pour le scénario “Le commerce” ; ou la police dans les 3 scénarii. La sollicitation d’une autre institution permet de faire masse par rapport à une bande, et de changer ainsi les rapports de force, pour dissuader d’une action offensive. Le protagoniste est également invité à faire appel à un réseau (scénario “Le commerce”) ou à un gardien (scénario “Le squat d’immeuble”), à médiatiser le conflit pour qu’il ne s’envenime pas.

« Il faut créer des réseaux, c’est important le maillage. » Monde social et associatif, Scénario “L’école”

⁵⁴ Dans une moindre mesure chez les policiers ou seule une mention de ce type est évoquée lors d’une table ronde pour le 1^{er} scénario

⁵⁵ Mis à part pour la catégorie riverain où seul un enquêteur pour l’ensemble des tables rondes, a émis l’hypothèse de recourir à un tiers – en l’occurrence la police- lors du scénario “Le squat d’immeuble”.

L'ensemble des enquêteurs aborde à un moment donné les scènes d'exposition comme évitables. Dans les stratégies préconisées, il s'agit davantage de tout mettre en œuvre pour éviter que de telles situations ne voient le jour. Différents leviers sont ainsi recommandés.

Les catégories "riverains", "enseignants" et "police" avancent autant la solution *policier*, avec davantage de présence sur un territoire donné pour dissuader l'installation d'un trafic de stupéfiants ou encore la survenue d'actes de nuisance sur une institution (scénarii "Le squat d'immeuble" et "L'école"); que la possibilité de jouer sur la *configuration des lieux*⁵⁶. Il s'agirait d'équiper les structures ou territoires de matériel, afin de surveiller ostensiblement des zones (« vidéoprotections » installées à des endroits stratégiques) ou de limiter le passage d'individus par des dispositifs techniques (portique d'entrée, portes doubles...).

« C'est pour ça d'ailleurs qu'on a mis un SAS doubles portes maintenant, on a investi dans des caméras, on a investi dans des systèmes incroyables, parce qu'on était squatté par des dealers. » Riverain, Scénario "Le squat d'immeuble"

Le *partenariat* entre différentes institutions est mentionné afin d'éviter la survenue de ces situations (qui pourtant pour la première et le deuxième scène d'exposition ont été qualifiées de grand classique par la plupart des participants).

On trouve une majorité d'acteurs évoquer un partenariat *d'accompagnement*, visant à guider davantage certains sujets fragiles afin de prévenir, chez ces derniers, une carrière délinquante. On constate ainsi un consensus sur le rôle de l'école (avec des dispositifs d'aide à la réussite, d'internat, de campagnes de préventions...) et le manque de personnes-ressources, telles que des éducateurs, animateurs ou autres travailleurs sociaux (acteurs prenant en charge le temps libre des enfants, l'accompagnement de jeunes aux conduites problématiques, acteurs culturels...). Ces intervenants sont évoqués tant pour prendre en charge directement des enfants, adolescents, que leurs parents lors de configurations familiales fragiles.

« On parle également d'éducation, et je vous rejoins Madame, l'éducation civique fait partie maintenant du nouveau cursus scolaire, me semble-t-il (...), là c'est du travail de fond, c'est du travail de sape. » Policier, Scénario "Le commerce"

Un autre type de partenariat, perçu comme décisif par une majorité de catégories, est *l'implication des riverains*. Cela peut se traduire autant par une mobilisation collective, pour éviter l'installation de points de trafic (ne pas ouvrir à des inconnus, verrouiller

⁵⁶ Dans une moindre proportion, la catégorie "bailleur" évoque également la configuration des lieux comme pouvant prévenir ces situations.

systématiquement les portes, occuper le terrain...), que de façon plus minoritaire⁵⁷, servir de relais pour signaler des situations problématiques.

« Il y a deux choses à faire : action collective, c'est-à-dire des gens dans le quartier qui font un conseil pour protéger ses gens qui vivent et qui travaillent. Deuxième chose, c'est la présence de la police qui est indispensable ! Ils sont forts, car ils pensent que le terrain est libre pour eux, ils font ce qu'ils veulent. » Policier, Scénario "Le commerce"

Le recours à un *réseau d'interconnaissance* est largement évoqué par la quasi-totalité des catégories. Lorsqu'un incident arrive dans un établissement scolaire par exemple, l'auteur des troubles est très vite retrouvé grâce au bouche-à-oreille. Lorsqu'un commerçant ou un bailleur connaît des difficultés avec un individu, l'agent chargé de la sécurité ou le médiateur, souvent issu du quartier, peut lui aussi avoir recours aux grands frères pour réguler une situation. Il en va de même pour les riverains ainsi que le monde social et associatif qui font fonctionner leurs réseaux d'interconnaissance ou celui de leurs usagers.

« Des fois, on est obligé de faire intervenir des connaissances pour essayer de calmer la tension. » Monde associatif, Scénario "Le commerce"

Dans les représentations communément partagées, on retrouve un certain consensus au niveau du regard porté aux dealers. Ils sont perçus comme officiant en pleine rue et ayant un entourage familial défaillant, comme entrant de plus en plus jeune dans une carrière de délinquant. Leur motivation première serait l'argent gagné facilement⁵⁸. Leur entourage familial, lorsqu'il n'est pas décrit comme laxiste ou ayant des bénéfiques secondaires aux activités de leurs enfants, est considéré comme dépassé. La charge exclusive de plusieurs enfants, souvent supportée par une mère seule avec un travail empiétant sur le temps familial, est souvent avancée pour expliquer le manque de cadre dont peut pâtir le délinquant moyen.

« Mais pensons aussi à ces gosses de 8/9/10 ans qui traînent tout seuls, les parents sont complètement démobilisés ou alors, quand ils sont guetteurs, etc., quand on voit le gosse qui ramène, allez, 50 euros la journée, on se dit "Bah, qu'est-ce que tu veux aller bosser.... Continue, va avec tes copains..." » Riverain, Scénario "Le squat d'immeuble"

Les représentations du quartier de Planoise au moment de l'étude sont très majoritairement⁵⁹ négatives. La description qui est dressée du quartier correspond à son

⁵⁷ Seule la catégorie "police" l'a mentionné dans une perspective de prévention.

⁵⁸ En réalité, pour un « emploi de base », les gains sont modestes et bien en dessous du SMIC horaire. « *Ce qui, surtout, revient à un taux de 7 à 9 € de l'heure (4 à 5 € de l'heure si l'on soustrait les frais quotidiens), sans sécurité sociale ni autres cotisations de prévoyance, et sans aucun filet de protection en cas de manquement* ». [Duport C., 2016, p. 76]

⁵⁹ Seule la moitié des individus appartenant à la catégorie "monde social et associatif", et n'habitant pas Planoise apporte un regard positif sur Planoise et la richesse culturelle de sa population issue d'horizons pluriels.

image médiatique évoquée précédemment⁶⁰ et à aux représentation recueillies par l'ENSP (Ecole nationale supérieure de la Police) lors de leur enquête par questionnaire⁶¹. Ainsi, un climat de danger imprègne les propos des enquêteurs.

« Mais non, les gens veulent rester dans ce quartier. Ça les désole tous de voir le quartier se dégrader comme il est en train de se dégrader aujourd'hui... » Bailleur, Scénario "Le commerce"

Les gestes à adopter vis-à-vis des protagonistes sont souvent justifiés au regard d'un risque encouru (ne pas porter plainte pour ne pas avoir de représailles, être poli pour ne pas être agressé, baisser les yeux pour ne pas provoquer...). Le troisième scénario a été discuté à chaque lecture par l'ensemble des tables rondes à propos des pétards : systématiquement, il nous a été rétorqué que le danger de Planoise aujourd'hui venait de la banalisation des armes et de leur utilisation. Ainsi, ce troisième scénario, s'il n'a pas servi véritablement à étudier la situation trouble présentée, a surtout permis de mettre en lumière des vécus pluriels de confrontation à des armes à feu⁶².

« Les histoires de pétard je pense qu'aujourd'hui c'est plutôt à balles réelles, que les enfants ont peur d'aller à l'école c'est pas pour des pétards c'est à balles réelles que ça tire. » Riverain, Scénario "L'école"

3.2.2.2 Les divergences d'actions et de représentations

Les communautés d'enquêteurs, comme attendu dans le protocole de recherche action, ont rencontré autour des échanges pour résoudre les situations troubles qui leur ont été soumises, des moments de coalition, mais aussi de crispations voire d'opposition. Lors des interactions sont ressorties différentes dynamiques d'actions et de réflexions, dénotant des réflexes professionnels ou spécifiques à une catégorie, liées à leurs conditions objectives d'existence, tantôt complémentaires, tantôt néfastes pour les résolutions de crise⁶³.

⁶⁰ Se référer à la section 1.3.2 Contexte du quartier de Planoise pendant la recherche-action page 16.

⁶¹ Selon l'équipe de recherche de l'ENSP, le quartier de Planoise est jugé peu ou pas sûr à 74% des personnes sondées. [E.N.S.P., 2018, p.11]

⁶² Initialement, lors de la conception des scènes d'exposition, nous avons volontairement écarté la présence d'arme, même si ces dernières ont été évoquées à plusieurs reprises lors de la première phase, pour ne pas accentuer le dramatique d'une situation.

⁶³ « Dans leur ensemble, les professionnels s'affranchissent difficilement des divergences de représentations, de valeurs, de normes d'action et d'intérêts. Suivant leurs appartenances professionnelles et/ou institutionnelles, ils entendent défendre leurs visions respectives de ce qui fait problème, de ce qui est efficace et rationnel. Sans donner lieu à des oppositions frontales, ces désaccords alimentent des attitudes de réserve, de méfiance ou de retrait. » [Gautron, V., 2010, p. 7]

Une des oppositions, qui a débouché sur les échanges les plus vifs entre les participants, et qui avait déjà été évoquée par des acteurs interrogés dans la première phase, est sans aucun doute la position à prendre à l'encontre des points de deal. Cette adversité se cristallise surtout entre les catégories "police" et "riverain" lors des scénarii "Le squat d'immeuble" et "Le commerce".

En effet, d'un côté, les représentants de la police regrettent une faible implication des riverains et autres acteurs locaux, dans le combat contre les actes de délinquance. Ils déplorent tant dans le scénario "Le squat d'immeuble" le fait de laisser une occupation des lieux s'installer, que dans le scénario "Le commerce" qu'il n'y ait pas davantage de dénonciations de trafic.

« Si personne ne donne d'informations sur la réalité du terrain, on est fichu, il faut que ça colle à la réalité du terrain, si on ne dit plus rien l'omerta va créer encore plus de troubles. » Policier, Scénario "Le commerce"

D'un autre côté, le scénario "Le commerce" a suscité une forte identification de la part de nombre de catégories qui verbalisent une réelle crainte de dénoncer des faits dont ils sont témoins. « *Je suis Gina* »⁶⁴, tel est l'état d'esprit que l'on pourrait qualifier, que ce soit à travers des expériences passées malheureuses ou des préoccupations actuelles. Dans la catégorie "riverain", "commerçant", "monde associatif", "bailleur" ce sentiment domine et explique le non-recours au levier *police* pour dénoncer des situations illégales ou de danger.

« Jusqu'où va aller l'individu pour prévenir? Soit je regarde pas ce qui se passe autour de moi, je mets des œillères, je viens ici pour travailler, je veux pas d'ennuis sur ma voiture aussi. Y a la peur et la crainte qui s'installent, donc effectivement, on laisse faire et puis voilà, c'est l'engrenage. » Commerçant, Scénario "L'école"

« Je reviens sur l'exemple que vous avez donné de la petite dame qui a un salon de Gina, c'est que tout le monde est à la place de Gina aujourd'hui... parce que là, Gina, elle a un commerce, qu'elle n'a plus... nous on a une famille, on a un entourage, on est dans le quartier contrairement à d'autres qui ne le sont pas. » Association, Scénario "Le commerce"

D'autres motivations diamétralement opposées peuvent participer à taire des actes délinquants, où la présence de jeunes opérant dans la rue n'est plus vue comme une menace, mais un atout. On peut alors considérer ces jeunes tels une entité vivant en symbiose avec un

⁶⁴ À l'image de « Je suis Charlie », une façon de s'identifier en tant que victime potentielle qui aurait pu connaître un sort similaire.

organisme respectés en retour. Cette perspective était déjà ressortie à plusieurs occasions, avec des commerces de Planoise lors de la première phase⁶⁵.

« On ne porte pas plainte pour (...) leurs activités (...) du fait qu'il y ait une forme d'entraide, je veux dire, de respect mutuel dans notre activité, dans notre travail; puisqu'encore une fois, le but de notre action sociale et de donner accès aux droits à des populations (...) et je veux dire dans cet exemple là, c'est des personnes qui ont été d'une grande utilité, qui ont signalé un départ de feu et qui nous ont permis de nous mettre en sécurité, mes collègues également et eux-mêmes, ainsi qu'aux personnes qui venaient à notre rencontre. Donc voilà, je veux dire, ils ne mettent pas de bâtons dans les roues parce qu'ils savent derrière l'utilité que l'on peut apporter à leurs familles. » Monde social, Scénario "Le squat d'immeuble"

Par ailleurs, les sanctions pénales qui tombent ne remportent pas toujours l'adhésion des acteurs, en ce qui concerne leur efficacité. Ces positions, plus souvent adoptées par le monde enseignant, reposent sur des représentations moins fatalistes et moins sombres de la jeunesse que pour les autres catégories.

« J'ai l'impression qu'il y a le quartier et ce qu'il se passe au quartier et puis, au sein de nos établissements, c'est quand même assez sanctuarisé. (...) on échange par rapport à ça, mais quand j'entends que les jeunes sont comme ci, comme ça, on a l'impression qu'ils ont un autre comportement. Moi (...), j'ai des jeunes issus du quartier aussi, mais qui sont extrêmement polis. » Enseignant, Scénario "Le squat d'immeuble"

De ce fait, d'autres modes de régulation sont envisagés par ces acteurs pour dépasser une situation trouble, et perçus comme plus efficaces à long terme. Contrairement à d'autres corps de métiers, on ne voit pas les jeunes qualifiés comme dangereux, la communication directe et perçue comme essentielle pour éviter de futurs troubles.

« Enfin moi je privilégie le dialogue. Je dis pas qu'il faut pas de la répression, et c'est évident que l'on ne peut pas admettre, mais je ne pense pas que les agresser... Je pense que ça a un effet inverse. » Enseignant, Scénario "Le commerce"

Ces différences de perception des jeunes et registres d'actions privilégiées par "le monde social" ou "enseignant" sont sans aucun doute liés à un phénomène de variation de

⁶⁵ « Après ce qu'ils font les jeunes, nous ne on ne sait pas et on ne cherche pas à le savoir, mais... nous c'est des clients... ils consomment beaucoup, ils payent, donc pour nous c'est des clients... sinon c'est vrai que nous, on sympathise avec eux, c'est des clients... et moi je sais qu'ils me respectent énormément (...), mais le jour où j'aurai un problème, ça ne sera pas avec eux ce sera avec d'autres personnes et je suis sûre que si je les appelle, ils me défendraient... » Commerçante, riveraine, propos recueillis lors de la première phase de la recherche-action.

contexte, qui induit des comportements spécifiques d'un même individu selon le milieu dans lequel il évolue.

Ces échanges entre enquêteurs illustrent bien leurs conditions d'interventions et de vie qui ne permettent pas de mettre en œuvre une réponse semblable.

«- Là je suis effarée parce que forcément, il y a certainement certains de nos élèves ou anciens élèves, mais qui n'ont pas du tout le même comportement au sein du lycée, qui sont dans l'ensemble très respectueux. Alors je dis pas, il y a quand même des exceptions, et puis au quartier... Ils ont un comportement complètement différent, et ça, c'est effarant, parce que comment nous on peut agir pour qu'ils aient ce même comportement et qu'ils ne se laissent pas embarquer par des dealers. (Enseignant).

- Oui, mais vous les voyez un par un, quand ils sont en bande de 10 ou 15, on ne peut plus leur parler. (Commerçant)» Scénario "Le squat d'immeuble"

«- Eh bien ou si vous voulez, c'est qu'à un moment donné, ils squattaient devant nos portes d'entrée, donc ça bloquait l'entrée des citoyens, citoyennes qui venaient, qui avaient besoin d'accéder à leurs droits sociaux (...) Nos responsables ont entamé une discussion pour justement déplacer un petit peu leur commerce, afin qu'ils ne nuisent pas à notre entrée (...), et il y a une sorte de respect, et ils ont compris l'utilité que l'on peut avoir (Monde social)

- Oui parce que vous n'habitez pas sur place vous... vous subissez pas. (Riverain)» Scénario "Le squat d'immeuble"

La stratégie de lutte contre le commerce de stupéfiants vise à démanteler un réseau en arrêtant des responsables à la tête de ces derniers. Pour y parvenir, "les policiers" se servent des informations livrées par des acteurs de la base, moyennant une certaine tolérance par rapport à leurs propres agissements délinquants. En misant sur l'exemplarité des peines encourues comme dissuasives pour la relève, ils escomptent mettre fin à cette problématique jusqu'aux acteurs mineurs qui délaisseraient leur carrière de déviant.

*«Mais tout ce qui est sûr, c'est que cette économie parallèle là, elle ne peut être jugulée que si l'on s'attaque aux têtes et non pas aux jeunes devant, si les jeunes devant, ils voient que les têtes en prennent pour 15 ans (...), c'est les têtes qu'il faut éradiquer, alors on peut, parce que c'est visible, faire une opération à tel endroit, aller au 4, aller au 8, dire "Allô Monsieur, il y a un problème au 12", oui! Mais comme je dis toujours, c'est Frameto, c'est du Frameto sur la tête, il y a toujours de la rouille en dessous, pour enlever la rouille, il faut gratter, la tête!»
Policier, Scénario "Le commerce"*

Cependant, ce ne sont pas les mêmes priorités qui sont vécues par les "riverains" et "acteurs du monde associatif". Dès lors, une certaine incompréhension, voire exaspération ressort face à cette stratégie. En effet, en ce qui concerne les nuisances quotidiennes, elles

n'émanent pas de « hauts responsables » du trafic, mais bien d'« employés », de jeunes adolescents que l'on trouve dans les points de deal, qui sont à la base de ce système. Par ailleurs à l'image d'une hydre, les démantèlements leur apparaissent vains, car des successeurs reprendraient « la relève ».

« Moi je pense qu'il faut s'attaquer à la base, parce que le trafic de drogues il a toujours existé. » riverain, Scénario "Le commerce"

« Pendant que l'on cherche à attaquer au gros, on va prendre du temps, et les autres ils continuent, les autres, ils sont en train de prendre du galon, et c'est tout ça... » Riverain, Scénario "Le commerce"

« On va s'attaquer à plus jeunes et on fera ça, voilà, et il faut couper, justement, il y a un pont, et ce pont, il faut le casser pour ne pas laisser les petits gamins traverser vers les autres... C'est pour ça que je disais tout à l'heure, si on s'attaque aux grands, on laisse les petits, et les petits demain, ils vont devenir grands et le temps qu'on va s'attaquer aux autres, ces petits-là, ils sont en train de faire du blé. » Association, Scénario "L'école"

Cette stratégie policière, qui ne prend pas en compte les réalités quotidiennes de vie ternies par le trafic de drogues, est vivement contestée par ceux qui en souffrent. Des partenaires privilégiés, car en contact régulier avec la police, comme les "bailleurs", certes éprouvent eux aussi des difficultés face à cette pratique, mais ont par ailleurs plus de recul quant aux résultats.

« Mais ils n'interviennent pas, il y a l'enquête qui dit, souvent quand ça aboutit, moi j'ai eu ça au Luxembourg, on a galéré pendant longtemps, des fois même c'était, c'est tendu au téléphone, donc j'étais dépassé, et ils m'ont dit : "Il y a l'enquête en cours". Et quand ils sont intervenus, il y a eu un nettoyage à sec et à la javel. » bailleur, Scénario "Le commerce"

Si tous ont un désir de voir mis un terme aux trafics de stupéfiants, que ce soit pour lutter contre la drogue ou les nuisances que ce commerce apporte, les différences de temporalité de traitement entre la stratégie policière (qui travaille sur le long terme) et les solutions immédiates qui peuvent être apportées (dont auraient besoin certaines catégories comme les "riverains", "bailleurs" et "commerçants") nuisent à la coopération entre ces acteurs et engendrent des sentiments réciproques de défiances.

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

4. CONCLUSION

Cette recherche-action repose sur une volonté partagée de changement, du monde politique, d'acteurs de terrain et d'habitants. Ne voulant pas que la situation de violence et d'incivilités dans laquelle se trouve le quartier de Planoise perdure, ces acteurs ont pleinement investi cette recherche-action, que ce soit financièrement, dans le partage d'expérience, de moyens et le temps consacré à participer à cette étude.

L'intérêt de cette recherche-action, avec une phase de confrontation lors de réunions de communautés d'enquêteurs, permet de mettre à jour comment chacun des acteurs peut mettre à profit son *portefeuille de compétences* lors d'une expérience partagée pour faire émerger « *une capacité cognitive qui dépasse et multiplie les seules capacités individuelles* » [Silva, F. 2020, pp. 87-89]. Par ailleurs, la mise en présence d'acteurs placés sur un pied d'égalité, aux ressources mobilisables et temporalités d'actions diverses, a favorisé le décentrement de soi de chaque participant, pour prendre en compte les réalités et enjeux des autres catégories en présence. Au bout de ce travail collectif, voici les principaux enseignements que l'on peut en tirer.

4.1 Recommandations

4.1.1 Par rapport à la thématique des stupéfiants

Concernant la population des *jeunes*, les mineurs étant souvent impliqués dans ce type de trafic, il ressort de l'ensemble des communautés d'enquêteurs un consensus visant à mettre en œuvre davantage de campagnes de sensibilisation pour prévenir l'entrée dans ces carrières de délinquant. Il s'agirait autant de :

- Développer et généraliser dans les établissements scolaires des campagnes de prévention, tant vis-à-vis de l'usage des stupéfiants que sur le coût pour la citoyenneté d'un individu dans l'entreprise de ce type d'activité (risques pénaux encourus pour soi et ses responsables légaux, « carrière courte », projection à long terme de qualité de vie...);
- Augmenter sur le territoire le nombre de travailleurs sociaux, notamment des éducateurs et animateurs sportifs, pour prendre en charge, pendant les temps extrascolaires, des groupes de jeunes tout en valorisant lors d'activités sportives ou culturelles les valeurs citoyennes ;
- Repenser les organismes sociaux de prise en charge de populations fragiles ou à risque, en élargissant leurs capacités d'action au-delà des horaires classiques de bureau.

Les pratiques de *squats*, souvent accolées à la tenue de point de trafics de stupéfiants, qu'ils se trouvent en pleine rue, dans des halls d'entrée ou encore à l'intérieur même des bâtiments ne sont jamais anodines. Ces rassemblements engendrent différents types de nuisances (affluence, insalubrité, bruits...). Leur seule présence inspire un sentiment d'insécurité accru et peut dissuader un public ou une clientèle d'accéder à un lieu (dans des commerces, des structures médicales, des habitations...). Pour faire face à ces derniers, plusieurs leviers d'action sont envisagés, comportant pour certaines leurs limites :

- Une solution certes efficace ponctuellement, mais dans l'action n'est pas pérenne, consiste à multiplier le passage des forces de l'ordre.
- Une autre solution d'ordre matérielle et/ou structurelle vise à revisiter la configuration des lieux, en équipant la zone de système de caméras et/ou en installant des équipements contraignants pour la fuite rapide des lieux (comme des portes doubles SAS). L'inconvénient de ces solutions est leur coût financier et le risque de dégradation du matériel pouvant rendre l'investissement vain.
- L'arrestation des squatteurs comme le démantèlement d'un réseau de trafic de stupéfiants peut entraîner la disparition d'un lieu de deal. Cependant, il ressort des communautés d'enquêteurs que dans de nombreux cas, cela n'engendre qu'un déplacement du problème.
- La destruction des lieux les plus propices à ce commerce, c'est-à-dire des immeubles dont la tranquillité des lieux est induite par un taux de vacances importantes de logements. Il s'agit d'une solution radicale pouvant déplacer ce problème dans d'autres lieux.
- Des actions collectives d'habitants impactés par cette problématique : il s'agirait de mettre en œuvre des opérations pour favoriser la fédération des riverains, afin qu'ils puissent mutualiser la préservation de leur territoire, en partageant cette responsabilité et ainsi diminuer la pression qui pourrait peser sur les personnes isolées qui dénonceraient seules l'installation d'un squat.
- Une campagne de prévention auprès des riverains pour sensibiliser les habitants aux problématiques des squats et des bons gestes à adopter pour limiter leur installation (fermer les portes d'entrée, ne pas ouvrir aux inconnus, signalement de personne non désirée...)
- La prise en compte pénale (indulgence) des menaces qui pèsent sur les « nourrices ⁶⁶», pouvant être aussi des victimes qui taisent ce commerce et participent à du recel de marchandises sous la menace parfois implicite des commerces de stupéfiants.

⁶⁶ « Une "nourrice" désigne, dans une activité de trafic de drogues, une personne qui garde, pour les trafiquants, la drogue, l'argent et/ou les armes, ou tout autre matériel nécessaire au trafic ». [Duport C., 2016, p.74]

Quant aux actions conduites à l'encontre du trafic de stupéfiants, des efforts de *communication* sont à poursuivre pour mieux expliciter les enjeux du travail fourni par ceux qui luttent contre ces pratiques illégales. En effet, deux représentations opposées⁶⁷ s'affrontent pour appréhender ce mal. Celle des acteurs qui vivent sur le terrain, qui souffrent de la présence de ce trafic, notamment des agissements des délinquants qui en font la base, et celle des policiers, qui tentent de l'appréhender dans son ensemble, en remontant dans les échelons des responsabilités et s'attèlent à mettre en cause leurs « chefs ».

- Ainsi, il faudrait s'atteler à davantage communiquer pour résorber ce clivage, contreproductif pour lutter contre ce commerce.
- Il serait souhaitable de mieux prendre en compte les requêtes de riverains ou travailleurs, lorsque des plaintes ou des signalements sont portés à la connaissance de la police. Même si la mise en place de rondes n'a qu'une efficacité éphémère sur le trafic, elles ont le mérite de concrétiser une réponse apportée à une requête et ainsi de redonner confiance à l'action de la Justice dans l'attente d'un démantèlement de plus grande ampleur. Cela permettrait de lutter également contre l'idée de zones de non-droit qui auraient cours sur le quartier.

4.1.2 Par rapport à la thématique du rapprochement police-population

Concernant les représentants de la PSQ et plus généralement des forces de l'ordre, il convient ici de distinguer certains points dans les préconisations qui peuvent être suggérées. Il y a un réel problème de *confiance* vis-à-vis de l'institution Police⁶⁸. Si la présence du commissariat au cœur de la cité est considérée comme un atout majeur, un sentiment de défiance est majoritairement évoqué par la plupart des représentants lors des communautés d'enquêteurs. Ce point est également ressorti lors de la première phase de l'enquête. Pourtant, la présence d'hommes en uniforme, incarnant l'état de droit, est unanimement perçue comme positive pour le quartier. Voici donc quelques éléments qui pourraient permettre de favoriser un rapprochement police-population et améliorer durablement les représentations que se font les citoyens des forces de l'ordre :

⁶⁷ Se référer à la section 3.2.2.2 Les divergences d'actions et de représentations pages 81 et suivantes.

⁶⁸ « En 20 ans, selon un sondage de l'IFOP le regard porté sur la police s'est terni que ce soit sur l'indice de confiance, il a perdu 3 points (il était de 53 % en 1999 et de 50 en 2019) » [Fourquet J., Dubrulle J.P., 2019]

Évaluer la mise en œuvre de la Police de Sécurité du Quotidien à Planoise

- De nombreux citoyens déplorent ne pas avoir été entendus lorsqu'ils ont déposé plainte, ou encore avoir été dissuadé d'entreprendre cette démarche⁶⁹. Une réponse systématique devrait être apportée, ne serait-ce qu'en actant la démarche à travers la réalisation d'une main courante. Cela permettrait de lutter contre les préjugés liés à la « politique du chiffre » [Mucchielli L., 2012] qui mettrait de côté les démarches risquant de mettre à mal les statistiques d'efficacité de la police avec des affaires difficilement solubles.
- La présence de rondes d'agents en uniforme, que ce soit la police municipale ou nationale, rassure et permet de lutter efficacement contre le sentiment d'insécurité. Ces actes de présence seraient à multiplier, notamment aux heures où le sentiment d'insécurité est exacerbé, en soirée.
- Lutter plus systématiquement contre les conduites ostensiblement déviantes et provocantes adoptées par certains individus, notamment des jeunes (scooteurs évoluant sur les voies piétonnes, conduite de deux roues motorisés sans casque, non-port du masque en période de Covid...). La tolérance envers ces conduites, que ces mêmes individus n'emprunteraient pas ailleurs qu'à Planoise, participerait à un climat général du quartier délétère.

Il faudrait dissocier le travail de prévention de faits de délinquance, que permettent les rondes, de celui visant à recueillir les plaintes ou renseignements de terrain que peuvent exprimer les Planoisiens. En effet, une réelle *crainte de représailles* est massivement exprimée par les participants, avec de multiples expériences antérieures traumatisantes évoquées. Les agents de police comme les Planoisiens ont conscience qu'un échange verbal ostensible prolongé peut porter atteinte à la sécurité de l'interlocuteur, s'il est soupçonné de livrer des informations, notamment sur un trafic de stupéfiants. Pour rassurer les citoyens et garantir leur sécurité, certaines dispositions sont à publiciser plus largement :

- Communiquer davantage sur le recours à des plaintes ou informations qui peuvent être effectué en distanciel (mails, téléphone, DCPD).
- Rendre le commissariat encore plus accessible, en le fondant dans une structure aux activités multiples (comme la maison des services), et rendre ainsi le déplacement dans ce lieu moins stigmatisant.
- Garantir l'anonymat des sources à tout prix pour éviter les fuites lors de procédure pouvant déboucher sur des actes de représailles.

⁶⁹ Ce sentiment est d'autant plus prégnant que le plaignant est un individu ou représentant d'un petit commerce ou petite institution. Cette concomitance pourrait expliquer le conseil donné à « Claudio » par ce type d'acteur lors du scénario « Le squat d'immeuble » d'en référer à son supérieur qui serait plus à même d'être entendu.

Tout au long de l'enquête, et cela a été mentionné à plusieurs reprises dans ce rapport, l'importance de la population de Planoise, la fragilité économique et sociale de sa population⁷⁰, engendre des risques accrus d'accéder à des carrières déviantes pour les jeunes en devenir de ce quartier⁷¹.

- Cette incidence du contexte sociologique est à prendre en compte dans les effectifs policiers qui ont à œuvrer sur ce territoire, qui est à penser comme une entité à part du reste de la ville, tant pour la Police municipale que nationale.
- Les effectifs actuels ne semblent pas suffisants pour répondre aux demandes des habitants, comme pour prendre en charge le quartier et ses problématiques spécifiques⁷².

4.1.3 Par rapport à la question d'une prise en charge partenariale

Le principe même de la recherche-action dans sa deuxième phase, qui repose sur une coopération des acteurs placés en situation de communautés d'enquêteurs et l'investissement dont ils ont fait montre (pour assister comme pour intervenir lors des tables rondes) révèlent combien la démarche partenariale, pour dépasser une épreuve, est au cœur de leurs préoccupations. Cette aspiration à travailler de concert se retrouve dans les préconisations qui émanent de ces travaux :

- Si la mise en œuvre de différents groupes partenaires opérationnels a été évoquée⁷³, surtout par les "représentants de la police" et les "bailleurs sociaux", certains acteurs passent à travers les mailles de ce filet et aimeraient eux aussi participer et bénéficier des effets de leurs actions tels les représentants de copropriétaires. Il faudrait faire en sorte de clarifier ces instances, faciliter le suivi de ces dernières par des personnes extérieures aux membres actuels qui les composent. Une aide au développement du conseil citoyen, qui ne serait qu'au « stade embryonnaire » [DDSP25, 2018, p.8], pourrait être une solution⁷⁴.
- Si certains habitants disposent de différents leviers d'action pour faire face à une situation trouble (comme les locataires qui ont la possibilité de recourir à un gardien, à Médication...), leur nombre semble insuffisant (chaque gardien doit assumer une trop grande charge d'immeuble, de la même manière les médiateurs ne semblent pas

⁷⁰ Se reporter à la section 1.3.1 Spécificité de sa structure démographique pages 14 et suivantes.

⁷¹ Les statistiques par rapport au profil des individus susceptibles de s'engager dans une carrière criminelle sont immuables depuis la création d'indices sur cette problématique. On constate qu'il y a une surcriminalité dans les populations d'hommes, jeunes, les moins diplômés, avec un faible niveau de revenu, et un contexte familial fragile. [Bourgoin, N., 2008]

⁷² Selon l'équipe de recherche de l'ENSEP, 84.4% des sondés trouvent les effectifs de policiers trop faible pour le quartier de Planoise. [E.N.S.E.P., 2018, p. 11]

⁷³ Cellules de veille, réunions correspondant sécurité, référents sûretés, DCCP...

⁷⁴ Si cet acteur a participé activement à cette recherche-action et nous les remercions vivement, ses représentants ne sont pas à l'image des habitants de Planoise (presque tous sont retraités, et dans leur ensemble ils ne sont pas représentatifs de la diversité culturelle du quartier).

assez nombreux pour traiter de façon satisfaisante les problématiques qu'ils rencontrent)

- Les habitants qui se trouvent en dehors des organismes de bailleurs sociaux (propriétaires ou locataires dans d'autres types d'habitation) se sentent souvent démunis dans les actions pouvant être conduites à plusieurs, faute de structure similaire (responsable d'immeuble, médiateur). Ils se considèrent de ce point de vue doublement écartés des mesures pouvant être mises en œuvre pour assurer leur sécurité.
- C'est aussi en termes d'horaires que le partenariat peut faire défaut. Si les agents de la PSQ sont joignables la journée, ainsi que des travailleurs sociaux pouvant prendre en charge des situations d'urgence « aux heures de bureau », passé ces horaires, toute une frange de problématiques empire faute de prise en charge⁷⁵ relevant d'un travail social ou d'un référent policier local accessible. Une permanence pour signaler ou traiter des situations d'urgence serait une structure précieuse pour gérer des situations préoccupantes (enfants errants seuls la nuit...).

4.1.4 Par rapport à des questions fondamentales sur le quartier de Planoise

Le dispositif de la PSQ repose sur le principe d'une coproduction de la sécurité. On peut considérer dès lors différentes échelles d'actions pour améliorer la sécurité d'un territoire. Les communautés d'enquêteurs ont toutes largement partagé un sentiment pessimiste quant à la prévention de certaines situations dont aucun des acteurs en présence n'avait la possibilité d'agir. Parmi les préoccupations qui sont survenues et sur lesquelles reposaient certains facteurs désignés comme responsables des situations troubles, on trouve très souvent évoquée la nature même du quartier de Planoise. Ainsi sont préconisés par ces communautés d'enquêteurs :

- Une autre politique sociale de la gestion de la population pour la ville en cessant de concentrer les logements sociaux dans des zones spécifiques. L'absence de mixité sociale est dénoncée comme clé de voute de nombreux maux du territoire et comme un frein décisif à l'amélioration des conditions de vie.
- Faciliter l'accession à la propriété des locataires afin de les responsabiliser par rapport à leur cadre de vie.
- Détruire les immeubles comportant de nombreux logements vétustes et non occupés pour lutter contre les squats et repenser les futures constructions.

⁷⁵ Lors de la première phase, cette problématique avait déjà été soulevée par des enseignants qui parlaient du « syndrome du mardi soir » pour exprimer leur impuissance face à des situations préoccupantes « c'est-à-dire que le vendredi à partir de midi, dans Planoise, on avait plus de protection de l'enfance... le vendredi après-midi il ne faut pas avoir de problème ici, si vous avez un problème en termes de protection de l'enfance, c'est compliqué, il n'y a plus personne ici, on a maintenant aussi avec le changement de rythme scolaire le syndrome du mardi soir aussi, c'est pareil. C'est-à-dire que le problème, dans les zones d'éducation prioritaire, dans ces quartiers-là, moins il y a de ruptures avec le lien du service public, mieux c'est. Vous en avez, y'a des gamins, le vendredi soir, passer deux jours complets dans leur famille, c'est l'angoisse ! passer le mercredi dans une famille ça va être affolant, et donc tous ces jours précédant une rupture, c'est douloureux, et c'est là où l'on a le moins d'interlocuteurs disponibles, pour ces enfants, et c'est là que les crises d'angoisse se déclenchent... »

4.2 Limites de la recherche-action

Dans les axes majeurs retenus dans le plan de reconquête républicaine, on trouve la lutte contre les rodéos urbains ; contre le trafic de stupéfiants et l'économie souterraine ; contre la fraude économique et sociale ; contre les incivilités et les occupations de hall. La fraude économique et sociale et les rodéos urbains ne sont pas ressortis lors de cette enquête comme préoccupations majeures pour les citoyens de Planoise. En effet, les fraudes économiques et sociales n'engendrent pas de nuisance au quotidien pour les acteurs de Planoise. Concernant les rodéos urbains, la pause hivernale pour ce type d'activité, que constituait le contexte de l'enquête, a pu jouer sur la moindre évocation de cette problématique. Par contre le trafic de stupéfiants, les incivilités et occupations de hall ont été largement abordées et se trouvent bien au cœur des problèmes soulevés sur le quartier.

Il n'y a pas lieu de faire un exposé exhaustif des limites de cette recherche-action, seulement revenir sur les points les plus cruciaux qui demanderaient à l'avenir d'être exploités afin de lutter plus efficacement contre le sentiment d'insécurité qui pèse sur le quartier.

Que ce soit dans la première phase de l'enquête, dans la deuxième dans les évocations de situations externes élaborées lors des scénarii, dans les médias lors de cette même période les principaux causeurs de troubles sont décrits comme jeunes, de sexe masculin, irrespectueux, susceptibles de se montrer violents, imprévisibles et impliqués dans le commerce de stupéfiants. Ils sont souvent dépeints comme ayant décroché du système scolaire, issus de famille monoparentale. Ce sont les principaux mis en cause d'une majorité de maux qui sévissent sur le quartier, ce sont aussi les premières victimes de l'utilisation d'arme blanche ou à feu.

Si dans ce rapport a été étudié des situations troubles les mettant en cause, avec différents leviers pour faire face à leurs attitudes parfois hostiles, à aucun moment il n'a été question de s'intéresser aux affrontements et aux modes de régulations dont ces derniers disposent en cas de conflit... et pourtant, c'est bien sur ces derniers événements que Planoise forge sa réputation. Principaux mis en cause, et grands absents de cette enquête, il serait profitable d'envisager une continuité de cette recherche action visant à confronter en communautés d'enquêteurs ces jeunes, avec des scènes d'exposition spécifiques pour accéder aussi à leurs réalités, et mieux prendre du recul sur leurs propres tactiques et stratégies de régulation. Cette poursuite d'étude permettrait peut être de mieux faire face aux situations violentes impliquant ce type de protagonistes.

BIBLIOGRAPHIE

Averseng, C. (2011). Comment structurer la complexité sans renoncer à l'exhaustivité thématique d'un état de l'art en sciences de gestion ? Retour d'expérience sur l'apport méthodologique des outils de classification de données qualitatives. *Management & Avenir*, 41 (1), 369. <https://doi.org/10.3917/mav.041.0369>

Becker, H. S., Briand, J., & Chapoulié, J. (1985). *Outsiders. Études de sociologie de la déviance (Leçons de choses) (French Édition)*. METAILIE.

Bourdieu, P. (1997). *Méditations pascaliennes*, seuil.

Bourdieu, P. (1998). *La Misère du monde*. Seuil.

Bourgoin, N. (2008). *Les chiffres du crime*, Statistiques criminelles et contrôle social (France, 1825-2006),. Harmattan.

Cabinet de M. Gérard Collomb, *Lancement des quartiers de reconquête républicaine renforcer sur le terrain, une action accrue contre les trafics et une nouvelle relation à la population*. Dossier de presse, Publication du ministère de l'Intérieur, septembre 2018, 24p.

Cagneux, A. (2004). *Planoise, 1960–1990 : Une véritable petite ville au sein de Besançon*. Conseil général du Doubs.

Certeau, M. D. (1980). *L'Invention du quotidien. Les arts de faire*. Gallimard.

Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation, Commissariat général à l'égalité des territoires. (2017). *Guide pour l'amélioration des relations entre la population et les forces de sécurité de l'État. Initiatives locales et dispositifs institutionnels*. La documentation Française.

DDSP 25, (2018, juillet). *Diagnostic PSQ, Plan de Reconquête Républicaine Besançon, Quartier de Planoise*, CSP de Besançon. Direction Départementale de la Sécurité Publique du Doubs, 53p.

Dewey, J. (1993). *Logique la théorie de l'enquête*. Presses universitaires de France.

Duport, C ;. « De l'argent facile », *Mouvements*, vol. 86, no. 2, 2016, pp. 71-79.

Duvignaud, J. (1973). *Le langage perdu*. Presses universitaires de France.

E.N.S.E.P. (2018, octobre). *Enquête QRR T.O, Premiers retours (N° 1)*. Université Savoie Mont Blanc.

Goffman, E. (1968). *Asiles. Étude sur la condition sociale des malades mentaux*, Minuit, « Le sens commun ».

Gagneux, A. (2004). *Planoise, 1960–1990 : Une véritable petite ville au sein de Besançon*. Archives Départementale du Doubs.

Gautron, V. (2010). La coproduction locale de la sécurité en France : un partenariat interinstitutionnel déficient. *Champ pénal*, Vol. VII.

Guion de Méritens, I. (2020). Le lien police-population : un enjeu pour la sécurité du quotidien. *Après-demain*, N° 54, NF(2).

Fourquet, J., & Dubrulle, J. P. (2019, août). IFOP, *Le regard des Français sur la police* (N° 116644). Le Journal du Dimanche. https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2019/08/116644_Rapport_ifop_JDD_Police_2019.08.05.pdf

Malochet, V., & Ocqueteau, F. (2020). Gouverner la sécurité publique. *Gouvernement et action publique*, vol. 9, no. 1.

Merton, K. R. (1997 a). *Éléments de théorie et de méthode sociologique (Collection U) (French Édition)*. ARMAND COLIN.

Meyer, V. (2008). La méthode des scénarios : un outil d'analyse et d'expertise des formes de communication dans les organisations. *Études de communication*, 31, 133 -156. <https://doi.org/10.4000/edc.778>

Ministère de l'Intérieur. (2018, 18 septembre). *Lancement des quartiers de reconquête républicaine renforcer sur le terrain, une action accrue contre les trafics et une nouvelle relation à la population* [Communiqué de presse]. <https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/Police-de-securite-du-quotidien/Lancement-des-Quartiers-de-Reconquete-Republicaine>

Mucchielli, L. (2012), . *Vous avez dit sécurité ?*, Champ social.

Silva, F. (2020) « Éditorial », *Question(s) de management*, vol. 28, no. 2, 87-89

Zaccai-Reyners, N. (2005). Fiction et typification. *Methodos*, 5, <https://doi.org/10.4000/methodos.378>

Zask, J. (2005). L'enquête sociale comme interobjectivation. *EHESS, Raisons Pratiques* (15), 141 -163.

LEXIQUE DES SIGLES

- AFEV** Association Française des Étudiants en Ville
- APS** Agent de Prévention de Sécurité
- BAC** Brigade anti-criminalité
- CCAS** Centre communal d'action sociale
- CSP** Circonscription de sécurité publique
- DCPP** Délégués à la cohésion police population
- DDSP25** Direction Départementale de la Sécurité Publique du Doubs
- ENSEP** Ecole nationale supérieure de la Police
- GDI** Groupe départemental d'intervention
- GLTD** Groupe local de traitement de la délinquance
- GSP** Groupes de sécurité de Proximité
- GSU** Centre de supervision urbain
- HLM** Habitation à loyer modéré
- LASA** Laboratoire de Sociologie et d'Anthropologie
- MSAP** Maisons de services au public
- PNRU** Plan National pour la Rénovation Urbaine
- PDPD** Plan départemental de prévention de la délinquance
- PRE** Programme de Réussite éducative
- PSQ** Police de Sécurité du Quotidien
- SNPD** Stratégie nationale de prévention de la délinquance
- QRR** Quartier de Reconquête Républicaine
- ZED** Zone d'éducation prioritaire
- ZUS** Zones urbaines sensibles

TABLES DES IMAGES

(cartes, graphiques, plans et photographies).

<i>Figure 1 Carte des premiers dispositifs pilotes PSQ</i>	10
<i>Figure 2 Locaux de la PSQ à Planoise</i>	13
<i>Figure 3 Quartier de Planoise en surbrillance</i>	14
<i>Figure 4 Vue de Planoise</i>	15
<i>Figure 5 Mentions de Planoise dans la presse nationale</i>	16
<i>Figure 6 Vue sur une entrée d'immeuble à Planoise</i>	23
<i>Figure 7 Vue sur une rue commerciale de Planoise</i>	24
<i>Figure 8 Vue sur un établissement scolaire de Planoise</i>	25
<i>Figure 9 Locaux Loge GBM anciennement SAIMB</i>	28
<i>Figure 10 Répartitions par thématique des crises livrées dans la 1ere phase</i>	32
<i>Figure 11 Enseigne de la PSQ</i>	36
<i>Figure 12 Carte schématique de la catégorie « Commerçant »</i>	42
<i>Figure 13 Carte schématique de la catégorie « Police »</i>	46
<i>Figure 14 Carte schématique de la catégorie « Riverain »</i>	53
<i>Figure 15 Carte schématique de la catégorie « Enseignant »</i>	60
<i>Figure 16 Carte schématique de la catégorie « Bailleur »</i>	66
<i>Figure 17 Carte schématique de la catégorie « Monde social et associatif »</i>	71